

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉVOLUTION
DES
BANQUES LOCALES
EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le 13 janvier 1908, à 1 heure

PAR

Léon BARETY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL - DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. SOUCHON

Suffragants { M. GIDE
M. HITIER

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

30, rue Jacob, 30

—
1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉVOLUTION
DES
BANQUES LOCALES
EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

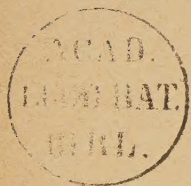
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le 13 janvier 1908, à 1 heure

PAR

Léon BARETY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL - DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES



Président : M. SOUCHON

Suffragants { M. GIDE
M. HITIER

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE

30, rue Jacob, 30

—
1908

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Bibliographie</i>	VII
<i>Introduction</i>	1
CHAPITRE PREMIER. — L'origine des Banques. — La naissance des établissements de crédit. — La tendance à la concentration dans l'industrie et dans la banque.....	7
CHAPITRE II. — Définition de la banque locale. — Son rôle.....	17
Les crédits au commerce et à l'industrie.....	20
CHAPITRE III. — Les banques allemandes. — La fortune mobilière allemande. — La concentration des banques. — Les crises de 1901 et 1907.....	31
CHAPITRE IV. — Les émissions en Allemagne. — Le Congrès de Hambourg (1907). — Banques d'affaires et banques de dépôts. — La réforme des petites banques....	51
CHAPITRE V. — Les dépôts dans les banques allemandes. — Groupement des banques allemandes selon l'importance de leur capital.....	67
CHAPITRE VI. — Les banques françaises. — L'escompte.	93
CHAPITRE VII. — La concurrence. — Banque de France. — Établissements de crédit. — Trésoriers-payeurs généraux	101
Le crédit agricole.....	102

	Pages
CHAPITRE VIII. — Évolution des banques locales. — Concentration. — Étude de quelques banques.....	109
CHAPITRE IX. — Les remèdes. — Le placement des valeurs mobilières.....	137
CHAPITRE X. — Les réformes dans les banques locales ..	151
CHAPITRE XI. — Le Syndicat des Banques de province ..	159
CHAPITRE XII. — Le terme et ses dangers. — Le Börsen- gesetz en Allemagne.....	173
CHAPITRE XIII. — Le mécanisme des émissions. — La réglementation des banquiers. — Le contrôle des ban- ques.....	179
<i>Conclusion</i>	187

BIBLIOGRAPHIE

En joignant notre bibliographie à celles antérieurement faites par M. G. Saurel et M. E. Depitre dans leurs ouvrages souvent cités, on peut constituer la bibliographie la plus complète qui ait été établie jusqu'ici sur les questions qui ont fait l'objet de notre étude.

I. — Ouvrages généraux

Traité d'Économie politique (Say, Garnier, Leroy-Beaulieu, Gide, Passy, de Laveleye, Batbie, Funck-Brentano, Chevalier, Beauregard, Stuart-Mill, Courcelle-Seneuil, etc.)

Claudio-Jannet, *Le Capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle*.

Courtois, *Histoire de la Banque de France et des principales institutions de crédit depuis 1716*.

Domergue, *Pourquoi les affaires vont mal en France*.

Pierre Guillemot-Saint-Vinebault, *La spéculation financière, sa fonction économique* (thèse), Paris, Bonvalot-Jouve, 1906.

R.-G. Lévy, *Mélanges financiers*.

II. — Ouvrages spéciaux

Boggiano (Antonio), *La funzione delle Banche in relazione coll'industria ed il commercio*, Torino, Fratelli Bocca, 1906.

Georges Chéron, *Les banques locales, leur rôle et leur utilité*, 1900.

Courtois, *Histoire des Banques en France*.

Edgard Depitre (thèse), *Le mouvement de concentration dans les Banques allemandes*, Paris, Rousseau, 1905.

Favre (Jean), *Les changes dépréciés*, Paris, Rivière, 1906.

— *Les banques au Mexique*, Paris, Rivière, 1907.

F. Lemontier de la Brettière, *Banque privée et Sociétés de crédit*.

Pierre Pidoux, administrateur du Comptoir d'Escompte et de Dépôts de Dôle (Jura), *Les avantages des Banques locales*, mémoire publié par son fils, 1901.

Rosendorf (Dr Richard), *Le développement des Banques allemandes à l'étranger*, *Revue économique internationale*, septembre 1906, 13^e année, vol. III, n^o 3, p. 467-519.

André E. Sayous, *Les Banques de dépôt, les Banques de crédit et les Sociétés financières*.

M. Saurel, *Sociétés de crédit contre Banques locales* (thèse), 1901.

Steinberg (Julien), *Die Konzentration in Bankgewerbe*, Berlin, F. Siemenroth, 1906, in 8^o IV-61 p.

Vecchio (Gustavo del), *L'industria tedesca en le Banche*, « La Riforma sociale », 13^e année, vol. XVI, fasc. 9-10, sept.-oct. 1906, 6 p.

Warschauer (Otto), *Die Reform des Borsengesetzes in Deutschland*, *Jarhb. f. Nationalök. u. stat.* oct. 1905, p. 433-470.

Warschauer (Otto), *Die Konzentration in deutschen Bankwesen*, *Jarhb. f. Nationalök. u. stat.* août 1906, p. 145-163.

III. — Articles de Revues et de Journaux

La France économique et financière.

Années 1902, n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32.

1903.

1904.

1905.

1906, n^{os} 8, 42.

1907, n^{os} 18, 36, 38, 46.

Lettres Provinciales, « Les Banques et le Crédit industriel et commercial », Devèze, n^o du 22 avril 1905.

« La Question des Banques », M. Chauvière, n^o du 26 octobre 1905.

Le Matin, n^o du 24 juillet 1905.

Le Moniteur des Intérêts matériels, n^o du 12 juillet 1905.

L'Information.

Le Monde économique, « Les Banques locales, leur rôle et leur utilité », Paul Beauregard, 11 mai 1901.

Le Monde économique, juillet 1907, « Les Banques allemandes », A. Marvaud.

Le Monde économique, 2 novembre 1907, « La situation des Banques allemandes », par E. de Malte.

Revue d'économie politique, « Le Crédit agricole et la Banque libre », François Bernard, n^o d'août-septembre 1905.

Revue politique et parlementaire, Articles de Testis, des 10 juin, 10 juillet, 10 août, 10 septembre, 10 octobre, 10 novembre 1907.

La Revue, Articles de Lysis, 1907 (avril, mai et juin).

Le Journal des Finances, « La Crise allemande et les Banques », 12 octobre 1907.

Le Temps, 1907, « Les Banques allemandes » (lettres d'Allemagne).

Le Journal des Débats.

Moniteur de l'Épargne française, Influence des banques allemandes sur le développement du commerce et de l'industrie, 8 février 1906.

Münchener neueste Nachrichten, n^{os} du 15 août 1907, du 11 septembre 1907.

Münchener neueste Nachrichten, « Die Alte und die Neue Börse », n^o du 26 novembre 1907.

Frankfurter Zeitung, n^o du 4 avril 1907.

Der Deutsche Ökonomist, de Berlin, 23 novembre 1907.

IV. — Documents divers

Déclarations de M. J. Domergue à la Société d'Economie politique.

Rapports au Conseil d'administration des différentes Banques.

Revue financière de la Banque de Bordeaux.

Circulaire Renault, de Nancy.

Circulaire de la Banque Lilloise.

Circulaire A. Brun, de Saint-Étienne.

INTRODUCTION

Il s'est produit, au cours des cinquante dernières années, de grands changements dans la situation économique du monde et particulièrement de la France, qui n'ont pas été sans influencer sur le développement de nos banques françaises.

Une centralisation excessive et qui se remarque dans tous les rouages de notre existence nationale, a succédé au régime de décentralisation.

Les petites banques, organismes locaux, ont vu leur importance diminuer, leurs clients s'adresser ailleurs : souvent à la banque plus importante du chef-lieu du département, de nos jours à la succursale d'un établissement de crédit.

Beaucoup ont disparu, absorbées ou mortes d'elles-mêmes, et le mouvement continue, sans que de sérieux remèdes aient pu être indiqués ou du moins appliqués efficacement.

Nous assistons, en vérité, à une évolution économique que nous devons suivre, et qu'il serait dangereux de vouloir enrayer.

On ne lutte pas contre les lois économiques, qui sont des lois naturelles.

Les conditions de la vie ont changé. Là où autrefois se trouvaient de mauvais sentiers, ont été tracées des routes, des lignes de chemins de fer.

Les distances ont été raccourcies, les voies de communication améliorées. Il s'est produit un changement brusque dont les conséquences continuent à se faire sentir tous les jours.

Il s'est trouvé subitement des banques dont le monopole de fait s'est trouvé attaqué, dont la situation avantageuse a été compromise par une concurrence nouvelle, par les facilités qu'offraient d'autres organismes financiers.

La disparition des petites banques locales continuera-t-elle?

Oui! si elles n'évoluent pas! Non! si elles se modifient, si, s'inspirant des exemples des grands établissements financiers, elles savent compléter leur organisation actuelle par l'adjonction de divers services qu'ont su si habilement installer les dits établissements de crédit.

Bien entendu, nous ne voulons pas parler des banques locales établies dans de petites localités, sans ressources actuellement, par suite de l'émigration, de la disparition du commerce, des industries, et qui, après avoir vécu assez convenablement, voient leurs bénéfices diminuer ou même disparaître.

Ces banques ne demeureront pas, parce qu'inutiles

ou moins utiles que d'autres. Voici, par exemple, une région autrefois industrielle, mais de petite industrie. Les patrons vaincus par la grande industrie ont émigré ou ont changé de profession. Le banquier ne trouvera plus les mêmes bénéfices et sa banque sera en quelque sorte sans objet pour peu surtout qu'une succursale de société de crédit se soit installée dans une ville voisine, autrefois éloignée, aujourd'hui rendue proche par le chemin de fer ou le tramway électrique. Cette situation s'est produite assez souvent pour que nous ayons pu nous permettre d'en parler.

Il est des régions qui ne se prêtent pas aux grandes affaires et où l'activité commerciale est petite. Nous pensons que dans ces régions, les banques ne pourront vivre que très modestement.

D'autres ont été mal gérées (nous nous garderons bien d'en citer), certaines ont sombré dans un krach survenu dans une région industrielle et commerciale — comme cela s'est passé dans le Nord notamment — ou encore, par héritage, sont tombées dans des mains peu aptes à les diriger.

Certaines enfin, ont été absorbées par des établissements de crédit, surtout dans les villes, ainsi que nous aurons l'occasion de l'étudier — et principalement par le Comptoir d'Escompte.

Cela s'explique par ce fait que le Comptoir d'Escompte a été le dernier venu, à un moment surtout où, déjà concurrencées par le Crédit Lyonnais et la

Société Générale, certaines petites banques allaient renoncer à lutter plus longtemps.

D'autres fois, c'est une banque locale importante qui, parvenue à un certain degré de prospérité, cherche à devenir régionale et absorbe de petites banques dont elle fait ses succursales.

Mais il est un certain nombre de banques, un grand nombre même, qui subissent la crise sans être mortellement frappées.

Ce sont celles qui, situées dans des régions riches de capitaux — de quelque nature que ce soit — auront saisi le sens de l'évolution qui se dessine et marcheront avec elle.

Dans quelles conditions le feront-elles? C'est ce que nous aurons à examiner au cours de l'étude que nous avons entreprise.

Nous n'avons disposé pour cela que de très peu de documents. La question des banques locales n'a guère, en effet, été traitée dans son ensemble, à notre connaissance du moins, — encore qu'elle eût semblé devoir attirer l'attention, — et nous avons dû nous contenter de causeries intéressantes avec maints banquiers. (1)

C'était, en effet, un écueil à éviter que de ne pas abaisser la valeur des grands établissements de crédit,

(1) Nous devons cependant signaler la thèse parue en 1901, de M. Maurice Saurel, docteur en droit, intitulée: *Sociétés de Crédit contre Banques locales*, Arthur Rousseau, édit., mais dont ni le plan, ni la façon d'envisager le sujet ne se rapprochent de ce que nous nous sommes proposés de faire.

pour rehausser celle des petites banques, et réciproquement.

Nous aurons à parler des premiers assez souvent. Ils ont leurs avantages comme leurs inconvénients, mais nous paraissent laisser en réalité indépendante la question de l'existence des banques locales.

Notre intime conviction est qu'au contraire ces deux organismes se complètent, sont destinés à vivre côte à côte et peuvent simultanément rendre des services au commerçant, à l'industriel, au capitaliste.

L'évolution économique nous a valu la fondation des grandes sociétés de crédit.

Mais par contre, il nous paraît certain qu'à côté de ces organismes puissants, continueront à vivre et à se développer des banques locales ou régionales qui n'auront pas à souffrir sérieusement de la concurrence.

Nous espérons pouvoir montrer au cours de notre étude de quelle façon nous envisageons cette existence et nous serions heureux d'avoir apporté notre contribution à l'étude de cette question brûlante d'actualité.

Nous avons enfin montré dans des chapitres particuliers, quelle avait été l'évolution en Allemagne de ces mêmes banques locales, dont la destinée, en France, nous préoccupait. La part que nous leur avons consacrée dans cet ouvrage est moins importante que celle consacrée à la France, d'abord, parce que c'est surtout nos banques locales que nous voulions étudier et que

ce n'est qu'un parallèle que nous avons voulu établir avec les banques allemandes et enfin, et surtout, parce que ces dernières ont été remarquablement étudiées par M. Edgar Depitre dans un ouvrage récent (1).

Notre seul mérite à ce point de vue aura été de mettre la question à jour, par l'exposé des événements survenus depuis 1905.

L'ouvrage de M. Saurel sur les banques locales françaises étudiait une époque dans leur histoire, notre travail les fait voir sous un aspect nouveau qui ne tardera pas à se modifier. Nous pensons, en effet, que l'évolution qui s'est dessinée pourrait bien, dans un intervalle peu éloigné, aboutir à une concentration sous la modalité allemande, c'est-à-dire à des prises de participation des grandes banques régionales dans les petites banques locales et, à un échelon plus élevé, à des associations d'intérêts. L'avenir dira si nous avons raison de prévoir cette évolution, et une étude nouvelle sera alors à faire pour compléter ce qu'après M. Saurel, nous avons essayé de faire : une étude des banques locales.

(1) Edgard DEPITRE, *La Concentration dans les Banques allemandes*, Paris 1905.

CHAPITRE PREMIER

L'Origine des Banques

Les banques ont existé de tout temps, et il serait aisé de relever leur origine chez les Grecs, les Romains, et plus tard chez les Gênois, les Lombards et les Juifs de tous pays.

Chez les Grecs, les banquiers déjà nombreux à Sardes, au temps de Crésus, ne tardent pas à remédier sur toutes les places à la variété des monnaies.

Le Romain, lui, est avant tout prêteur, usurier sans pitié. Le taux habituel de l'intérêt y était, vers la fin de la république de 12 p. 100, et on voit le vertueux Brutus exiger jusqu'à 48 p. 100.

Les banquiers sont nombreux à Rome, on les emploie au recouvrement des créances, on leur confie des capitaux à faire fructifier.

La première maison véritable de banque fut-elle fondée à Barcelone, à Gênes ou à Venise?

M. Cons, dans son *Précis d'Histoire du commerce*, nous indique que « les mêmes circonstances donnèrent sans doute presque simultanément naissance dans ces trois grandes cités maritimes, aux mêmes procédés commerciaux; toutes trois avaient dans le Levant des comp-

toirs, toutes trois avaient des relations étendues; l'idée d'associer les capitaux, de les faire fructifier comme une marchandise, de retirer un intérêt des sommes avancées, de prélever une commission sur les sommes touchées, de représenter les capitaux déposés par un papier, d'étendre la valeur de ce papier du pays où il était émis à un autre où la maison avait un établissement, gagna en tout cas promptement de l'une à l'autre. »

Quoi qu'il en soit, et pour ne pas allonger cet historique, indiquons que, d'abord limitées au change de monnaies, les opérations des banques s'étendent de plus en plus, en France notamment, où cependant la plupart des banques ou sociétés commerciales sont entre les mains des étrangers, des Italiens surtout, comme nous l'apprend le livre de La Taille.

Plus tard, nous voyons la banque substituer une monnaie fictive aux métaux premiers et créer ainsi le papier-monnaie, ce qui n'a pas été d'ailleurs sans créer des crises comme celles du système de Law et des assignats.

Nous arrivons enfin à la Banque de France, œuvre du Premier Consul, qui concéda à cette compagnie le privilège d'émettre des billets au porteur et à vue, mais dont la création résulte de l'initiative de plus de cinquante banquiers ou négociants de Paris et des départements.

A ce moment, chaque petit centre commercial, chaque ville de quelque importance possédait sa, ou ses banques

particulières, qui se livraient à toutes les opérations de leur ressort, c'est-à-dire l'escompte, les recouvrements, les avances au commerce et en compte courant, fournissaient même des traites ou des lettres de change. Comme nous le verrons plus loin, la création de la Banque de France ne porta guère ombrage à ces banques, et il serait inexact d'attribuer leur déclin à cette fondation.

Sans doute elles diminuèrent, soit qu'elles aient disparu, par une juste appréciation des choses, soit qu'elles aient fusionné, mais le législateur de 1806 était trop préoccupé des intérêts du commerce pour désirer leur affaiblissement et ne pas reconnaître les services que ces banques rendaient. Aussi, lorsqu'on exigea une troisième signature pour escompter le papier de commerce, outre celle du tireur et de l'accepteur, c'était un service qu'on rendait aux banquiers locaux, qui voyaient désormais, dans la Banque de France, une aide plutôt qu'une concurrence.

Nous verrons plus loin quelle opposition a suscité dans ces conditions, le projet réduisant les formalités d'escompte à deux signatures.

Les banques de province prirent alors un grand essor.

Elles avaient, en effet, un caractère familial qui plaisait. On avait dans son banquier pleine et entière confiance, et on en faisait, comme le notaire, le dépositaire des secrets de famille.

La population était encore stable alors, les moyens de communication peu développés. La famille subsistait

dans son lieu natal. L'œuvre de déracinement n'avait pas encore pris les proportions que nous lui voyons aujourd'hui.

Les banques étaient prospères, encore qu'assez routinières, mais on ne leur demandait pas de changer de méthode: on n'en connaissait point d'autre.

Les directeurs de ces banques se succédaient de père en fils, de même que les fils des clients devenaient clients à leur tour, et dans cette parfaite connaissance des affaires de chacun, que donnait au banquier la transmission de la direction de la maison de père en fils, les clients n'étaient pas sans retirer un bénéfice.

Cette situation devait durer près d'un demi-siècle sans recevoir d'atteinte. Mais après les événements de 1848, le gouvernement provisoire, désireux de remédier à la crise économique qui sévissait, intense, dans tout le pays, organisa avec l'aide des banquiers, des Comptoirs d'Escompte dans les principaux centres.

Les comptoirs devaient restaurer le crédit national et fournir au papier à escompte la troisième signature qu'exigeait la Banque de France.

Cette intervention de l'Etat, en quelque sorte garant de ces comptoirs, était fort dangereuse.

On s'en aperçut, et l'appui de l'Etat fut retiré à ces établissements, dont quelques-uns disparurent, et dont d'autres prirent, ou reprirent la forme de banques particulières, sous laquelle nous les connaissons encore aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, un essai avait été tenté, qui devait

bientôt être suivi d'autres plus pratiques, destinés à réussir.

Sous le Second Empire, un groupe de financiers fonda une société de crédit, la première, qui s'appuyant sur de forts capitaux, se proposait d'étendre son activité dans le pays tout entier à l'aide de succursales. Indépendamment de toutes les opérations faites par les banques particulières, cet établissement allait emprunter à la Banque de France deux catégories d'affaires : les dépôts de titres et les avances sur titres.

Un changement se dessine alors.

D'autres financiers fondent à leur tour des groupements, et plusieurs sociétés surgissent.

Les mauvais jours des banques locales vont commencer.

Comme il est dit dans le *Précis de l'Histoire du Commerce* (1), « la fondation de grandes sociétés de crédit, faisant appel à de nombreux capitaux et dont la vente et le rachat des titres renouvellent constamment la qualité des commanditaires, allait démocratiser le crédit. A côté des *banques privées*, représentant encore l'ancien fonctionnement du crédit, comme les foires et marchés rappellent, avec non moins d'utilité qu'elles, les anciens procédés du commerce, les grandes sociétés allaient être dans le mécanisme financier contemporain ce que sont les Bourses pour les opérations commerciales. »

Le développement de ces sociétés, un moment arrêté par les funestes événements de 1870, puis par le krach

(1) CONS, *Précis de l'Histoire du Commerce*, II, page 334.

de 1882, a repris ensuite sa marche ascendante. Les grands établissements se créent et bénéficiant du développement des moyens de communication, des branches qu'ils ont étendues sous forme de succursales et agences, de l'étendue et de la variété des opérations qu'ils font, attirent à eux, peu à peu, les petits capitalistes, fascinés d'une part par le gros chiffre du capital social des établissements de crédit, effrayés d'autre part par la faillite, l'escroquerie ou la fuite de certains hommes d'affaires qui peuvent impunément se donner le titre de banquiers. C'est le mouvement général de concentration qui opère son œuvre.

De petites industries ont disparu, tuées par la grande.

Dans les Basses-Alpes notamment les manufactures de drap sont mortes, l'élevage des vers à soie ne se pratique plus; dans le Gard, l'industrie des tapis a diminué considérablement.

Une partie de la population a émigré dans les villes. Certaines de ces banques, autrefois prospères, ont disparu, faute d'aliment pour leur activité (1).

(1) Nous devons cependant à la vérité de dire que, dans les Basses-Alpes, la Banque de Barcelonnette, fondée en 1895, donne d'excellents résultats, ainsi qu'on peut en avoir une idée par le tableau ci-contre.

Cette banque se trouve justement dans un centre d'émigration bien connu et souvent cité, mais il est remarquable que beaucoup de ces émigrants, après avoir fait fortune, au Mexique notamment, reviennent souvent au pays, y apportant de capitaux. La Banque de Barcelonnette profite évidemment de ces circonstances particulières.

Cette tendance à la concentration est incontestable, mais il ne serait pas juste de l'objecter contre le maintien ou le développement des banques locales de province. Le mouvement de concentration des banques est indéniable et se traduit, en ce qui concerne les banques d'émission, en France par le monopole de la Banque de France, et aboutit dans les pays étrangers en quelque sorte à une fusion de plus en plus complète entre les anciennes banques d'émission provinciales et une grande banque destinée à rester un jour le seul établissement d'émission. (Allemagne, Angleterre, Italie.) (1).

Relevons, à ce propos, dans le compte rendu de l'exercice 1904-1905 de cette banque, la phrase suivante, dont la suite de ce travail expliquera l'intérêt :

« Nous sommes heureux de constater que d'un exercice à l'autre, le montant des opérations de Bourse effectuées pour le compte de nos clients a presque doublé et que le chiffre des coupons payés a augmenté de plus d'un tiers... »

EXERCICES	SITUATION générale à la fin de chaque exercice	MOUVE- MENT général des opérations pendant chaque exer- cice	MOUVEMENT du portefeuille pendant chaque exercice		MOUVE- MENT de la caisse	BÉNÉFICES réalisés pendant chaque exercice
			ENTRÉES			
			Nom- bre d'effets	Sommes		
1895-1896	646.690 51	6.176.156 43	3.524	1.702.055 74	973.046 60	3.223 48
1900-1901	2.493.379 11	26.670.467 18	11.378	8.039.697 80	2.394.787 40	21.882 75
1903-1904	2.764.290 57	23.327.465 94	11.218	7.224.323 20	2.346.382 52	54.098 20
1904-1905	2.961.420 96	24.038.842 33	11.684	6.921.197 62	2.397.538 86	107.132 84

(1) Le nombre des banques d'émission, qui était de trente-cinq en 1875, de dix-huit en 1883, n'était plus que de six en

Et cela est très justifié, car la Banque de France, par exemple, peut, grâce à son monopole, exercer une influence des plus salutaires sur le mouvement économique du pays et justifier ainsi sa situation privilégiée.

Mais en ce qui concerne les banques privées, nous assistons certes aussi à un mouvement de concentration par l'absorption des banques locales par les grands établissements de crédit qui y installent à la place des succursales. Mais peut-on dire qu'il y ait eu là une nécessité économique et ne peut-on prétendre qu'il y a eu plutôt sélection naturelle et que ces banques ont disparu parce qu'elles ne remplissaient pas leur but? On ne peut lutter contre les lois, ou les tendances économiques.

Or nous ne croyons justement pas que l'évolution économique comporte la disparition complète des banques locales. Il en est qui disparaîtront parce qu'elles seront de trop. Mais les autres demeureront, ou plutôt devraient et pourraient demeurer, non seulement parce que le régime de la libre concurrence nous paraît le meilleur, mais encore parce qu'elles sont les plus aptes à rendre au public, au commerce, et à l'industrie des services que les grands établissements ne peuvent, ou ne veulent leur rendre.

1904, en ce qui concerne l'Allemagne. En Angleterre, depuis l'acte de Peel (1844), qui réservait l'émission à la Banque d'Angleterre, le nombre des banques d'émission a baissé de 207 Privat Banks et 72 Joint Stock Banks à 28 Joint Stock Banks et 12 Privat Banks en 1904. En Ecosse, des trente-cinq banques d'émission qui existaient encore en 1850, on n'en retrouve plus aujourd'hui que dix. En France, la Banque de France est seule banque d'émission depuis 1848.

M. Henri Germain se faisait gloire de ne point intéresser le Crédit Lyonnais à des participations industrielles!

Mais pour que ces banques locales puissent subsister, il faut de toute évidence qu'elles abandonnent leurs anciens errements, il faut qu'elles luttent intelligemment à côté des établissements de crédit, principalement en rendant à bon compte les services que ces derniers ne rendent pas au public et à meilleur compte si possible, ceux qu'ils rendent déjà.

Leur maintien, tant au point de vue économique qu'à celui de l'intérêt public ne se justifie qu'à ces conditions.

Si elles reculent, elles sont frappées de mort. Comment ne pas reculer, c'est ce que nous nous proposons justement d'examiner dans cette étude.

La banque locale, dit-on, se meurt lentement: quelques vieilles maisons courbent la tête sous l'orage et subsistent avec leur vieille clientèle; les faibles disparaissent, vivante application de la loi de la concurrence de Darwin, ou si on considère la concurrence des établissements de crédit, application du précepte : *les grands mangent les petits*.

Nous tâcherons d'indiquer vers quel but doivent tendre les banques locales, si elles ne veulent pas mourir devant la concurrence des établissements de crédit — ou tout simplement de leur propre faiblesse.

CHAPITRE II

Définition de la Banque locale. — Son rôle

Avant d'étudier un organisme, il convient de le définir. C'est ce que nous allons essayer de faire. Qu'entendons-nous en effet par ce vocable de banque locale de province, de banque particulière ou privée.

Nous voulons désigner toute banque située en province et dont l'activité s'exerce dans un rayon d'ordinaire assez faible, un arrondissement ou un département, dont les capitaux sont fournis le plus souvent par le chef de la maison ou par commandite simple, enfin qui s'adresse essentiellement au public de la région, sans avoir de succursales sur tous les points du territoire, comme c'est le cas pour les établissements de crédit. Par ce dernier mot, nous entendons les quelques grandes sociétés de crédit (Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir d'Escompte, etc.), constituées sous la forme anonyme, avec un capital social fourni par des actionnaires, aujourd'hui fort disséminés et qui se servent très habilement de dépôts d'argent faits par le public et auxquels ils versent un très faible intérêt.

Ces établissements possèdent des succursales dans

toutes les principales villes de France et même à l'étranger, et s'il en résulte pour eux de grands frais, ils offrent ainsi des avantages au public tels que ce dernier s'adresse aujourd'hui de préférence à eux pour les opérations de toutes sortes, que les banques locales font, ou moins rapidement, ou avec moins de compétence.

Nous ne nous proposons nullement de placer ces deux genres de banques en antagonisme. On pourrait relever chez chacun d'eux des défauts et des avantages. Et au surplus, le déclin de l'un n'est pas *exclusivement* causé par la prospérité de l'autre, ce qui nous met encore plus à l'aise.

Il convient d'ailleurs que nous indiquions qu'il est un certain nombre de banques d'un caractère spécial dont nous n'aurons pas à nous occuper ici.

Nous voulons parler des banques de placement immobilier, des banques dites populaires (1), comme celle de Menton (Alpes-Maritimes), qui ont souvent un objet exclusivement déterminé, le crédit agricole par exemple.

Il est des centres où la banque peut trouver matière à activité, soit que la concurrence soit faible, soit que la lutte avec une succursale de grand établissement ne soit pas désavantageuse. Nous croyons que ces banques,

(1) Les banques populaires urbaines existant en France au 1^{er} janvier 1905, se répartissaient ainsi qu'il suit, d'après les rapports préfectoraux : Alpes-Maritimes, 4; Bouches-du-Rhône, 2; Charente, 1; Haute-Garonne, 2; Gers, 1; Loire, 1; Haute-Loire, 1; Loire-Inférieure, 2; Morbihan, 1 Nord, 3; Hautes-Pyrénées, 1; Rhône, 2; Alger, 1, soit au total: 22.

encore que menacées, pourront vivre, si elles veulent perfectionner et moderniser leurs méthodes. C'est de ces banques que nous nous occuperons, parce que nous avons la conviction qu'elles peuvent évoluer.

Il serait trop long d'énumérer ici tous les avantages qu'offre la banque locale; nous les ferons apparaître au fur et à mesure que nous avancerons dans cette étude. Il est évident qu'elle offre, au point de vue local, ce que les établissements de crédit n'ont pu jusqu'ici par leurs succursales, n'ont pas voulu plutôt, procurer à leurs clients.

Qu'il nous soit permis de rappeler ce qu'écrivait M. Pidoux, banquier à Dôle, dans un mémoire, publié par son fils en 1901 :

« Je l'ai déjà dit, et je le répète, parce que c'est la vérité, l'intérêt d'une banque locale est intimement lié à celui de sa région; or, cet intérêt, bien compris, lui dicte d'être prudente pour elle-même et prudente jusqu'à l'excès pour les personnes qui, spontanément, lui demandent des conseils et se servent de son entremise. Elle les dissuade de risquer une somme trop importante eu égard à leur fortune; surtout elle s'élève avec force contre toute idée de liquider les valeurs de premier ordre constituant leur portefeuille, afin de les remplacer par des titres présentant un aléa dangereux. Consciente de sa responsabilité, la banque locale envisage surtout l'avenir et préfère mériter le reproche de timidité plutôt que celui de témérité. »

On ne saurait évidemment mieux dire, mais ne peut-

on objecter que cet excès de timidité a été pour beaucoup dans la décadence des banques locales? Et ne pense-t-on pas qu'il serait temps de s'en départir, sans pour cela abandonner des traditions de prudence infiniment dignes de louange?

Quoi qu'il en soit, il serait inexact de dire que les banques locales ont vu leur importance — ou leur nombre — diminuer dans la mesure où les établissements de crédit ont vu la leur augmenter.

La banque de province voit son objet principal d'opérations changer d'aspect suivant qu'elle se trouve dans une région essentiellement industrielle, commerciale, maritime, agricole — ou qu'au contraire, la région participe de ces différents caractères.

Elle aura alors, suivant les cas plus particulièrement, à aider à la création d'entreprises locales, à les commanditer, à accorder des crédits au commerce, à pratiquer l'escompte, à faire des avances aux agriculteurs. Nous allons examiner le rôle de la banque locale, dans ces différentes opérations.

Crédits au Commerce et à l'Industrie

Cette nature d'opérations paraît bien être celle à laquelle les banques que nous étudions devraient particulièrement se livrer. Et de fait c'est un argument souvent invoqué aujourd'hui en faveur de leur main-

tien, que les facilités que commerçants et industriels ont très souvent trouvées chez les banquiers locaux, et que les établissements de crédit ne leur offrent pas.

Il est incontestable que sans les banques locales, le commerce et l'industrie de la France auraient peine à trouver par ailleurs les capitaux nécessaires à leur vie et à leur développement, et bon nombre d'industriels et de commerçants commencent à s'en rendre compte.

Seules, par la connaissance intime qu'elles ont des besoins et des ressources de leur clientèle, les banques de province sont en mesure, toujours aux époques normales et encore plus en temps de crise, d'apporter le concours inappréciable de leurs capitaux et de leur crédit.

A ce point de vue, elles font une œuvre utile et profitable au bien général du pays, elles permettent aux industries régionales, à notre commerce, de se développer en employant sur place les fonds à leur disposition au lieu de les centraliser.

Comme l'a très bien dit M. Raoul Binet, dans des études auxquelles nous aurons souvent l'occasion d'emprunter, le banquier local facilite les débuts de toute entreprise dans le pays, parce que vivant de la même vie que la province où elle se trouve, il partage avec elle la bonne et la mauvaise fortune. Que de fois nous avons vu le banquier local sauver par ses avances une entreprise acculée à la faillite.

La direction reste la même pendant de longues années, le fils succède au père et il est aisé de voir quels

avantages il y a là pour les commerçants, assurés que le crédit qui leur a antérieurement été accordé leur sera continué, en un mot, ne leur sera pas retiré comme il pourrait l'être par suite d'un changement de titulaire. Le banquier qui a toutes ses attaches dans le pays sait quelle est la situation exacte des commerçants, il connaît leurs relations, leur chiffre d'affaires, voire même les héritages qu'ils ont faits, ou peuvent faire, les amis sur lesquels ils peuvent compter, et tout cela est une grande force pour lui. Le petit banquier constamment en contact avec ses clients, d'ordinaire peu nombreux et, comme nous venons de le dire, au courant de leurs affaires, de leurs disponibilités, de leur caractère est à même d'apprécier leur crédit et dans le cas de demande d'engagement, sait à quel chiffre il peut ou doit l'arrêter. Son capital circulant ne se composant pas de dépôts à vue comme celui des sociétés de crédit, il n'est pas inquiet pour l'avenir et lorsqu'un commerçant ou un industriel honnête et intelligent vient faire appel à la caisse de la banque, celle-ci s'ouvre pour lui.

Quelle idée se ferait d'ailleurs de sa profession et des devoirs qu'elle lui impose, le banquier qui regarderait comme dangereux et nuisible aux intérêts de ses clients et aux siens propres, l'encouragement au commerce et à l'industrie.

Une étroite connexité d'intérêts unit notre épargne à la banque locale. La prospérité de cette dernière ne dépend-elle pas, en effet, de la richesse de la contrée

où elle est établie? Et qu'est-ce que la richesse d'une contrée, sinon l'état plus ou moins florissant de son commerce et de son industrie?

Et d'autre part, qu'importe à un commerçant ou à un industriel que le banquier lui réclame 6, 7 ou même 8 p. 100 d'intérêts pour les capitaux qu'on lui avance, s'il espère, grâce à ce crédit, développer ses affaires et en retirer un intérêt de beaucoup plus élevé.

Une collaboration intelligente s'établit entre commerçant et banquier, qui vivent l'un de l'autre.

Souvent le banquier met en rapport le commerçant désireux de trouver un commanditaire, et le capitaliste susceptible de le devenir, et, les connaissant tous deux depuis de longues années, il sait ce qu'il doit faire dans ce sens.

M. André Liesse disait qu'en dépit de l'évolution, « la fonction du banquier, vue sous son aspect synthétique, restait toujours la même, et qu'elle consiste à faire de lui un intermédiaire entre les capitalistes en quête de placements et les chefs d'entreprises industrielles et commerciales qui cherchent du crédit.

Il est bien évident qu'une affaire industrielle, ouvertement soutenue par une banque honorable de la région où elle se propose d'atteindre son plein développement, acquerra de ce fait, non seulement une facilité plus grande pour se procurer les capitaux nécessaires à son exploitation, mais encore une valeur, en quelque sorte morale, assez forte pour maintenir son crédit aux moments difficiles et le sauvegarder contre des alarmes

précipitées. Chacun sait, en effet, avec quelle extrême circonspection, avec quels scrupules, jamais excessifs, à notre sens, un banquier se décide à prêter l'appui de son nom plus encore que de ses capitaux à une affaire nouvelle, et à lui accorder la confiance de ses amis et de ses clients, sous la sienne propre. Et ce serait double avantage que de détourner les capitaux d'entreprises mal étudiées (1).

Le capitaliste lancé dans une affaire industrielle ou commerciale locale par un banquier local peut suivre l'affaire de près, et est à même de surveiller ses intérêts.

Combien d'entreprises minières, métallurgiques ou autres, aujourd'hui puissantes et constituées en sociétés anonymes ont vu leurs débuts encouragés par les capitalistes auxquels les banquiers locaux avaient signalé l'avenir de l'affaire.

Aujourd'hui la commandite est moins souvent pratiquée.

Un changement brusque s'est opéré, par suite des conditions économiques nouvelles de l'existence.

Beaucoup de banques ont disparu, mais celles qui restent sont encore fort nombreuses, assez nombreuses pour remplir leur rôle. Elles doivent continuer des opérations de crédit qui leur reviennent par tradition.

Certains banquiers, il est vrai, se plaignent que les sociétés de crédit aient cherché à les leur enlever.

Il se peut que le cas se soit produit, mais la

(1) Raoul BINET, *La France Economique et Financière*, 1902, n° 27.

politique actuelle de ces sociétés ne les porte guère aux placements industriels. Ne se souvient-on pas de ce qu'écrivait dernièrement encore le chef d'une grande banque de dépôts que d'aucuns ont voulu, fort à tort, faire passer pour une « banque locale perfectionnée ».

« ...On aurait voulu quelquefois nous voir rechercher des affaires industrielles. Il en est assurément d'excellentes, mais les entreprises industrielles, même les mieux administrées, comportent des risques que nous considérons comme incompatibles avec la sécurité indispensable dans les emplois de fonds d'une banque.

« D'autre part, pour qu'elles arrivent à maturité et donnent les produits que l'on peut en attendre, un temps plus ou moins long est toujours nécessaire.

« Il ne faut pas avoir à compter sur la réalisation d'un actif industriel pour rembourser des dépôts à vue.»

(Rapport du conseil d'administration du Crédit Lyonnais, lu à l'assemblée générale du 9 avril 1902.)

Nous n'ignorons point toutefois que deux ans auparavant, il était tenu un langage différent dans le rapport à l'assemblée extraordinaire du 26 avril 1900 du Comptoir national d'Escompte:

« Il faut que les principales sociétés de crédit françaises soient en mesure de pourvoir au développement économique de notre pays, comme le sont pour le leur, les principales banques allemandes.

« Par sa traditionnelle préoccupation des intérêts nationaux, par la nature même des affaires dont il s'est particulièrement occupé, le Comptoir est placé aussi bien

que qui que ce soit, pour seconder heureusement ce mouvement et en tirer honneur et avantage — sans se départir du programme arrêté dès l'origine, qui fait des opérations commerciales de banque la source principale et régulière des profits. »

De toutes façons, et comme le dit, ou plutôt l'assure M. Saurel dans son ouvrage, souvent cité, « la part est relativement minime, des capitaux dont une société de crédit peut disposer pour la création et la dotation directe d'entreprises ».

Pourquoi dès lors les banques locales et régionales qui ne sont pas des banques de dépôts, mais sont et doivent être avant tout des banques de crédit au commerce et à l'industrie, ne favoriseraient-elles pas les constitutions de sociétés industrielles, commerciales, agricoles, maritimes, voire même coloniales (dans certains centres comme Lyon, Marseille, etc.). Ne pense-t-on pas qu'il y a là un champ immense d'activité et une occasion réelle d'exercer un rôle prépondérant dans la prospérité économique de notre pays.

Les bénéfices qu'elles peuvent en retirer sont assez grands pour qu'elles n'en fassent pas fi.

Cette question, *l'Information* l'a étudiée en mars 1905, en un article dans lequel elle compare la façon de faire des banques françaises et des banques allemandes.

« Chez nous, le créateur de la moindre affaire se débat en d'inextricables difficultés. En Allemagne, les banques sont à l'affût des entreprises privées pour les transformer en sociétés ou les commanditer.

« Les banques allemandes usent dans une large mesure du système des crédits à découvert, après avoir, naturellement, examiné à fond la situation financière de la société et les conditions générales de l'industrie qu'elle exploite. Cette façon de procéder exige une grande habitude des affaires et, aussi, beaucoup de sang-froid. C'est pourquoi il arrive en France que des industriels refusent eux-mêmes d'accepter un découvert, craignant qu'à la moindre alarme le banquier affolé ne coupe le crédit.

« En Allemagne, les banques ont en vue le développement du commerce et de l'industrie. C'est pourquoi au lieu d'étouffer les petits rivaux sous un réseau d'agences et de succursales, elles leur ont tendu la main et en ont fait des alliés. Cette politique est d'autant plus féconde que la grande société financière et les établissements de moyenne importance qu'elles commanditent ne s'adressent pas au même public. A la première il faut les grosses affaires qui permettent des bénéfices suffisants pour solder leurs frais généraux importants ; aux seconds conviennent les entreprises secondaires qui n'exigent pas un crédit considérable.

« Après avoir constaté que personne ne contribue davantage au développement du commerce et de l'industrie que le banquier d'importance secondaire et le banquier local, parce que lui seul est bien connu de sa clientèle, l'*Information* demande pourquoi nos grandes banques d'affaires qui ont conclu des alliances avec

de grandes banques étrangères n'agiraient pas de même avec certaines de nos banques locales. »

Cette activité des banques allemandes a été reconnue également chez nos voisins d'Outre-Manche, et dans un rapport à *l'Institute of Bankers*, de Londres, MM. Fuller et Rowan disaient :

« Un trait distinctif de la méthode allemande est le lien étroit qui unit les entreprises commerciales aux banques. Celles-ci ne se contentent pas de prendre dans les établissements de leur ordre des participations suffisantes pour exercer sur eux un puissant contrôle, elles suivent la même politique vis-à-vis des syndicats, compagnies de mines, de chemins de fer, de tramways. C'est un fait que le magnifique développement de leurs ressources nationales est dû, dans une large mesure, à l'initiative des banques qui, dans leurs bilans, font figurer ouvertement ces affaires et en discutent froidement les chances de succès.

« Sur ce point, les banques allemandes diffèrent profondément des nôtres. Des entreprises comme la *British South Africa Co*, ou le chemin de fer du Cap au Caire, sont l'œuvre d'initiatives absolument étrangères au monde des banquiers. Certes, les banques et les banquiers ont beaucoup à attendre de leur succès ; mais se mêler en quelque façon à leur conduite, accepter l'immobilisation de capitaux qui s'ensuivrait, courir les risques d'une faillite, aucun d'eux n'y songerait. Il en va autrement chez les Allemands, le banquier est non

seulement l'aide, il est le pionnier de leur commerce, chez eux et au dehors. »

Il est évident que ces mêmes services, nos établissements de crédit, gênés par leurs dépôts toujours exigibles, ne peuvent les rendre dans la même mesure aux commerçants, aux industriels.

On voit donc que c'est bien à nos banques locales que revient l'honneur de soutenir les entreprises naissantes et de leur permettre de franchir victorieusement la période des débuts, toujours difficile.

D'autre part, et il y a là un point sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, la banque locale pourrait procéder à la transformation en sociétés anonymes, d'entreprises commerciales ou industrielles, ayant fourni leurs preuves et dont la prospérité exigerait la mise en œuvre de nouveaux capitaux. Le banquier sachant la valeur de l'entreprise, aussi bien que celle de son chef, retirerait des bénéfices de ces opérations, d'autant plus qu'il pourrait placer dans sa clientèle les titres de ces sociétés, dont la situation aurait été mûrement étudiée.

Certaines banques sont d'ailleurs déjà entrées dans cette voie, et si toutes n'ont pas réussi, c'est qu'elles l'ont fait parfois avec des capitaux qu'elles ne possédaient qu'à titre précaire, ce qui a été une cause d'échec.

Il ne s'agit point là, bien entendu, d'émettre à jet continu des actions d'entreprises locales.

Outre la difficulté de se défaire ensuite de ces titres soumis à un marché étroit, ce serait faire par trop

dépendre la prospérité des clients — et par conséquent celle de la banque — de la prospérité même de la région où ces entreprises ont été créées.

Or, il importe essentiellement qu'en temps de crise les banques locales ne soient pas atteintes et puissent justement secourir, par leurs avances, les industriels et commerçants.

Tout doit évidemment être fait avec mesure.

De nombreuses banques se livrent d'ailleurs à ces opérations, et il ne semble pas qu'elles aient eu à s'en repentir..

CHAPITRE III

Les Banques allemandes

La fortune mobilière allemande. — La concentration des banques. — Les crises de 1901 et 1907.

Dans le chapitre précédent, nous n'avons fait qu'indiquer les différences qui existent entre le mode d'agir des banques allemandes et celui des banques françaises et anglaises.

Il nous faut maintenant étudier cette question plus en détail, d'autant qu'après les alertes financières de ces mois derniers, après la crise américaine et les difficultés financières allemandes, il est fort intéressant de se rendre compte des faiblesses de l'organisation financière de nos voisins d'outre-Rhin.

Les banquiers allemands ont, d'une manière générale, agi assez différemment des nôtres. Tandis qu'en France nous nous risquions prudemment à patronner les valeurs industrielles, sujettes en général à tant d'aléas, les Allemands, au contraire, se jetaient à corps perdus dans la commandite d'entreprises, en ce qui concerne les banquiers, dans le placement de leurs capi-

taux en valeurs industrielles, en ce qui concerne les capitalistes.

Avant d'examiner les méthodes financières allemandes, il nous convient de jeter un coup d'œil sur la situation financière de nos voisins.

Les banques allemandes, dont en 1870 les capitaux réunis représentaient à peine 180 millions de francs, avaient dès 1885, doublé leur importance. Aujourd'hui elles possèdent un capital actions qui ne tardera pas à atteindre un milliard et demi; et les capitaux sociaux des entreprises commerciales et industrielles qui, il y a trente ans, se chiffraient par moins de cinq milliards, atteignent actuellement quinze milliards, sans compter les obligations (1).

Enfin, le mouvement du commerce extérieur, qui donne l'image la plus saisissante de la vie, et de la santé économique d'un peuple, vient préciser l'esquisse de ce développement: d'environ sept milliards en 1872, il a passé à quatorze milliards et demi en 1904. Et pendant la même période, la population augmentait de 50 p. 100.

La fortune mobilière de l'Allemagne, d'après les derniers calculs, est évaluée à plus de 112 milliards de francs. Sur ce chiffre, une dizaine de milliards sont placés à l'étranger, dans les entreprises commerciales. On les trouve dans toutes les parties du monde: deux milliards aux Etats-Unis, un demi milliard en Turquie, trois quarts de milliard en Argentine, un quart

(1) Voir le *Temps*, janvier 1906.

de milliard en Indo-Chine, aux Indes néerlandaises ou aux Philippines, en Afrique, dans le Sud, où ils ont près d'un milliard, dans le Nord, où ils sont plus faibles. Le Maroc et la Tunisie réunis ne représentent qu'une quinzaine de millions d'intérêts allemands. En Chine, 300 millions; en Australie, 600 millions; dans l'Argentine, 600 millions; au Mexique, 200; au Chili, 300; au Venezuela, 300, et dans l'Amérique centrale et les autres Etats de l'Amérique du Sud, plus de 600 millions.

Il faut reconnaître d'ailleurs que dans tous ces pays les capitalistes allemands, ont choisi de préférence aux fonds d'Etat — et contrairement à nous — des entreprises privées, qui, du reste, sont généralement productives d'un intérêt allant de 6 à 10 p. 100. Ce magnifique développement a rapidement placé l'Allemagne parmi les pays les plus prospères, et sa prospérité qui ne s'était pas localisée dans des régions privilégiées, est sans conteste née de son évolution vers l'industrie, de même que c'est de là que lui est venue la crise, crise de surproduction, crise monétaire.

Tandis que que le bas de laine français se montrait rebelle aux appels de l'industrie, l'allemand se vidait au contraire plus volontiers en faveur des valeurs industrielles que pour répondre aux sollicitations des gouvernements étrangers en quête de prêteurs.

Les fonds d'Etat allemands eux-mêmes se voient préférer les valeurs industrielles, et ce goût du public est encouragé par les banques qui ouvrent volontiers leurs guichets aux entreprises nouvelles. Pendant un

certain temps d'ailleurs — avant la crise de 1907 et les faillites nombreuses qui l'ont marquée — il semble que ni les banques ni leur clientèle n'avaient à se plaindre de ce concours prêté à l'industrie et au commerce.

Une statistique officielle démontre, en effet, qu'en 1903, au lendemain, pour ainsi dire, d'une des crises fréquentes en ces derniers temps du marché allemand, 719 sociétés anonymes (contre 701 en 1900) admises à la cote des bourses prussiennes, cotaient en moyenne 53 p. 100 au-dessus du pair (1). Et de ces valeurs, représentant un capital nominal de près de six milliards, les neuf dixièmes avaient payé un total de dividendes de 400 millions.

Ces résultats suffiraient à expliquer l'estime dans laquelle sont tenues les valeurs industrielles, que le public consent même à capitaliser à 4 et 5 p. 100.

C'est là une exagération évidente qui explique les crises à la moindre stagnation industrielle.

Et l'auteur de la correspondance du *Temps*, conduit à examiner comme nous les raisons de cet engagement pour les valeurs d'entreprises écrivait :

« L'initiative personnelle n'est pas, d'ailleurs, la qualité dominante de l'Allemand, quoique l'esprit d'entreprise, démontré par les prodigieux progrès accomplis sur le terrain économique, soit plutôt de nature à donner

(1) *Temps*, *op. cit.*, janvier 1906.

Pour les années de 1896 à 1900, Depitre: *Le Mouvement de concentration dans les Banques allemandes*, Rousseau, 1905.

l'impression contraire. Ce n'est pas son initiative qui a fait de l'Allemagne moderne la rivale la plus redoutée de l'Angleterre industrielle et commerçante, mais bien son inlassable tenacité et une audace encouragée par le succès qui l'excite à imiter et à suivre les plus hardis, et ensuite à les dépasser.

« L'esprit d'entreprise des Allemands, méthodique et réfléchi, est d'ailleurs soutenu par une connaissance approfondie de tout ce qui concerne leur partie, une étude minutieuse de ce qui se fait au dehors.

« Ce sont ces dispositions d'esprit, l'effort concentré des facultés sur tout ce qui concerne la profession qui, secondée par un outillage perfectionné et des travaux publics producteurs ont été, avec des circonstances heureuses, la cause réelle du progrès et de la grandiose transformation de l'Allemagne nouvelle. »

C'est là une appréciation trop juste et dont nous avons trop souvent eu l'occasion d'apprécier le bien-fondé pour que nous risquions d'en amoindrir la valeur par une étude plus détaillée.

Le concours précieux donné par les banquiers aux industriels et commerçants, a été signalé par tous ceux qui ont étudié les questions allemandes, et il y a seulement quelques mois, dans son livre fort intéressant, (1), M. Jules Huret écrivait :

« Enfin, et surtout, l'essor industriel et commercial de cette région (d'Elberfeld et de Barmen) est dû au

(1) *En Allemagne, Rhin et Westphalie*, 1907, pages 291-292.

crédit énorme sans couverture, et l'on pourrait dire sans limites, offert par les banques à l'activité des fabricants :

« C'est ce que me disait M. Théodor Hinsberg, l'aimable directeur de la *Barmer Bankverein* », la plus importante banque de la ville.

« Son ami, M. Schwartzschild, directeur d'une autre banque extrêmement importante de Barmen, la *Bergisch Maerkischen Bank*, me disait : « C'est le crédit qui a enrichi ce pays. En France, les banques ne donnent pas en général de crédit en blanc au commerce et à l'industrie. Ici l'usage est courant. Dès que nous avons confiance dans la capacité et l'honnêteté d'un industriel, ou d'un commerçant, il trouve chez nous tout l'argent qu'il lui faut. Je mets en fait que dans cette seule vallée de la Wupper, il n'y a pas, à l'heure qu'il est, moins de 200 millions prêtés par nos banques.

« — Vous ne le prêtez pas pour rien votre argent.

« — Naturellement, mais nous ne faisons pas d'usure non plus.

« Nous prêtons à 4 p. 100, au-dessous du taux officiel de la Reichsbank. Nous exigeons de plus, un quart p. 100 de commission sur le mouvement général des transactions financières de l'emprunteur dont nous sommes naturellement chargés. C'est-à-dire qu'un fabricant qui s'agrandit, et à qui nous avons consenti un prêt de 500.000 francs par exemple, paye ses créanciers en tirant sur nous des traites. Nous payons et nous encaissons pour lui. Et sur le produit total de

ces opérations nous prélevons un quart p. 100. Donc, moyennant un et quart p. 100 en sus du taux officiel de l'argent, un usinier sérieux peut obtenir de nous tous les capitaux nécessaires à ses affaires.

« Croyez-moi, voilà le secret de notre prospérité. Krupp aurait sombré vingt fois si les banques ne l'avaient soutenu envers et contre tous. Thyssen de même. Et cette admirable fabrique de produits chimiques Frédéric Bayer, d'Elberfeld, fondée par un tout petit négociant, et qui est aujourd'hui la première du monde, aurait-elle pu arriver à ce développement colossal sans l'appui des banques? Aujourd'hui, c'est elle qui enrichit les banquiers! Les actions valent 550 p. 100 et rapportent 33 p. 100 de dividende ! » (1).

La crise prévue est venue depuis faire sentir cruellement ses atteintes.

L'Allemagne, où, ainsi que nous venons de le dire, l'industrie, commanditée par les banques, surtout par les banques locales a pris depuis quelque temps un essor magnifique, se débat depuis un an dans des embarras monétaires, sans cesse renouvelés, et qui déjà,

(1) Les mêmes observations ont été faites par M. M. BLONDEL, *L'Essor industriel et commercial du peuple allemand*, Paris 1900, p. 482.— Par M. SAYOUS, *Les Banques de dépôt, les banques de crédit et les Sociétés financières*, Paris 1901 — par M. P. DE ROUSIERS, dans *Hambourg et l'Allemagne contemporaine*, page 231. « Ici l'argent est confiant. Les banques nous soutiennent beaucoup. Pas de grandes affaires qui n'aient derrière elles un consortium de banques. Dans ce pays, on a fait pour ainsi dire l'éducation du capital. »

assument un caractère aigu ; les banques dont les capitaux ont été investis en titres industriels, et qui ne peuvent sans danger liquider sur le marché intérieur leur stock de papier national, voient leurs disponibilités réduites au minimum, et pour protéger leur encaisse contre la demande incessante du commerce, sont obligées de hausser très fortement le taux de leur escompte.

La Banque impériale d'Allemagne a annoncé depuis un an des taux de 5, 6, 7 et 8 p. 100 et les banques secondaires de l'empire exagèrent jusqu'à 10 et 12 p. 100 ces taux de famine. Cette situation est due, en grande partie à l'entraînement un peu irréfléchi qui a poussé les banques allemandes à commanditer sans cesse des affaires industrielles sans se préoccuper suffisamment si après une période de prospérité considérable ne surviendrait pas une période de surproduction et de crise.

La disparition en Allemagne des banques moyennes, la concentration des banques en véritables syndicats, l'insuffisance des bourses de négociation (1) font d'autant plus apparaître le vice radical du système allemand. On mêle les opérations fiduciaires représentatives des dépôts avec les opérations purement spéculatives. Comme le disait un spécialiste des questions financières encore tout récemment (2), la sagesse des banquiers ne saurait remédier à ce danger spécial.

(1) Voir, à propos de l'influence du Borsengesetz sur la concentration des banques, notre chapitre sur le terme, à la fin de cet ouvrage.

(2) Cf. *France Economique et Financière*, 21 sept. 1907.

Dès qu'une crise survient, et c'est ce à quoi nous avons assisté, les conséquences ne se limitent pas à telle ou telle entreprise, mais englobent la généralité des affaires. Il n'existe pas dans les banques allemandes, comme en Angleterre, et comme aussi en France dans nos établissements de crédit, de ligne de démarcation très nette entre les dépôts et les affaires industrielles.

Les Allemands ont pensé répondre victorieusement à ces objections graves par la formation de cartels, et par des alliances financières en dehors de l'empire.

Mais une pareille concentration qui finit par aboutir à une sorte de monopole de fait n'y a-t-il pas lieu de penser qu'elle se retourne fatalement contre le capitaliste déposant? Ce fut là une question fort agitée au congrès des banquiers de Hambourg (août 1907) (1), et on a allégué à ce propos que c'est la nécessité des choses qui a conduit les banques de dépôts à être en même temps des banques d'affaires.

On a fait valoir qu'il ne pouvait y avoir place pour des banques s'occupant uniquement de dépôts, pour la suffisante raison que la fortune publique n'était pas assez développée pour que les capitaux puissent être

(1) Depuis quelques années les banquiers allemands se réunissent en congrès à intervalles à peu près fixes. (Congrès de Francfort, de Hambourg, etc.). En France, le syndicat des banquiers de province a créé des congrès régionaux qui se tiennent annuellement et qui, depuis quatre ans, ont eu lieu à Bordeaux, Nancy, Marseille et Royat.

suffisamment rémunérés dans cette branche d'industrie.

Bien mieux, on représenta que les dépôts n'étaient pas en Allemagne des représentations d'économies ou des capitaux en quête d'emplois, mais plutôt des fonds de roulement, destinés au commerce et à l'industrie.

Il y a là des différences bien sensibles avec le système français. Les banques locales françaises ne se sont révélées banques d'affaires que dans les régions industrielles, comme le Nord et l'Est et alors elles ne sont pas banques de dépôts.

Il n'y a en France de réelles banques de dépôts que les grands établissements de crédit, les petites banques n'étant que des banques d'escompte — ou des banques d'affaires.

Ainsi qu'on le verra par la suite dans notre exposé de l'évolution des banques locales françaises, il semble qu'il y ait aujourd'hui un changement dans nos méthodes.

Tandis que les très petites banques locales disparaissent, il se crée tous les jours, par fusion, des banques locales étendues — des banques régionales — qui esquissent un mouvement de concentration un peu analogue à celui qui a été signalé en Allemagne. Mais tandis qu'en Allemagne, c'est la *politique d'amalgamation* qui l'emporte, c'est en France plutôt par politique *d'extension directes par agences* que l'on procède.

Nous nous contenterons ici d'indiquer les lignes générales de l'œuvre qui s'est accomplie en Allemagne,

afin seulement de permettre la comparaison avec le mouvement qui se dessine en France.

L'étude de la concentration des banques allemandes a été fort bien faite (1) et nous ne pourrions que répéter ce qui a été déjà dit.

L'évolution a depuis 1905 continué dans le même sens et confirmé les vues de l'auteur, M. Depitre. La crise à laquelle nous assistons a également rendu plus apparents les vices du système et prouvé qu'on ne saurait être assez prudent.

Il y a là une leçon préventive, si nous pouvons ainsi nous exprimer, donnée par l'Allemagne et l'Amérique, et dont la France fera bien de tenir compte.

Il faut dire, il est vrai, que l'Allemagne n'a pas le système de chèques et de virements qui fait la force du crédit en Angleterre, et elle ne possède pas les ressources monétaires considérables de la France (2).

Tandis que la *Banque de France* a une encaisse métal-

(1)Edgard DEPITRE, *op. cit.*

(2) Il est fait en ce moment même une grande campagne de presse en Allemagne, en vue d'obtenir une législation du chèque appropriée aux besoins de la circulation. Voir, à propos de cette question que nous ne pouvons ici que signaler, un article du docteur Siegfried Buff, intitulé *Zur Popularisierung des Scheckverkehrs in Deutschland* (*Munchner N. N.*), 7 août 1907) et des notes de ce même journal des 14, 15, 19 août 1907, 19 septembre 1907).

La Bayerische Bank fur Handel und Industrie de Munich, a publié sur ce sujet une brochure, en août 1907, où est expliqué le système du chèque.

La Société des Industriels saxons et la Direction de la

lique de plus de trois milliards et demi, ce qui lui donne la faculté de mettre en circulation plus de quatre milliards et demi de billets, la *Reichsbank* n'a qu'une encaisse de 800 à 900 millions de marks et sa circulation fiduciaire n'atteint qu'un milliard et demi de marks.

Une conséquence inévitable de cet état de choses, c'est l'élévation du taux de l'escompte qui pèse d'autant plus lourdement sur le commerce et l'industrie allemands que l'on y est obligé de consentir des délais de paiement à long terme.

Aussi les industriels et commerçants s'adressent aux banques pour se procurer les capitaux nécessaires à la bonne marche de leurs entreprises, et ces banques en arrivent à commanditer l'industrie au moyen d'avances qui sont consenties pour une durée si longue, que nous pouvons les considérer comme une quasi-commandite. Tout ce qui a été dit et publié depuis l'apparition des premiers symptômes de crise en Allemagne n'a fait que confirmer ce que nous avançons ici.

La suite de notre travail montrera dans quel sens s'est dessinée l'évolution des banques locales en France.

On verra que la concentration a eu lieu aussi bien chez nous que chez les Allemands, mais non point de la même façon et, sans doute, pas pour les mêmes raisons.

Mitteuropäischen Wirtschaftsvereins (Société allemande des hôtels de l'Europe centrale ont, entre autres, demandé à la suite d'une étude de leur part une législation sur le chèque. Le congrès de Hambourg en a fait de même (*Munchner N. N.*, 15 août, 5 et 8 septembre 1907).

Une partie de nos petites banques disparaissaient purement et simplement, d'autres devenaient des agences d'établissements de crédit.

Le mouvement le plus intéressant est celui qui se poursuit actuellement et qui tend à concentrer les petites banques d'une région, sous la direction nominale et de fait d'une banque locale importante. (Cf. exemples de la Banque de Bordeaux, de la Banque de Mulhouse, etc.)

Il y a là une véritable concentration, mais qui n'est pas semblable à celle qui s'est opérée en Allemagne.

Chez nous, les petites banques ainsi absorbées, perdent en général toute individualité et cela se passe parfois en Allemagne. Mais ce que nous n'avons pas encore pu observer souvent chez nous, c'est la politique d'*amalgamation*, poursuivie en Allemagne, et qui conduit les banques provinciales à acquérir des intérêts les unes chez les autres.

On aboutit ainsi à un enchevêtrement de participations qui risque de les faire pâtir toutes des risques subis par l'une d'entre elles, mais qui a ses avantages.

En France, pourrait-on dire, la concentration a abouti à la création du Syndicat des banquiers de province, mais il est aisé de constater que s'il y a là un organisme supérieur, il n'y a rien jusqu'ici qui permette d'avancer que les banques locales syndiquées ne jouissent pas de toute leur autonomie.

Le syndicat rend des services à tous les banquiers syndiqués, mais ces derniers restent les maîtres de leur

affaire et ne sont pas, par exemple, actionnaires ou commanditaires les uns des autres.

Dans son étude très remarquable sur la Concentration des banques allemandes, M. Depitre a indiqué très exactement quels étaient les modes de concentration (par succursales, par commandites, par participations et par associations d'intérêt), et donné des tableaux fort intéressants, auxquels nous ne pouvons que renvoyer.

Ce serait trop long pour nous de citer ici tous les phénomènes qui ont marqué le mouvement de concentration en Allemagne. Ce n'est d'ailleurs point notre but, qui est uniquement, en ce qui concerne les banques locales, de montrer quel a été le sens de leur évolution, par rapport à ce qui s'est passé en France (1).

Aussi ne donnerons-nous pas ici un tableau des grandes banques allemandes, avec, en regard, les noms des banques locales qui sont commanditées par elles, ou qui leur sont rattachées par d'autres liens.

Nous nous contenterons d'indiquer qu'il y a en Allemagne cinq grands groupes de banques qui sont autant de fédérations de moyennes et de petites banques.

Ce sont (avec les chiffres de 1906), la *Deutsche Bank* qui groupe un capital de 747.04 millions de marks (capital-actions et réserves), la *Diskonto-Gesellschaft*,

(1) On trouvera des renseignements fort intéressants sur les banques allemandes dans l'ouvrage de M. Depitre, déjà cité, et dans les *Münchner Neueste Nachrichten* (n° du 11 septembre 1907) où se trouve une étude sur les résultats financiers obtenus par les banques allemandes en 1906.

avec un total de 633.40 millions de marks, la *Bank für Handel und Industrie* (Darmstadter bank) dont le groupe réunit 297.8 millions de marks ;enfin le groupe de la *Kommerz und Diskonto-Bank*, qui a 105.84 millions de marks.

Puis viennent (1) la *Mitteldeutsche Kreditbank* avec 61 millions de marks, la *Nationalbank für Deutschland* avec 92.02 millions de marks, la *Berliner Handelsgesellschaft* avec 129 millions de marks.

Le capital actions des six groupes et des trois dernières banques s'élève à 2.109.85 millions de marks, les réserves à 515 millions, ce qui fait que les grandes banques de Berlin représentent, avec leur ressortissants, une force capitaliste de 2.624. 85 millions de marks (en 1906), contre 2.488.76 millions en 1905.

Le nombre des banques allemandes moyennes ainsi groupées, était en 1906 de 188, (en 1905 de 182), dont 143 Kreditbanken d'un capital d'au moins un million de marks (137 en 1905), 40 Hypothekenbanken et 5 Notenbanken (2).

Le capital-fonds de toutes les banques s'élevait, en 1906, à 3.404.6 millions de marks, et il y faut ajouter 933.9 millions de marks de réserves.

Le pourcentage des réserves par rapport au capital-actions augmente dans une proportion constante.

(1) Nous citons à part ces banques qui ne sont plus comme les six premières, des groupes nettement marqués.

(2) Les Notenbanken sont les banques qui ont encore conservé le droit d'émettre des billets et dont nous avons parlé dans le chapitre I^{er} de cette étude.

Il est de 27,4 p. 100 contre 26,4 p. 100 en 1905, 22,9 p. 100 en 1900, 18,72 p. 100 en 1890, et 14 p. 100 en 1883.

Que ce soit en ressources personnelles ou d'autrui, les banques avaient, à la fin de 1906, l'administration d'une somme totale de 25.06 milliards de marks, soit une augmentation de 2.220 millions de marks sur 1905.

On peut ainsi avoir une idée de la puissance financière des banques allemandes (1).

Sur cette somme totale de capitaux, 4.338.5 millions de marks représentent le capital-actions et les réserves (ressources propres), et 20.721 millions les ressources d'autrui à leur disposition (dépôts, comptes-courants, etc.). Nous pourrions étudier en détail les postes des bilans de ces banques allemandes, mais nous craignons de nous éloigner trop des petites banques, qui doivent particulièrement attirer notre attention.

Elles ont continué à opérer un mouvement de fusion avec les grandes banques et les observations que nous avons faites en confirmant le sens de l'évolution qui s'accomplit depuis 1901 nous ont permis d'en observer les phases.

C'est ainsi que nous avons vu augmenter le nombre des participations que prennent les grandes banques locales et s'accroître de même les associations d'intérêt entre banques.

(1) Le dividende moyen des banques allemandes a été, en 1906, de 7.91 p. 100 du capital-actions, contre 7,69 p. 100 en 1905 et 7.37 p. 100 en 1904.

Quant aux commandites, nous avons pu souvent observer qu'elles n'étaient qu'une phase préparatoire à la transformation en succursale de l'établissement commanditeur.

Une rapide énumération des fusions opérées donnera la preuve de ce que nous avançons. (1)

A. Groupe de la *Deutsche Bank*. — L'*Essener Creditanstalt* déjà devenue filiale de la *Deutsche Bank* absorbe à son tour, en 1906, la *Westphälischer Bankverein* et l'*Ahlechner Bankverein*.

La *Deutsche Bank* s'annexe directement la maison Buhler et Heymann, d'Augsbourg (1906), et deux vieilles maisons de Breslau et Guben (1906).

Pour opérer ces annexions la *Deutsche Bank* qui avait déjà dû augmenter son capital de 20 millions de marks en 1904, l'a de nouveau augmenté de 20 millions en 1906, sa filiale l'*Essener Creditanstalt* a fait de même en augmentant son capital de 10 millions.

B. Groupe de la *Dresdner Bank*. — Cette dernière a fondé en 1905 une succursale à Munich et s'est affiliée diverses maisons à Bautzen, Augsbourg et Meissen.

La *Schaffhausener Bankverein* de son côté absorbait la *Westdeutsche Bank* et la maison *Camphausen*.

(1) Nous ne citerons ici que les transformations survenues depuis 1905, les fusions remontant aux années précédentes ayant déjà été signalées dans l'ouvrage cité de M. Depitre.

Ces fusions nouvelles montrent que le mouvement observé s'est continué et se continue toujours. Il n'est pas permis de penser que la crise actuelle arrêtera une évolution, née au lendemain même de la crise précédente de 1901.

Pour cela les deux banques ont dû porter leur capital de 285 millions de marks en 1904 à 325 millions.

En y ajoutant les 83.4 millions de marks de réserves, on se trouve en face du plus puissant organisme financier du monde.

Citons aussi la *Bank für Thüringen* (autrefois Banque Strupp), à Meiningen qui, au commencement de l'année 1907 achetait, pour les transformer en succursales, les maisons de banque Severus Ziégler, à Eisenach et Nicol Martin Scheler et fils, à Saalfeld.

C Groupe de la *Diskontogesellschaft*. — Elle fonde en 1905, à Nuremberg, la Bayerische Diskonto Gesellschaft qui a absorbé en 1906 toute une série de petites banques à Bamberg, Neumarkt, Hof, Wurzburg et Kulmbach, cependant qu'elle-même s'annexait la Geestmunderbank et la maison Stahl et Federer.

D. Groupe de la *Bank für Handel und Industrie* (Darmstadter Bank). C'est ici que nous verrons notamment la commandite préparer l'absorption ou l'annexion.

En 1905, la Darmstadter Bank s'annexe la maison Warschauer, de Berlin, qu'elle avait commanditée et qui devient sa succursale et la *Wismarerbank*.

Elle fait alliance avec la puissante Berlinerhandelsgesellschaft, fonde de concert avec elle la maison Mar-moresch, entre en relations avec la Bayerische Bank für Handel und Industrie, et, en 1906, procède à la fusion de la Deutsche Nationalbank de Brême, avec la *Nord-deutsche Bank* qui apportait elle-même ses intérêts dans la Banque de Vegesach et l'*Oldenburgischer Bank*.

Enfin en 1907, la maison de banque Edouard Lœb et Cie à Neustadt, et sa succursale à Landau (Palatinat), qui étaient commanditées par la *Darmstadter Bank*, sont devenues, à dater de septembre, deux succursales de cette même banque qui les commanditait (1).

Nous pourrions citer encore bien d'autres cas de concentration survenus depuis 1905.

C'est, en août 1907, la *Bayerische Handelsbank* qui fonde une succursale à Mindelheim (Bavière), en achetant à cet effet la maison de banque Miller, fondée en 1867. Dans ce cas-là, nous assistons au même phénomène qu'en France, car il n'y avait pas eu là de commandite préalable.

C'est en septembre 1907 l'assemblée générale extraordinaire de la *Holsten-Bank* qui décide la prise de possession, à dater du 1^{er} janvier 1908, de la *Schleswiger Bank*, avec son actif et passif, et en même temps l'augmentation de son capital de deux millions de marks à cinq millions et demi, l'émission des nouvelles actions ne devant avoir lieu qu'au cours de l'année 1908, en raison de la mauvaise tenue du marché monétaire (2).

Enfin, citons un autre cas curieux de concentration par absorption.

La banque W. et M. à Goslar, ayant été déclarée en faillite en août 1907 (avec un passif de 150.000 marks et un actif de 38.900), la Braunschweigische Bank und Kreditanstalt offrit aux actionnaires, en guise d'ar-

(1) Cf. *Munchner N. N.*, 13 septembre 1907.

(2) Cf. *Munchner N. N.*, 13 septembre 1907.

rangement 50 p. 100 de leurs créances, contre 4 p. 100 d'intérêt, et cela immédiatement.

L'assemblée des créanciers, en présence de ces offres, décida la liquidation extrajudiciaire de la maison en faillite, par les soins de la Braunschweigische Bank (1).

Il nous faut ajouter que, comme en France, et pour des raisons faciles à comprendre, ce sont en général les anciens directeurs des banques locales absorbées par des banques plus importantes qui restent les directeurs lorsqu'on érige à la place des anciennes banques des succursales de l'établissement qui a acheté (2).

(1) Cf. *Munchner N. N.*, 23 septembre 1907.

(2) Il nous faut citer ici (Cf. *Journal officiel*, page 4.948, du 14 juillet 1907, d'après le compte rendu de la Société de Statistique, l'observation que faisait M. Delatour, directeur général de la Caisse de dépôts et consignations, à propos du manifeste de Marx en indiquant que le phénomène de prolétarisation, par la concentration, s'est produit, pour les banques locales dont les directeurs ont été transformés en salariés et directeurs de succursales de grands établissements de crédit qui les ont absorbés.

CHAPITRE IV

Les Émissions en Allemagne

Congrès de Hambourg (1907). — Banques d'affaires et Banques de dépôts. — La réforme des petites banques.

Ayant ainsi montré par des exemples quelle avait été l'évolution poursuivie en Allemagne, il nous reste à examiner quels résultats elle a donnés, et dans quelle situation se sont trouvées les petites banques. Il nous faudra également examiner la politique des grandes et petites banques et voir de quelle façon la crise étant survenue, elle a pu être circonscrite malgré la pénurie de numéraire.

Il est à remarquer d'abord que cette transformation des banques s'est accomplie rapidement et d'une manière méthodique, et surtout que, tandis que la dispersion des forces disparaissait, cependant presque aucune des banques ainsi rattachées à un groupe ne perdait complètement son indépendance : presque toutes ont gardé une certaine autonomie et peuvent continuer à s'intéresser aux valeurs locales, les soutenir et les surveiller (1).

(1) Cf. *France Economique et Financière*, 16 novembre 1907.

Mais elles ne sont plus isolées et peuvent profiter en cas de crise locale, des ressources et du crédit des puissants établissements qui sont derrière elles.

Ainsi peut-on dire, par une ingénieuse combinaison, les banques allemandes jouissent des avantages d'un système centralisé à la française, sans cependant se montrer indifférentes aux petites entreprises et aux affaires locales, comme le font les établissements de crédit chez nous.

Nous savons fort bien qu'on peut nous objecter que du fait de cette concentration ne résultera pas une plus grande richesse, chose évidente, mais ce qui en résultera en cas de crise c'est un crédit mieux distribué. Les banques moins engagées viendront au secours de celles qui le seront trop et les événements actuels nous le prouvent.

En dépit d'une crise qui pourrait être grave, on a pu remarquer moins de défaillances qu'on n'aurait pu le croire.

Et pourtant la crise américaine a touché certaines banques allemandes (1), cependant la crise allemande se fait cruellement sentir.

Néanmoins les banques après avoir aidé le commerce et l'industrie s'entraident maintenant entre elles.

Et cependant la crise tombe au milieu d'un marché saturé de papier.

(1) La Deutsche Bank a des liens qui l'unissent à Speyer et C°, la Diskonto Gesellschaft, à Kuhn, Loeb C°, la Darmstadt à Hallgarten C°, et la Dresdner Bank à Pierpont Morgan.

La crise de 1901-1902 n'avait été qu'un temps d'arrêt, et on repartit à une allure toujours plus vive. Banques, sociétés industrielles et commerciales, compagnies de navigation grisées un peu par de premiers succès, ont voulu accroître leur production ou leurs affaires, perfectionner leur outillage et pour ce, ont fait d'incessants appels de crédit.

Dans la seule année de 1906, il ne s'est pas fondé moins de 216 sociétés par actions (1), avec un capital de 562.300.000 marks, soit plus de 700 millions de francs : 17 banques ont demandé au marché 119.000.000 marks; 19 mines, haut-fourneaux, salines, 95.000.000 m.; 35 entreprises métallurgiques et de machines, 55.000.000 m.; 25 entreprises de construction ou de terrain 44.000.000 m.; 8 sociétés d'électricité, 15.000.000 m., etc.

Observons que cette année 1906 faisait suite à une année 1905, pendant laquelle les émissions avaient également été considérables (2).

La *Gazette de Francfort* calcule qu'en 1905 et 1906 on a émis en Allemagne (omission faite des conversions) pour 4 milliards 285.000.000 m. d'obligations, et 1.664.000.000 m. d'actions, soit un total de 5.949 millions de marks.

Sans doute ces deux seules années ont vu émettre presque autant de titres que les quatre précédentes, mais

(1) Voir pour les années de 1896 à 1901, la statistique dans Depitre, *op. cit.*, p. 105 et 106.

(2) Voir page 146 de cet ouvrage.

si on se reporte à la *Gazette de Francfort*, on verra que les émissions de 1901 à 1906 auraient atteint 10.625 millions m. en obligations et 2.692 millions en actions, soit au total 13 millions et demi de marks.

Si on ajoute foi aux calculs des économistes allemands qui prétendent que le peuple allemand dans son ensemble épargne en moyenne deux milliards par an, dont il placerait la moitié en valeurs mobilières, il est permis de penser que le classement de tout ce papier est loin d'être opéré.

D'autre part, si l'on considère que la circulation des effets de commerce en 1906 était en augmentation de 8,3 p. 100 sur celle de 1904, on ne s'étonnera plus de la pénurie de capitaux en Allemagne (1).

Peut-on ensuite s'étonner du désir à peine déguisé que les banques allemandes auraient d'écouler sur notre marché une partie de leur papier.

La crise a donc été en partie conjurée par ce groupement de banques, assurant entre elles une grande mobilité de capitaux, mais l'attention a cependant été attirée par ce fait que des dépôts à vue faits dans les banques allemandes pouvaient ainsi être engagés dangereusement sous forme d'avances à l'industrie ou au commerce.

(1) Le portefeuille-effets de la Reichsbank n'a d'ailleurs cessé de s'accroître. Il fut en moyenne de :

823.000.000 marks	en 1904.
908.000.000 marks	en 1905.
1.232.000.000 marks	au 31 octobre 1906.
1.322.000.000 marks	au 31 octobre 1907.

Cette question du régime des dépôts a été discutée au Congrès de Hambourg (1907) (1).

Convient-il qu'une banque qui patronne et soutient financièrement des affaires industrielles, soit également une banque de dépôts ? Une banque qui se livrerait aux deux opérations, ne risque-t-elle pas de ne plus pouvoir garantir solidement les dépôts qui lui sont confiés ? Et particulièrement en ce qui concerne les banques allemandes, ce double caractère qu'elles offrent ne constitue-t-il pas un danger, en dehors de toute préoccupation de théorie.

On voit par ce seul énoncé de questions, combien il est intéressant de poser le problème.

Il s'est posé souvent dans d'autres pays, et si la politique même de nos grandes banques de dépôts n'a pas jusqu'ici rendu la question plus vivante pour nous, qui nous dit que demain nos banques locales, poursuivant une politique plus active n'auront pas à bénéficier de l'expérience allemande.

Toujours est-il que la question fut nettement posée à Hambourg et qu'on cita naturellement les exemples

(1) Huit cents représentants de banques allemandes assistaient au Congrès de Hambourg où on discuta : 1° La réforme de la législation de Bourse ; 2° la circulation du numéraire ; 3° le renouvellement du privilège de la Reichsbank ; 4° le régime des dépôts. Pour la première question, voir Depitre, *op. cit.*, et *Munchner Neueste Nachrichten*, 23 septembre 1907. Pour la 3° et la 4°, voir les *Munchner Neueste Nachrichten* du 7 septembre 1907 et la *France Economique et Financière*, du 21 septembre 1907.

de la France et de l'Angleterre où les banques de dépôts et d'affaires ne sont point confondues.

Nous avons déjà reproduit une partie des affirmations des banquiers allemands, lorsque quelques pages plus haut, nous avons dit que ces derniers estimaient que la fortune publique n'était pas assez développée pour rendre rémunératrice l'industrie des dépôts.

Mais les banquiers allemands sont allés plus loin pour expliquer la politique suivie par eux.

On a dit, à Hambourg, que c'était une erreur que de croire à l'augmentation des risques par suite d'une fusion étroite des dépôts avec le portefeuille correspondant des valeurs industrielles.

Les banques allemandes seraient, de l'avis de nos voisins, plus liquides que les banques anglaises. Tandis que ces derniers accumulent dans leur portefeuille des valeurs qu'il leur est impossible de suivre et de surveiller, les banquiers allemands par contre, grâce à leur profonde connaissance des affaires industrielles auxquelles ils s'intéressent, grâce également à la réglementation très précise des émissions, seraient merveilleusement placés pour concilier les intérêts des déposants. Ces derniers, ajoute-t-on, s'étonneraient que leur banque ne leur rendit point tous les services financiers qu'ils désirent.

Aussi, les banquiers allemands après avoir répondu négativement à la question « Faut-il réglementer légalement l'industrie des dépôts en banque ? », affirmèrent que la nécessité de créer de plus petites banques de

dépôts ne s'était pas encore fait sentir. De plus, ils votèrent une résolution qui peut se résumer ainsi :

L'organisation des banques ne doit pas être modifiée parce qu'elle répond à la situation économique du pays. Non seulement le besoin de banques de dépôts ne se fait pas sentir, mais outre que ces banques seraient dans l'impossibilité de se suffire, la publication périodique des bilans des sociétés par actions et le pourcentage des disponibilités affectées en couverture des dépôts (traïtes, reports, prêts, effets, etc.), donnent toute satisfaction à ceux qui veulent contrôler la liquidité des dépôts et s'assurer de leur remboursement. Dans de telles conditions, l'ingérence du législateur dans le sens d'une réglementation des dépôts ne pourrait qu'être désastreuse à la prospérité des banques et troubler profondément la vie économique de l'Allemagne. Jusqu'ici, d'ailleurs, aucun grand Etat n'a essayé d'imposer des limites légales à la liberté d'action des banques ou de les soumettre à une surveillance administrative pour qu'elles gèrent des dépôts ou en général des fonds dont elles n'ont pas la propriété (1).

Nous comprenons fort bien que les Allemands soient satisfaits d'un système qui leur a permis de développer considérablement leur industrie et leur commerce. Mais si les grandes banques groupées ont pu soutenir la crise, comment se sont comportées les petites banques ? Il semble bien que certains écrivains financiers se

(1) Voir article de M. Grimauld, *France Economique et Financière* du 21 septembre 1907.

soient rendu compte, malgré l'optimisme des congressistes de Hambourg, que la pratique allemande offrait des dangers.

Dans une étude très récente (1), le Dr Lindsay-Martin examinait justement cette question des petites banques en demandant qu'elles changent leur méthode.

Il est utile de voir maintenant comment se présente cette question des petites banques.

Il s'est produit en effet un grand nombre de faillites de banques de province qui ont attiré l'attention sur les abus qui existent dans l'administration de ces établissements d'autant plus que dans la plupart des cas, ce n'étaient pas de mauvaises affaires qui avaient conduit à la faillite (2).

Ce fut le récent krach de la *Marienburger Privatbank*, qui a permis de pénétrer à fond la nature des abus que l'on relève dans les faillites du même genre : d'abord, la

(1) Cf. *Münchner Neueste Nachrichten*, 15 août 1907 : Reform der Kleinbanken.

(2) Nous avons pu nous procurer la statistique des faillites de banques, et nous ne pouvons donner ici que le nombre total des faillites allemandes.

Dans le premier semestre de 1907, il y a eu 6535 demandes de mise en faillite (contre 6250 en 1906), dont 4248 ouvertes (contre 4196) et 898 (contre 806) refusées pour insuffisance d'actif. Il en a été terminé 3606 (contre 3805 en 1906), dont 2444 (contre 2664) pour dernière répartition, 802 (843) par concordat obligatoire et 290 (236) par insuffisance d'actif. Les 41 grandes villes allemandes ont, dans le chiffre total, une part de 1124 (1086) faillites. (*Münchner Neueste Nachrichten*, septembre 1907.)

proportion mal établie entre le capital de la banque et ses réserves d'une part, et de l'autre, ses engagements.

A la Banque de Marienburg, le capital était de 300.000 marks et les dépôts de 10 millions de marks (1)..

Bien qu'on puisse considérer une charge aussi écrasante comme exceptionnelle, il n'en reste pas moins qu'en général le rapport des disponibilités aux obligations n'est pas suffisant dans les petites banques. On devrait déjà être incité à la réflexion quand on considère que dans les grandes banques, la garantie des obligations par de tels moyens est tombée de 70 p. 100 en 1905, à 60 p. 100 en 1906 (2).

D'après un relevé de la *Frankfurter Zeitung* du 4 avril 1907 où se trouvent comparés les capitaux et réserves, les ressources faciles, les créances et les dettes de 45 grandes banques de crédit avec ceux de 20 petites banques par actions privées ou associées, choisies à volonté,

(1) A l'assemblée des créanciers de la Marienburger Bank le 18 septembre 1907, la production des comptes arrêtés au jour de l'ouverture de la faillite, montra que les sommes dues aux créanciers s'élevaient à 9.099.347 m., tandis que l'actif atteignait seulement 3.950.775 m. Le déficit s'élevait ainsi à la somme de 5.138.572 m. (Cf. *Münchner N. N.*, 20 sept. 1907).

(3) A la même époque que la faillite de la Marienburger Bank, la banqueroute de la maison de banque M. et G. à Bamberg, révélait d'après la *Frankfurter Zeitung*, un passif de 412.000 m., dont 73.000 m., seulement, avaient une contre-partie d'ailleurs incertaine à l'actif.

Le banquier fut du reste arrêté pour banqueroute frauduleuse et détournement de fonds (Cf. *M.N.N.*, 20 sept. 1907).

on peut obtenir les résultats suivants de différences en millions de marks.

	CAPITAL versé et Réserves	RESSOURCES facile- ment réa- lisables	CRÉANCES y compris les hypo- thèques	ENGAGE- MENTS ou obliga- tions
45 grandes Banques.	2.741 00	4.616 00	4.306 00	6.871 00
20 petites Banques..	5 09	10 87	63 47	70 16

On voit, d'après ce tableau, que les capitaux propres, y compris les réserves, représentaient chez les petites banques seulement 7,1 p. 100, et les disponibilités 15 1/2 p. 100 par rapport aux engagements, tandis que chez les grandes banques de crédit, ces proportions étaient toujours de 39,9 p. 100 et de 67,1 p. 100.

Une autre pratique dangereuse et irrationnelle de la part des petites banques, est celle qui consiste de leur part à employer jusqu'à épuisement, les capitaux qui leur ont été confiés en prêts sur hypothèques, change et autres opérations de crédit.

Elles font ainsi des affaires qui, sans doute, rapportent beaucoup, grâce à la cherté de l'argent, mais sont d'autant plus dangereuses qu'elles avancent souvent ainsi de grosses sommes à des affaires privées d'appui et aléatoires, en vue d'acquérir des chances de gains en apparence très élevés.

Il y eut ceci de remarquable dans la Banque de Marienburg, qu'elle sut assez bien déguiser l'état de ses

affaires pour que des capitaux appartenant à des personnes publiques lui ait été confiés dans de fortes proportions, au point qu'elle avait en dépôt plus de capitaux appartenant à des villes que le montant de ses propres capitaux réunis.

La confiance administrative agrandit l'auréole de pareilles banques et les particuliers n'hésitent plus à y porter leurs petites économies quand ils voient les administrations publiques y déposer leurs gros capitaux.

La presse aide encore à voiler la situation ; la plupart des journaux, en effet, manquent de spécialistes financiers qui puissent faire la critique des affaires mal connues et la donner impartialement (1).

D'autre part, dans les petites banques, le contrôle n'est pas assez efficacement opéré par les conseillers de surveillance.

Dans la Banque de Marienburg, le conseiller de surveillance se contentait de ce que le directeur lui montrait un volume de papier, qui représentait censément une somme énorme, mais qui, en fait, n'en valait pas le cinquantième.

Plus le capital-actions est petit et plus naturellement il est facile d'avoir parmi les actionnaires une majorité qui se soumette aux désirs du directeur ainsi que des conseillers de surveillance dont on n'ait pas à craindre un contrôle sévère.

La découverte répétée de pratiques semblables à cel-

(1) Ceci s'applique aussi bien à la France qu'à l'Allemagne.

les que nous signalons, jette naturellement le discrédit sur l'ensemble des petites banques.

La question qui nous intéresse est de savoir s'il serait regrettable que l'absorption incessante des petites banques par les grandes, aille jusqu'à faire disparaître les premières.

Si on laisse de côté le point de vue politique et social pour se placer sur le terrain financier, il est certain qu'il n'est pas à désirer que le système financier allemand se développe dans une seule direction.

Les Banques d'associés et Banques populaires, les Sociétés de Banques par actions, les Banques de crédit ont chacune des fonctions différentes et particulières à remplir dans le mouvement des affaires, tandis que les grandes Banques ne le pourraient pas, car elles n'ont pas des connaissances suffisamment détaillées et elles ne peuvent également avoir égard pour les nécessités de chacun ni pour les conditions de temps et de lieu.

En outre, le banquier privé qui a une connaissance plus intime de ses clients, surtout des petites gens, peut leur être plus utile que les grandes banques qui traitent leurs clients d'une façon mécanique, si nous pouvons nous exprimer ainsi (1).

Il n'est d'ailleurs pas sans avantages pour les grandes banques qu'il existe un réseau de banques de province

(1) Ce sont, en résumé, les arguments que nous faisons valoir dans le cours de cet ouvrage en faveur du maintien des banques locales en France, à condition, naturellement, qu'elles se mettent à la hauteur des exigences modernes.

capables d'étendre dans le pays tout entier l'organisation du change, du chèque et des dépôts.

Il est encore plus important que les banques de province assistent les grandes banques dans l'émission de titres en en prenant une grosse part et en assumant en même temps une partie des risques (1).

Contrairement à ce qui se passe en Angleterre où, ainsi que nous avons déjà eu occasion de le dire, il y a de nombreuses variétés de banques suivant les affaires qu'elles traitent ou les entreprises qu'elles soutiennent (Joint-stock Banks, de change, d'escompte, coloniales, de courtage, Bill-Brokers, etc., etc.), les grandes banques allemandes, elles, se sont emparées de toutes les affaires à la fois normales, comme spéculatives (négociations d'effets de commerce, émission de titres, fondations de sociétés), de sorte que par cela même, elles ont de beaucoup restreint l'activité des petites banques et rendu leur existence très difficile.

D'autre part, par la regrettable loi de Bourse de 1896 (Borsengesetz) (2), on a encore contribué à les empêcher de se développer parce que cette loi exigeait avant tout beaucoup d'argent comptant pour permettre de se livrer à des affaires intéressantes. Les petites banques ne possédaient pas de capitaux suffisants et cette loi a d'autant plus gêné leur développement.

Si on peut par l'influence des lois de bourse apporter

(1) C'est en réalité dans la clientèle des banques locales que se fait le meilleur classement des titres.

(2) Cette loi vient d'être modifiée.

quelque secours aux petites banques, c'est par des prescriptions obligeant à la publicité des bilans et renforçant l'efficacité des conseils de surveillance qu'on pourra y arriver.

Ce ne sera jamais cependant qu'une protection modérée contre les affaires gérées de façon malhabile ou malhonnête.

Il est évident que les petits banquiers doivent avant tout compter sur eux-mêmes et s'exercer à l'activité.

On ne peut résister à des groupements que par des groupements. Comment pourront lutter les petits banquiers allemands contre les puissants groupes berlinois ?

Il semblerait que la résistance soit impossible.

Leur seul moyen de résister pour l'instant, semble être de se fédérer, eux aussi, comme les banquiers locaux de province l'ont fait en France. Nous verrons qu'en France les banques de province ont, en 1905, fondé la Société centrale du syndicat des Banques de province et que depuis le peu de temps qui s'est écoulé depuis cette époque, ils ont pu obtenir que les grandes banques leur accordent une participation dans leurs affaires d'émission (1).

Une organisation semblable, si on l'introduisait en Allemagne, ne doterait pas seulement les petites banques d'une puissance capitaliste des moins à dédaigner, mais permettrait également de contrôler dans l'ensem-

(1) Il nous a été affirmé que cette part s'élèverait à 1/7 des émissions prises par le consortium des grandes banques.

ble les statuts de société de chacun des participants.

Comme le disait un écrivain financier allemand (1), il y aurait assainissement des petites banques à deux points de vue, ce qui après les enseignements de ces derniers temps est assez nécessaire; il se créerait une puissance matérielle et se produirait une purification morale.

Cette organisation fédérative des banques de province que nous souhaitons avec le D^r Lindsay-Martin voir se former en Allemagne, un autre écrivain allemand semble le désirer aussi, mais en se plaçant à un point de vue particulier.

Dans un article de la *Deutsche Rundschau* de septembre 1907, M. Kranichfeld, étudiant la question du service des chèques en Allemagne, considérait que ce service actuellement assuré en grande partie par les grands établissements de crédit et leurs succursales, le serait mieux encore par les banques locales, si celles-ci savaient s'entendre et s'unir.

Et la *Gazette de Francfort* analysant cet article, faisait remarquer que des groupements du genre de ceux que prône M. Kranichfeld existent déjà dans différents pays et signalait en particulier le « County Clearing » des banques anglaises et le « Syndicat des Banques de province », à Paris.

« Ce syndicat, disait-elle, est une union des banquiers et banques françaises de province, ayant pour but de

(1) Cf. LINDSAY-MARTIN, *Reform der Kleinen Banken. Münchner N. N.*, 15 août 1907.

fortifier leur situation mutuelle vis-à-vis des grands établissements de crédit, notamment en facilitant leur participation aux consortiums de garantie, aux émissions, etc. »

Il faut noter que le journal francfortois semblait douter que dans l'état actuel des choses, les banques locales allemandes puissent comprendre l'intérêt d'un tel groupement et soient suffisamment indépendantes pour préparer et mener à bien sa constitution.

Nous ne serons pas, quant à nous, aussi pessimistes.

Nous croyons, au contraire, que la crise de cette année aura éclairé les yeux des plus obstinés et que les banquiers locaux se rendront compte que s'ils veulent vivre, il leur faut se grouper, comme l'ont fait leurs confrères en France.

Le mouvement qui s'est créé en Allemagne et qui a abouti à donner à la finance allemande des lois plus libérales sur la Bourse, aboutira également, c'est notre conviction, à un groupement des petits banquiers allemands.

CHAPITRE V

Les dépôts dans les Banques allemandes. — Groupement des banques allemandes selon l'importance de leur capital.

Nous avons, dans les chapitres précédents, cherché à montrer que l'évolution commencée en 1901 dans les banques allemandes s'était continuée depuis 1905.

Nous nous sommes arrêtés en passant à l'étude de certaines questions, fort agitées en ces derniers temps en Allemagne, à la faveur des difficultés monétaires.

Nous avons vu quel danger pouvait résulter du double caractère que possèdent les banques allemandes d'être à la fois banques de dépôts et banques d'affaires.

Nous avons souhaité une réforme des petites banques tout en exprimant la conviction que ce n'est pas par le canal des lois qu'on arrive aux meilleurs résultats.

Nous voudrions maintenant, en même temps que saisir sur le vif, pour ainsi dire les banques allemandes, en en donnant le tableau, groupées par importance de leur capital, montrer à quelles sommes s'élèvent les dépôts qui leur sont confiés et quel danger résulte pour elles de la possession temporaire de ces capitaux

qu'elles recherchent et pour lesquelles elles bonifient parfois des intérêts trop élevés.

On a demandé bien souvent dans ces temps derniers une réglementation des banques. Nous avons déjà donné notre avis sur ce point. On pourra constater à ce sujet que si une plus grande publicité était donnée obligatoirement aux bilans, leur lecture seule suffirait pour faire éviter des imprudences aux capitalistes allemands, et tout au moins pour empêcher les villes ou sociétés à confier leurs fonds à des banques dont la situation ne serait pas sainement équilibrée (1).

Il est évident que ce n'est pas par une réglementation qu'on rendra capables les directeurs de banques qui ne le sont pas.

D'autre part, plus petit est le capital de la banque, comme nous l'avons dit, et plus il faut de prudence dans la gestion des fonds déposés et par suite, dans les avances ou les immobilisations.

Nous avons déjà donné quelques renseignements sur les banques allemandes en 1906, et notamment sur les banques berlinoises.

Nous allons maintenant donner les statistiques des banques allemandes par actions en presque totalité et par décomposition.

(1) Des articles fort intéressants et exposant nettement la question ont paru sur ce sujet dans le *Deutsche Oekonomist*, numéro du 23 novembre 1907. C'est d'après cette publication que nous donnerons plus loin les tableaux des banques allemandes.

Voici d'abord le détail de 460 banques par actions, avec des indications sur leur situation en 1906.

NOMS des Banques	CAPITAL actions (En marks)	CRÉANCES — (En marks)	DÉPÔTS — (En marks)
5 banques d'émission.	235.500.000	39.962.000	709.227.000
40 — hypothéc..	737.009.000	254.576.000	194.728.000
143 — de crédit d'au plus 1 million mks capital.....	2.432.139.000	4.163.627.000	2.141.120.000
35 banques de crédit de plus d'un million mks capital.....	193.225.250	220.950.866	118.562.972
86 banques de plus de 300.000 mks capit..	53.734.575	71.687.718	112.551.649
151 banques d'au plus 300.000 mks capit..	17.934.123	»	173.099.110
460 banques	3.669.541.948	4.750.803.584	3.449.288.731

Nous voyons que de ces 460 banques il en est 151 qui ont moins de 300.000 marks de capital.

Nous allons en donner le relevé en 1906.

	CAPITAL versé Marks	DÉPÔTS — Marks	INTÉRÊTS des dépôts Marks
Spar-ù.Vorschuss-Verein, Aldingen.....	40.000	9.930	15.223 (3,15 %)
Vorschuss-Ver, Alsen, K. a. A.....	150.000	482.758	199.426 (3,18 %)
Altenburg. Sparbank.	300.000	6.261.102	

	CAPITAL versé	DÉPOTS	INTÉRÊTS des dépôts
	Marks	Marks	Marks
Spar und Darlehns- kasse, Ankusse....	60.000	1.419.493	
Bendorfer Volsbank.	250.000	469.584	
Central - Militär - Dar- lehnskasse für Leh- rer, Berlin.....	200.000	900.000	
Vereinssparkasse in Bersenbrück	37.500	2.841.745	
Bankverein in Bis- chofswerda.....	200.000	872.915	
Gewerbebank in Bö- blingen	150.000	72.593	
Vorschuss-Verein, Brake.....	4.770	237.257	
Spar u. Vorschuss-Ve- rein, Brand i. S....	120.000	948.338	
Clever Creditbank ...	300.000	225.639	
Cochemer Volksbank.	180.000 (60 %)	3.088.569	110.895 (3,59 %)
Vorschusskasse Crain- feld Bermuthshain in Crainfeld	8.000	259.012	
Culmsee'er Volksbk, K. a. A.	210.000	544.368	
Spar u. Vorschuss-Ve- rein zu Dahlen	30.000 (25 %)	719.896	
Danziger Sparkassen- ait, Verein.....	9.000	29.779.147	
Danziger Viehmktsh.-	90.000	8.324	
Demminer Kreisbank, K. a. A.	150.000	1.620.547	
Dörphofer Spar und Leihkasse.....	63.000	155.775	4.889 (3,18 %)
Creditbank, à Duis- bourg.....	300.000	1.483.381	48.586 (3,27 %)

	CAPITAL versé	DÉPÔTS	INTÉRÊTS des dépôts
	Marks	Marks	Marks
Ebersbacher Bank ...	200.000	180.452	
Elsflether Bankverein.	150.000	2.366.426	
Spar-ù. VorschussVe-			
rein, Elsfleth	30.000 (25 1/3 %)	185.907	
Gewerbebank Em-			
mendingen	43.600		
Spar-ù. Vorschuss-			
Verein in Erfde.	12.000	363.644	
Landwirtsch Credit-			
ver, Erolzheim	36.000 (40 %)	488.997	
Flensburger Volks-			
bank	150.000	1.036.683	
Forbacher Bank	200.000	822.639	
Bankverein Franken-			
hausen	225.000	817.075	
Frankf. Viehmarktsb,			
Frankfort	300.000	110.752	
Frechener Volksbank.	300.000	244.094	
Neue Vorschuss-Anst,			
à Fürstenberg	70.000	347.340	
Fürstenwalder Credit-			
bank	90.000	685.599	20.137 (2,93 %)
Spar-ù. Vorsch. Bank			
à Gahlenz	25.875	220.840	7.323 (3,31 %)
Vorschuss- u. Credit-			
verein zu Gedern	28.000	622.873	
Spar- u. Creditverein			
an der Unterweser			
in Geestemünde	180.000	1.978.747	
Geltinger Kreditbank	40.000	88.619	
Act.-Vorschuss-Ver.			
Blankenau, Glösa.	200.000	481.404	
Gewerbebank zu			
Goch	240.000	919.824	

	CAPITAL versé — Marks	DÉPOTS — Marks	INTÉRÊTS des dépôts — Marks
Vorschuss- u. Spar- verein, Göttingen..	108.750	3.141.590	90.348 (2,87 %)
Greussener Bankver.	300.000	1.484.566	
Creditbank in Groit- zsch. S.	100.000	563.422	
Spar- u. Vorschuss- Verein, Grosshart- mannsdorf	60.000	667.485	
Heinsberger Volksb..	250.000	2.055.640	
Spar- u. Vorschuss- bank zu Hermsdorf.	75.000	631.608	21.819 (3,45 %)
Hornberger Credit- verein.....	100.000	110.649	
Ibbenbürener Volksb.	54.900	374.104	
Schleibank Kappeln.	250.000	846.461	
Gewerbe- u. Vorsch., Karlsruhe.....	200.000	206.290	7.125 (3,45 %)
Sp.-u. Leihk., Kellin- ghusen.....	250 (25 %)	3.833.983	
Bk. f. Gewerbe u. Handel, Laichingen.	35.000	224.495	
Landwirtschaftliche Spar- u. Vorschuss- b. zu Langenau i. S.	50.000	293.271	
Credit- u. Sparbank, Langewiesen.....	70.000	313.942	
Lauchaer Bankverein.	72.000	308.483	
Lechenicher Credit- Verein	112.500 (50 %)	1.727.413	
Spar- u. Creditbank Leubsdorf.....	106.500	381.532	
Löninger Bank-Ver.	12.500 (25 %)	163.187	
Landwirtsch. Cred.- Anst., Leutkirch...	51.428,70	2.732.510	

	CAPITAL versé	DÉPÔTS	INTÉRÊTS des dépôts
	Marks	Marks	Marks
Lüttringhauser Bank.	100.000	137.877	
Lygumkloster Bank..	75.000	890.070	
Magdeburger Vieh- markt-Bank.....	390.000	490.464	21.719 (4,42 %)
Marienburger Privat- Bank, K. a. A.....	300.000	5.402.739	315.452 (5,83 %)
Westpreussischer Credit-Verein in Ma- rienwerder, K. a. A.	300.000	1.270.531	
Bank-Verein zu Mayen	300.000	3.102.078	
Mayener Volksbank..	200.000	1.542.388	
Ländl. Spar- u. Vors- chuss-Verein für Bohnditzsch in Meis- sen.....	18.000 (10 %)	2.883.062	
MewerCredit-Gesells- chaft, K. a. A.....	300.000	299.195	
Spar- und Vorschuss- Verein Mölln.....	100.000	864.724	
Spar- u. Vorschussv. zu Mohorn.....	25.000	663.570	
Vereinsbank zu Mül- sen-St. Jacob i. S..	60.000	208.077	
Vereinsbank in Mutz- schen i. S.	50.000	155.030	
Vereinsbank Naunh..	100.000	64.632	
Neheimer Bankver...	300.000	106.948	
Vereinsbank Nerchau	75.000	263.449	
Spar- u. Vorsch.-Ver. Neuenkirchen.....	96.000	736.605	
Creditverein Neustadt an der Aisch.....	200.000	1.896.072	
Spar- u. Hilfeverein Neustadt b. Cobg..	45.000	894.383	

	CAPITAL versé — Marks	DÉPOTS — Marks	INTÉRÊTS des dépôts — Marks
Vorschuss-Anstalt in			
Neustrelitz.....	45.000 (60 ‰)	1.382.556	
Vorschuss- u. Credit-			
Verein, Nidda.....	55.000	1.370.342	
Spar- u. Darlehns-			
Ver., Nossen i. S...	100.000	1.336.979	
Sparverein Oraniemb.	25.000	252.498	
Vorschuss- u. Credit-			
Ver., Ortenberg....	27.000	755.506	
Osterholz-Scharm-			
becker Bank.....	250.000	43.853	
Vereinsbank zu Pegau			
i. S.....	80.000 (40 ‰)	1.820.604	
« Gleba », Bank rol-			
niczy in Posen.....	75.000	77.021	
Artländer Bank, Qua-			
kenbrück.....	300.000	481.722	
Radevormwalder Vol-			
kshk., K. a. A.....	200.000	1.085.836	
Rasteder Bank-Ver..	50.000 (33 1/3 ‰)	959.023	
Landwirtschaftliche			
Credit-Anstalt Re-			
gensburg.....	300.000	12.819	
Ländlicher Spar und			
Vorschuss - Verein			
Röhrsdorf.....	30.000 (20 ‰)	2.138.496	
Sparbank Rosslau...	80.000	954.566	30.575 (3,22 ‰)
Vorschussverein in			
Roth b. Nürnberg.	120.000 (50 ‰)	41.062	
Sachsenhagener			
Bankverein.....	30.000 (50 ‰)	992.052	34.410 (3,46 ‰)
Spar- u. Leihkasse			
Sarlhusen bei Kel-			
linghusen.....	2.800	259.262	

	CAPITAL versé Marks	DÉPÔTS — Marks	INTERÊTS des dépôts Marks
Vorschuss - Bank			
Schafstädt.....	150.000	447.656	
Bankverein zu Schkö- len.....	150.000	961.935	
Schlbuscher Volks- bank, K. a. A.....	160.000	908.662	
Schleswiger Bank in Schleswig.....	150.000 (50 °/°)	783.380	
Vereinsbank zu Seb- nitz i. S.....	200.000	1.739.544	
Sömmerdaer Vereins- bank.....	100.200	198.673	
Handwerkerbank Spaichingen.....	200.000	107.770	
Pfandleihanstalt in Stuttgart.....	300.000		
Tiegenhöfer Credit- bank, K. a. A.....	144.000	2.240.363	
Ulsnis - Brodersbyer Sp.-u. Leihkasse...	30.000	768.277	
Vechtaer Vorschuss- Verein.....	60.000	1.368.317	
Creditverein Volkach	70.000	1.056.121	
Gewerbebank zu Wal- tershausen.....	150.000	1.736.367	
Bankverein zu Wer- ther.....	150.000	3.034.855	
Vereinsbank zu We- senberg.....	14.000 (35 °/°)	122.620	
Vorsch.-u. Sparbk zu Wildeshausen.....	15.000 (25 °/°)	641.419	
Sparverein in Wör- litz.....	10.000 (50 °/°)	105.188	3.016 (2.86 °/°)

	CAPITAL versé — Marks	DÉPOTS — Marks	INTÉRÊTS des dépôts — Marks
Landwirtschaftl. Creditvereinf.d.Wend- land in Wustrow...	300.000	1.241.063	39.943
Spar- und Vorschuss- Bank in Zeitz.....	75.000 (50 °/o)	126.666	
Zeller Volksbank....	200.000	1.482.214	
Vorschussbank in Zschopau.....	200.000	707.611	
Spar- und Leihkasse Ahrensböck.....	48.000	4.207.658	114.153 (2,71 °/o)
Bankverein Alverdis- sen.....	25.000 (25 °/o)	1.495.484	
Darlehnsbank Augus- tusburg	200.000	1.199.939	
Vereinssparkasse in Bersenbrück.....	37.500	2.697.441	81.918 (3,03 °/o)
Beueler Bank in Beuel.....	200.000	(Premier bilan au 15 nov. 1907).	
Flecken Bramstedter Spar- u. Leihb....	550 (25 °/o)	1.516.898	68.876 (4,54 °/o)
Kredit-Verein Dettel- bach	50.000 (25 °/o)	875.239	
Gewerbebank Em- mendingen	43.600		
Flensburger Volks- bank.....	150.000	1.010.342	
Spar- und Vorschuss- A.-G. in Grossen- Buseck.....	4.800	507.418	
Spar- und Vorschuss- Verein zu Gross- Linden bei Giessen	12.500 (25 °/o)	1.152.028	
Hademarsche Spar- u. Leihkasse.....	2.400	2.400.816	

	CAPITAL versé — Marks	DÉPÔTS — — Marks	INTÉRÊTS des dépôts — Marks
Königsberger Fleisch- und Vieh- markts-Bank.....	200.000	190.224	5.892 (3,09 %/o)
Bankverein Kra- nichfeld.....	50.000 (50 %/o)	328.881	
Creditverein in Lan- genzenn	100.000	912.263 K	
Licher Spar- und Cre- dit Aktien- Ges. in Lich b. Giessen....	23.600	1.334.875 K	
Lingen - Grafschafter Bank, Lingen.....	250.000	(Premier bilan au 31 déc. 1907)	
Gewerbebank Lollar.	60.000	286.431	
Vorschuss-Anstalt für Ludwigslust...	40.000	645.193	
Landwirtschaftliche Sparkasse zu Lü- chow, K. a. A.....	50.000 (50 %/o)	452.414	
Vorschuss-Anstalt für Malchin.....	9.000	79.461	
Mansfelder Bankve- rein.....	33.000	252.726	
Mansfelder Disconto- Ges., K. a. A.....	75.000	103.480	
Volksbank in Mül- hausen i. Els.....	160.000	1.121.267	
Neheim-Hüstener Bank in Neheim...	200.000	35.124	
Vorschussverein Neustadt a. Aisch.	100.000	924.157	
Spar-u. Vorschussve- rein Ostrau i. S...	192.000	1.013.806	
Osterholz-Scharm- becker Bank in Scharmbeck.....	250.000	(Premier bilan au 31 déc. 1906)	

	CAPITAL versé — Marks	DÉPÔTS — Marks	INTÉRÊTS des dépôts — Marks
Schenefelder Spar- und Leihkasse....	600 (25 %)	911.386	
Spar- und Leihkasse in Schlitz	20.000	1.062.529	
Spar-u. Vorsch.-Ver. Schlossvippach....	51.000	216.650	7.829 (3,61 %)
Ersparnis- und Vors- chuss-Anstalt A.-G. in Schönberg.....	27.000 (50 %)	3.423.630	
Spar- u. Darlehns- kasse zu Steinbach bei Giessen.....	5.000 (25 %)	454.530	
Credit-Verein in Wil- mersdorf.....	50.000	409.953	
Credit-Verein in Windsheim	200.000	1.838.800	
Total...	17.934.123	173.099.110	(1)

Ce tableau eut gagné à reproduire de façon complète les indications relatives aux intérêts servis par chaque banque pour les dépôts à elle confiés. Mais comme toutes ne publient pas leurs comptes de profits et pertes, cela ne nous a pas été possible.

Ce défaut de publicité est grave, d'autant plus que l'amende de 3 marks infligée lorsque la publication du bilan n'est pas faite au Bulletin de l'Empire, ne constitue pas une sanction suffisante.

(1) Ces tableaux et les suivants qui nous ont paru fort intéressants, sont extraits du *Deutsche Ökonomist*, 23 nov. 1907.

Ainsi qu'on peut le voir, c'est entre 3 et 4 p. 100 de moyenne, chez quelques-unes, moins de 3 p. 100, chez d'autres, 4.42, 4.45 et enfin 5.83 p. 100 même, que rapportent les sommes déposées. Ce taux de 5.83 p. 100 de moyenne, nous le relevons à propos de la Marienburger Bank D. Martens, société en commandite par actions, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler à propos de sa faillite, au cours de laquelle il fut révélé. Ce fut là un moyen excessif d'attirer des dépôts qui atteignaient 5.402.739 millions de marks quand le capital-actions s'élevait à seulement 300.000 marks.

La promesse d'intérêts aussi élevés aurait dû frapper l'esprit et rendre méfiant.

Aucune réglementation ne peut empêcher la légèreté d'esprit.

Ce qu'il faut, c'est donner une grande publicité aux comptes et bilans (1) et habituer le public des déposants à les lire et les comprendre.

Ce qui choque dans ces petites banques, c'est la disproportion qui existe entre leur propre capital et la somme des capitaux qui leur sont confiés.

En général, il faut une meilleure proportion pour inspirer confiance. Mais la meilleure garantie, c'est surtout la valeur des dirigeants d'une banque, leur probité reconnue en même temps que leur expérience éprouvée des affaires.

(1) Il y a en France déjà une amélioration par la publication au supplément du *Journal Officiel*, d'une notice sur les sociétés qui sollicitent les capitaux français.

La plus frappante disproportion du capital avec les dépôts se remarque à la Spar à Leihkasse de Kellinghausen (Holstein), dont le capital de 250 m. est infime par rapport aux 3.833.983 m. de dépôts.

Le capital se compose de 5 actions de 200 marks, dont 25 p. 100 de versés en 1899, à la fondation de la société. Il fallait l'autorisation du Chancelier de l'Empire, laquelle n'aurait pas été accordée, si la situation avait été incertaine. Il n'y a pas de dividende de distribué et il existe un fonds de réserve de 340.073 marks.

La lecture de la situation de ces 151 banques, pourrait nous suggérer bien d'autres réflexions.

Nous laissons au lecteur le soin de les faire (1).

Les banques par actions d'un capital supérieur à 300.000 marks dont nous allons donner la liste, se présentent dans de meilleures conditions et leur centre de gravité se trouve plus dans les opérations régulières de banque et de crédit que dans les toutes petites banques locales. Ce sont les suivantes :

(1) Cf. du *Deutsche Ökonomist*, *op. cit.* p. 559.

NOMS des banques	CAPITAL ACTIONS versé — Marks	COMPTES créanciers — Marks	DÉPÔTS — — Marks	INTÉRÊTS servis aux déposants
Alfelder Aktien- Bank.....	1.000.000	1.790.908	417.599	
Spar- und Vors- chuss-Bank Al- tona Ottensen..	400.000		527.589	
Den Nordslesvigs- ke Folkebank Apenrade.....	260.125 (26 %)		4.450.694	165.671 (3,72 %)
Vorsch.-u. Spar- ver. z. Apolda..	600.000	329.429	1.674.072	
Arnstädter Bk., von Külmer, Czarnikow et Co. K. a. A....	500.000	586.719	2.080.275	64.661 (3,18 %)
Aschaffenburg Volksbank.....	564.000	477.765	1.646.058	
Dtsch.-Westafrik. Bk., Berlin.....	1.000.000	399.229	71.926	
Dtsch. Palästina- Bk., Berlin.....	800.000	1.100.361	325.195	
Disconto-Bank in Berlin	500.000	140.266	331.480	
Bernkasteler Volksbank.....	600.000	183.758	3.434.542	
Blankenburger Bank.....	400.000	893.990	131.534	
Harzer Bankv. i. Blankenburg...	500.000	1.142.297	669.812	
Bonner Privat- bank.....	800.000	552.816	2.489.408	
Bremer Bankv. i. Bremerhav.....	1.000.000	303.907	4.011.088	
Breslauer Vieh- markts-Bank...	500.400	1.160.250		

NOMS des banques	CAPITAL ACTIONS versé	COMPTES créanciers	DÉPÔTS	INTÉRÊTS servis aux déposants
—	—	—	—	—
Marks	Marks	Marks	Marks	
Chemnitzer				
Viehm.-B. A.-G.	270.000 (69,23 %)		904.082	
Cölledaer Bank K.				
a. A.....	200.000 (50 %)	70.998	1.247.450	
Credit-Verein in				
Cönnern i. S. K.				
a. A.....	375.000	969.482		
Vereinsbank zu				
Colditz.....	500.000	308.747	992.810	
Hessische Bank,				
Darmstadt	1.000.000	1.176.471	282.534	
Dorstener Bank..	1.000.000			
Centr.-Vieh-				
marktsb.,				
Dresden.....	390.000	2.065.844		
Eisleber Bankve-				
rein, K. a. A....	600.000		1.934.100	
Eschweiler Bank.	1.000.000	440.577	1.023.247	
Eupener Kredit-				
Bank.....	500.000	278.488	862.508	
Vereinsb. z. Fran-				
kenberg i. S....	300.000 (60 %)	137.905	1.031.183	64.761 (6,28 %)
Frankenthaler				
Volksbank	1.000.000	611,109	729.425	
Bergmänn. Bank				
z. Freiberg.....	500.000	306.487	1.425.208	
Freiberger Bank.	750.000		2.436.792	81.823 (3,35 %)
Friedrichstädter				
Bankverein.....	30.000 (9 %)	1.220.829		
Volksbank Geilen-				
kirchen- Hüns-				
hoven.....	315.000	2.803.105		
Geringswalder				
Bank.....	600.000	411.973	1.549.739	

NOMS des banques	CAPITAL ACTIONS versé	COMPTES créanciers	DÉPÔTS	INTÉRÊTS servis aux déposants
—	Marks	Marks	Marks	—
Märk. Bankver. i.				
Gevelsberg.....	1.000.000	2.024.473	275.542	
Gronauer Bankve-				
rein K. a. A.....	800.000	2.437.631	494.797	
Bankverein Gel-				
senkirchen.....	500.000 (25 %)	453.341	222.487	
Gummersbacher				
Volksbank.....	510.000	345.401	910.917	
Haderslev-B. i.				
Hadersleben ...	250.000 (50 %)		2.301.050	
Privatbank in Ha-				
dersleben.....	100.000 (25 %)		913.025	
Dtsch, Afrika-B.				
Hamburg.....	1.000.000	1.772.818	798.591	
Handels- u. Ver-				
kehrs-Bank in				
Hamburg.....	300.000 (60 %)	1.709.217		
Kreditbank in Ha-				
meln.....	1.000.000	317.401	2.358.732	
Heilbronner Ge-				
werbekasse.....	800.000	724.347	767.730	
Heldrunger Bank.	300.000 (60 %)	804.072		
Westd. Bankv. i.				
Herdecke.....	1.000.000	(Premier bilan au 31 décembre 1907)		
Kreis Bergheimer				
Volksbank in				
Horrem.....	600.000	2.731.017		
Bank des Rhein-				
ischen Bauernve-				
reins in Köln ...	1.000.000	168.080	380.827	
Leher Bank in Lehe	1.000.000	321.870	2.504.767	
Leipz. Centr.-				
Viehmarkts B. .	420.000	149.940	633.000	

NOMS des banques —	CAPITAL ACTIONS versé — Marks	COMPTES créanciers — Marks	DÉPOTS — Marks	INTÉRÊTS servis aux déposants
Sächsische Bank für Bergbau u. Industrie, Leip- zig.....	500.000	17.604		
Leisniger Bank...	500.000	167.929	4.519.512	
Credit- u. Vors- chuss-Verein zu Lommatzsch,...	120.000 (20%)	157.999	2.256.424	
Deutsche Hypothe- ken - Renten - Bank in Mann- heim.....	200.000 (50%)	318.372		
Mannheimer Bank	1.000.000	8.121.986		
Creditbank für Stadt und Amt Menden.....	600.000	293.282	1.196.735	
Volksbank Aren- berg-Meppen in Meppen.....	550.000	235.110	1.137.210	
Neustäder Bank..	600.000	251.055	2.624.782	
Norder Bank in Norden.....	680.000 (40%)	832.486	6.080.547	
Oberbergische Bank in Ohl....	500.000	361.168	948.280	
Harzer Bank in Osterode.....	500.000	1.523.642		
Paderborner Bank	750.000	467.719	1.755.978	
Bank Wloscianski in Posen.....	600.000	423.640	1.999.575	
Remscheider Cred u. Sparb.....	750.000	668.323	596.371	
Rheiner Bankver. in Rheine.....	1.000.000	1.883.537	1.343.836	
Riesaer Bank.....	600.000	114.908	1.766.970	

NOMS des banques	CAPITAL ACTIONS versé — Marks	COMPTES créanciers — Marks	DÉPÔTS — Marks	INTÉRÊTS servis aux déposants
Ronsdorfer Bank.	750.000	807.543	1.810.632	
Schweriner Bank- verein.....	425.000	594.196	1.579.646	
Stolberger Bank..	344.250	196.063		
Neuvorpom- mersche Spar-u. Credit - Bk. in Stralsund	1.000.000	971.552	3.231.457	
Stuttgarter Gewer- bekasse	800.000	2.726.739	223.583	
Creditbank Ton- dern	1.000.000	124.078	2.077.879	
Nordfries. Bank in Tondern	750.000 (50 %)	694.715	120.285	
T ö n d e r L a n d - mandsbank....	220.000 (55 %)	524.540	1.340.213	
Torgauer Bank...	1.000.000	541.427	1.787.239	
Wermelskirchener Bank.....	300.000 (75 %)	82.016	784.303	
Bank Ch. Spies et Co. in Zabern K. a. A.....	600.000		1.114.536	
Zabern. u Was- selnheim. Bk...	1.000.000	693.389	1.665.583	64.677 (3,88 %)
Zoerbiger Bank- verein K. a. A..	450.000	485.637	642.705	
Zoerbiger Credit- verein)	600.000	1.127.156	1.889.456	
Ahlener Bankve- rein.....	1.000.000	(Premier bilan au 31 décembre 1907).		
Dissener Volsbank	400.000		1.042.299	
Emmericher Cre- ditbank	500.000	975.644	1.420.606	

NOMS des banques	CAPITAL ACTIONS versé	COMPTES créanciers	DÉPOTS	INTÉRÊTS servis aux déposants
	Marks	Marks	Marks	
Waren - Commis - sions - Bank ,				
Hambourg	1.000.000	1.010.404		
Lünener-Bank . . .	500.000	(Premier bilan au 31 décembre 1907).		
Bank f. Landwirts- chaft u. Industrie				
Posen	586.800	1.547.470	1.273.820	
Rendsburger Bank	500.000	730.605	3.601.013	
Zülpicher Volks- bank	864.000	102.626	5.062.522	
Ländlicher Vors- chuss - Verein - in Krogis	360.000 (20 %)	8.099.850	6.415.786	218.111 (3,39 %)
Total . . .	53.734.575	71.687.718	112.551.649	

On ne relève pas, dans la situation de ces 86 banques, une aussi forte disproportion entre le capital-actions et les dépôts en y comprenant les comptes créanciers. Ces dépôts et comptes créanciers atteignent ensemble trois fois et demi seulement en moyenne le montant du capital versé.

De ces 86 banques, 6 seulement ont donné le montant des intérêts qu'elles ont bonifiés.

Chez cinq, la moyenne oscille entre 3 et 4 p. 100, et il n'y a rien à en dire, mais à la Vereinsbank de Frankenberg, la moyenne de l'intérêt s'élève à 6,28 p. 100. C'est-à-dire qu'elle est plus élevée encore qu'à la Marienburger Bank, dont nous avons longuement parlé.

La Vereinsbank de Frankenberg a un capital de 500.000 marks, dont 60 p. 100 de versés.

Le dividende a été, de 1901 à 1906, de 4, 5, 5, 4, 4, 5 p. 100, et il a été payé autrefois jusqu'à 7 et 8 p. 100.

Les dépôts mentionnés comme dépôts d'épargne s'y élevaient au 31 décembre 1906 à 1.031.183 m., et le service des intérêts a exigé 64.761 m., ce qui fait 6,28 p. 100 de moyenne.

Supposera-t-on qu'au cours de l'année les dépôts d'épargne ont pu être plus nombreux et que, par conséquent, la moyenne de l'intérêt pourrait être considérée en réalité comme moins forte ?

Mais au 31 décembre 1905, les dépôts s'élevaient à 1.075.092 m., et les intérêts servis à 72.224 m., soit 6.72 p. 100, au 31 décembre 1904 : dépôts, 1.314.550 m.; intérêts, 81.332, soit 6.19 p. 100.

On peut ainsi prouver que la situation date de plusieurs années et ne peut être considérée comme accidentelle.

Voilà donc une banque dont le bilan doit être surveillé de très près, et cela appuie notre observation qu'il faut contraindre les banques à la publicité de leurs bilans.

Voici maintenant 35 banques dont le capital est supérieur à un million de marks.

Certaines de cette catégorie n'ont pu y être inscrites, faute de renseignements suffisants.

NOMS des Banques	CAPITAL actions — Marks	COMPTES créanciers — Marks	DÉPÔTS — Marks	INTÉRÊTS — Marks
America Bank in Berlin	25.000.000	405.677	26.693	
Berliner Viehcommissions-und Wechsel-Bank	3.000.000	5.719.279		
Deutsche Orientbank, Berlin	16.000.000	25.831.293		
Hardy & Co. in Berlin, G. m. b. H.	15.000.000	11.829.710		
C. Schlesinger Trier & Co., Berlin, K. a. A.	5.000.000	11.743.542		
Max Ulrich & Co., Berlin, K. a. A.	1.500.000 (75 %)	602.371		
Vermögensverwaltungs-Stelle, für Offiziere und Beamte, K. a. A.	3.000.000	719.857		
Landwirtsch. Gen.-Bk., Darmstadt...	2.000.000	4.426.083	4.015.915	
Dürener Volksbank..	1.500.000	3.613.989	6.064.919	
Creditbank Eisenach.	1.500.000	1.373.676	1.861.143	
Esslinger Actien-Bank	2.000.000		546.785	
Vogtländische Creditanstalt in Falkenstein	1.000.000 (50 %)	1.913.188	592.959	18.930 (3,19 %)
Berg-u. Metallbank, Frankfurt a. M.	32.000.000 20.000.000 (25 %)	311.793		
Nordd Handelsbank Geestemünde	1.200.000 (48 %)		1.201.167	
China Export-, Import- u. Bank-Compagnie, Hamburg..	1.500.000	808.750		

NOMS des Banques	CAPITAL actions	COMPTES créanciers	DÉPOTS	INTÉRÊTS
—	—	—	—	—
	Marks	Marks	Marks	Marks
Hanseatische Bank, Hamburg.....	2.000.000	2.360.979	488.485	
St. Pauli Credit Bank, Hamburg.....	1.200.000	2.403.010	30.203.943	
Waaren-Liquidat.- Casse, Hamburg...	3.000.000	5.719.958		
Vereinsbank in Kiel.	1.200.000	1.323.438	3.782.835	
Mayer et C ^{ie} , Caisse d'Esc., Metz, K.a.A.	3.200.000	6.540.063	3.123.944	
Spar- u Credit-Bank Mittweida.....	1.200.000		1.672.699	
Bank Ziemski, Posen.	4.000.000	134.635	2.304.744	
Bank Związku Spolek Zarobk. in Posen..	3.000.000	9.578.838	15.450.003	
Rostocker Gewerbe- bank.....	2.000.000	134.815	4.400.545	
Sonderburger Bank.	1.200.000	1.095.951	1.218.577	
Gewerbebank Speyer	1.500.000	1.197.376	2.182.659	
Banque d'Alsace-Lor- raine, Strasbourg.	12.600.000	28.140.781	20.470.843	
Ch. Staehling, L. Va- lentin et C ^{ie} , in Strassburg, K. a. A.	8.000.000	14.927.784		
Königl. Württ. Hofbk- Stuttgart, G.m.b.H.	10.000.000	6.048.369	5.864.275	
Stahl et Federer, A.- G., Stuttgart.....	10.000.000	9.235.675		
Weseler Bank.....	1.500.000	1.006.194	2.836.961	
Zwickauer Bank.....	1.600.000	747.196	1.346.736	
Erste Berliner Kau- tionsges.....	3.000.000	38.307	8.706.142	
Banque de Metz.....	1.280.000	5.814.814		
Landwirtschaftliche Central-Darlehns- kasse, Neuwied....	8.545.250	53.606.963		
Total.....	193.225.250	220.950.866	118.562.972	

La proportion des comptes de dépôts et des comptes créanciers, par rapport au capital versé, est dans ces 35 banques de une fois et demie en moyenne.

Ce n'est guère que dans la St-Pauli-Credit-Bank, de Hambourg, et la Bank Związku, de Posen, que l'on pourrait relever une disproportion.

Les intérêts servis s'élèvent à une moyenne de 3.19 p. 100 dans la seule banque qui en ait donné le montant.

Quant aux 143 banques qui ont au moins un million de capital, qui sont les moyennes banques, nous n'en donnerons pas ici la liste trop longue (1).

Etablissons seulement leur situation (2).

	Nombre	Capit. actions mill. mks	Dépôts	Comptes créanciers
Toutes ensemble.....	143	2432	2141	4163
G ^{des} Banques Berlinoises.	5	825	954	1903
— — .	4	319	683	

Cinq des banques berlinoises ne séparent pas les dépôts des comptes créanciers, c'est pourquoi nous les avons mentionnées à part.

Si nous supposons que la proportion des dépôts vis-à-vis des comptes créditeurs est dans ces quatre banques semblable à celle des cinq autres en moyenne, nous

(1) On la trouvera dans un supplément spécial publié par le *Deutsche Economist*, novembre 1907, sous la signature de M. Robert Frang.

(2) Nous avons déjà parlé de ces 143 banques dans un précédent chapitre; ce sont celles qui relèvent des grandes banques et se trouvent sous leur influence.

pourrons alors considérer les dépôts comme s'élevant à environ 227 millions de marks. Les dépôts des neuf grandes banques seront alors de 1.181 millions de marks.

En face, nous trouvons comme disponibilités :

Encaisse.....	292 millions de marks
Effets.....	1382 —
Lombards.....	663 —

Les dépôts et les comptes créanciers s'élèvent ensemble dans ces neuf banques à 3450 millions de marks, dont les deux tiers sont garantis par des ressources disponibles.

Dans les 143 banques, les dépôts et comptes créditeurs atteignent 6.304 millions de marks, avec en face : Encaisse, Effets et Lombards : 4.043 millions de marks, soit les deux tiers.

Nous avons tenu à présenter ces statistiques au lecteur avec l'espoir qu'elles pourront l'intéresser.

Elles donnent à un moment intéressant, la situation des banques allemandes et permettent de saisir sur le vif, si nous pouvons ainsi nous exprimer, leur physiologie en même temps qu'on peut, de cette façon, se rendre compte de la politique qu'elles suivent.

Ayant ainsi essayé de mettre à jour la question des banques locales en ce qui concerne l'Allemagne, nous allons pouvoir revenir aux banques locales françaises.

CHAPITRE VI

Les Banques Françaises

L'Escompte

Après avoir examiné la situation des banques allemandes et vu de quelle façon et avec quels résultats elles avaient fait des avances au commerce et à l'industrie, nous allons maintenant examiner une autre branche principale des opérations auxquelles se livrent les banquiers de province et dans laquelle, s'ils ont été souvent concurrencés par les établissements de crédit, ils doivent cependant se maintenir avec énergie ; nous voulons parler de la branche escompte.

Nous aurions aimé à rendre ce chapitre plus intéressant et surtout original en relatant et étudiant les taux d'escompte qui ont été pratiqués depuis cent ans par les banques locales dans les différentes régions de la France.

Nous avons été obligés de renoncer — pour l'instant du moins — à une pareille tâche, faute de pouvoir donner un tableau non seulement complet, mais encore exact de ces différents taux.

Les banquiers locaux ne se sont résignés que très rarement à donner des indications, sur les taux pratiqués par leur maison il y a seulement cinquante ans.

Aussi avons-nous été obligés de nous contenter des

chiffres moyens que nous avons pu établir en examinant la situation, il y a soixante-dix ans, des fameuses banques départementales, vite absorbées par la Banque de France.

Ces banques, au nombre de neuf, ont été créées à différentes époques et avec un capital différent, ainsi que le montre le tableau A, ci-joint.

Quel taux pratiquaient alors, c'est-à-dire en 1839 et en 1847, ces Banques ?

Le tableau B donne la moyenne de ces taux avec quelques-unes de leurs variations assez intéressantes.

Le taux pratiqué à Lyon était alors de 3 p. 100 et cela vaut qu'on le remarque.

Par contre, le taux le plus élevé était pratiqué par la Banque de Bordeaux.

TABLEAU A

NOMS des Banques	DATE de fondation	CAPITAL nominal
Banq. de Rouen...	7 mai 1817	1.000.000
— Nantes...	11 mars 1818	600.000
— Bordeaux	23 novembre 1818	3.150.000
— Lyon...	29 juin 1835	2.000.000
— Marseille.	27 septembre 1835	4.000.000
— Lille.....	29 juin 1836	2.000.000
— Havre...	25 août 1837	4.000.000
— Toulouse	11 juin 1838	1.200.000
— Orléans..	8 novembre 1838	1.000.000

TABLEAU B
Moyenne du taux de l'escompte

NOM des Banques	EN 1839	EN 1847
Banq. de Bordeaux	5 0/0	5 0/0
— Rouen...	4 0/0	4 0/0
— Nantes...	4 1/4 (de 4 à 5 0/0)	4 à 4 1/2
— Lyon....	3 0/0	3 0/0
— Marseille.	4 0/0 (de 3 à 4 0/0)	4 0/0
— Havre...	4 0/0	5 0/0
— Lille.....	4 0/0	40/0 (de 4 à 4 1/2)
— Toulouse	5 0/0 (3 1/2 à 5 0/0)	4 à 5 0/0
— Orléans..	3 3/4 - 40/0 - 3 3/4	4 1/2 à 5 0/0

TABLEAU C
Taux moyen de l'escompte de 1876 à 1907
(d'après le taux officiel de la Banque de France)

ANNÉES		ANNÉES		ANNÉES		ANNÉES	
1876	3 40	1884	3 »	1892	2 70	1900	3 28
1877	2 28	1885	3 »	1893	2 50	1901	3 »
1878	2 18	1886	3 »	1894	2 50	1902	3 »
1879	2 58	1887	3 »	1895	2 10	1903	3 »
1880	2 81	1888	3 10	1896	2 »	1904	3 »
1881	3 84	1889	3 16	1897	2 »	1905	3 »
1882	3 80	1890	3 »	1898	2 20	1906	3 »
1883	3 08	1891	3 »	1899	3 06	1907	3 1/2-4

TABLEAU D

**Taux moyen de l'escompte de 1876 à 1906
en Allemagne**

(d'après le taux officiel de la Reichsbank)

ANNÉES		ANNÉES		ANNÉES		ANNÉES	
1876	4 16	1884	4 »	1892	3 20	1900	5 33
1877	4 42	1885	4 12	1893	4 07	1901	4 10
1878	4 34	1886	3 28	1894	4 12	1902	3 32
1879	3 70	1887	2 41	1895	3 14	1903	3 84
1880	4 24	1888	3 32	1896	3 66	1904	4 22
1881	4 42	1889	3 67	1897	3 81	1905	3 82
1882	4 54	1890	4 52	1898	4 27	1906	5 15
1883	4 05	1891	3 80	1899	4 98		

Nous avons pensé qu'il serait également intéressant de consigner ici (dans le tableau C), le taux moyen de l'escompte en France de 1876 à 1907.

Cette moyenne est établie d'après le taux officiel de notre Banque d'Emission, autrement dit de la Banque de France.

On y peut remarquer des variations fort intéressantes et qui donnent un aperçu de notre situation économique depuis 1876, c'est-à-dire depuis le moment où la France a commencé à se relever des conséquences économiques de nos désastres de 1870-71.

Enfin, dans le tableau D, nous donnons le relevé du taux moyen de l'escompte en Allemagne, de 1876 à 1906.

On remarquera que, sauf en 1887, cette moyenne a toujours été supérieure en Allemagne à celle de la France.

A l'heure actuelle, l'écart entre le taux de la Banque de France et celui de la Reichsbank s'est encore accentué.

Le grand avantage qu'ont nos commerçants et industriels, c'est qu'ils peuvent à peu près compter sur un taux uniforme, tandis qu'en Allemagne certaines affaires, si elles ne sont pas très brillantes, risquent de s'effondrer à la moindre élévation du taux de l'escompte, et, partant, du taux des avances.

Pour en revenir aux banques locales françaises, il est évident qu'il y a de cela quelques années, la situation qui leur était faite au point de vue escompte était autrement avantageuse qu'aujourd'hui.

Le commerçant, client naturel de la banque locale, lui apportait son papier qui était réescompté pour une grande partie à la Banque de France, et le bénéfice était fort appréciable.

Mais ce fait se passait pour le papier de premier ordre, et aujourd'hui, les sociétés de crédit qui possèdent d'énormes disponibilités les emploient à pratiquer l'escompte *hors banque*, et, sur ce terrain, les banques locales ne peuvent lutter, dans l'impossibilité où elles sont d'immobiliser des capitaux qui leur coûtent cher.

D'ailleurs, les sociétés de crédit ont enlevé aux petites banques la plus grande partie du papier qu'elles recevaient. L'escompte et le recouvrement servent d'enseignes aux établissements de crédit en leur procurant les comptes créditeurs, les seuls recherchés, et qui fournissent alors des fonds pour le placement des titres en cours

d'émission. Il en est résulté que les banques locales attachées exclusivement à l'escompte ont vu de plus en plus grandir leurs difficultés et diminuer leurs profits avec des dépôts moindres en regard de découverts croissants et cela sans l'appui rémunérateur de la branche titres. C'est seulement par les avantages qu'elles offrent au commerce et à l'industrie, sous forme d'avances, qu'elles conservent une clientèle d'emprunteurs dont elles escomptent le papier.

Ce sont là surtout les résultats de *l'abaissement du taux du loyer de l'argent*.

Ce phénomène produit son plein effet quand une place devient bancable, et c'est alors la Banque de France qui vient affaiblir le rôle — et par conséquent les bénéfices de la banque locale.

La place étant bancable, le papier tombe au pair, et les commissions d'encaissement que le banquier local prélevait à ses correspondants disparaissent, car ces derniers s'adresseront à la Banque de France pour opérer gratuitement leurs recouvrements.

Par contre, n'oublions pas que la présence d'une succursale de la Banque de France permet à la banque locale, le cas échéant, de réaliser son portefeuille.

D'ailleurs en ce qui concerne la participation de la Banque d'Emission aux escomptes, nous voyons le rôle de la Banque de France réduit en temps normal par la concurrence des sociétés de crédit. A la fin du premier semestre 1905, le portefeuille des cinq principaux de ces établissements dépassait deux milliards alors que

celui de la Banque de France dépassait à peine 600 millions (1). L'encaisse or, au contraire, loin de suivre les fluctuations du portefeuille, augmente sans cesse depuis plusieurs années, influencée qu'elle est par la production croissante de ce métal.

Ce que nous avons dit plus haut nous amène à parler de la concurrence faite aux petites banques.

(1) Le portefeuille-effets de la Banque atteint il est vrai actuellement (26 décembre 1907) la somme de un milliard deux cents millions, mais nous devons considérer que nous sommes dans une période de resserrement monétaire, qui fait bien apparaître le rôle efficace de la Banque.

CHAPITRE VII

La Concurrence

*Banque de France. — Etablissements de crédit. —
Trésoriers-payeurs généraux*

Nous avons déjà indiqué quelle concurrence s'exerçait à l'encontre des petites banques en montrant la Banque de France elle-même enlevant du papier aux intermédiaires. Il est encore quelques points à signaler.

La Banque de France a rajeuni ses méthodes.

L'accès des comptes de dépôts est devenu libre en 1894, puis plus récemment celui des comptes d'avances sur titres.

Ces derniers sont gardés gratuitement et la Banque conserve les valeurs, mais, en se réservant de percevoir le droit de garde réglementaire dans le cas où les mouvements du compte n'auraient pas produit pendant l'année une somme d'intérêts égale au droit de garde ainsi calculé.

Le minimum des prêts a été abaissé à 250 francs, ce qui a naturellement développé la clientèle des petits emprunteurs.

Enfin, la Banque se charge aujourd'hui de l'exécution des ordres de bourse, non seulement pour ses emprunteurs comme elle le faisait autrefois exclusivement, mais encore pour tous ses clients.

N'oublions pas qu'aucune bonification d'intérêts n'est faite aux capitaux déposés à la Banque de France par le public, ce qui lui permet de travailler avec des capitaux *gratuits*.

Le Crédit agricole

Mais il est encore un autre champ qui s'ouvrait à par Napoléon va peut-être restreindre.

Nous voulons parler des avances aux agriculteurs que pratiquent actuellement les Banques populaires l'activité des petites banques, et que l'établissement créé comme celle de Menton et d'autres banques aussi.

A l'occasion du renouvellement de son privilège en 1897 et en vertu de la convention du 31 octobre 1896, la Banque de France a dû s'engager à admettre à l'es-compte le papier des Associations agricoles, syndicales ou autres, dans les mêmes conditions que les effets de commerce (article 2) — et d'autre part à avancer à titre gratuit la somme de quarante millions à des caisses de crédit agricole, outre une certaine part sur ses bénéfices, également affectée à cet objet.

Cette dotation — qui s'élèverait aujourd'hui à 90 millions, soit 40 millions plus 50 millions prélevés sur les bénéfices de la Banque (1) — n'a pas encore produit ses

(1) Chiffres du 31 décembre 1907.

effets, par suite de malentendus, paraît-il, et aussi par crainte d'abus que nous n'avons pas à signaler ici. Mais il est probable qu'il n'en sera pas toujours ainsi et il n'y a qu'à se souvenir de la résistance que rencontra il y a peu de temps le ministre des Finances lorsqu'il voulut faire état dans le budget de ces fonds inemployés.

Il y a donc là encore une concurrence de la Banque de France.

Il conviendrait cependant de noter qu'il peut n'y avoir là qu'une faveur momentanée à l'agriculture et qu'une fois les effets qu'on en attend produits, on ne la renouvelle pas en 1920, c'est-à-dire au moment de l'expiration du privilège de la Banque.

A ce moment-là, l'agriculteur devra s'être habitué à payer l'argent emprunté au taux courant en banque et non à un taux exceptionnel de faveur, et si nous nous plaçons au point de vue des banques, il pourra être très intéressant pour elles de rechercher ce papier agricole, dont l'aléa sera minime, étant donné la valeur que leur donne dès le début l'intervention des caisses mutuelles.

D'ailleurs, certaines banques ou établissements de crédit se sont déjà intéressées au crédit agricole et ont montré qu'elles considéraient ce genre de papier comme bancable.

Comme l'a indiqué M. François Bernard dans l'étude que nous avons mentionnée dans notre bibliographie,

on peut considérer que les caisses agricoles aussi bien que les banques ont intérêt à se mettre en rapport.

La Banque trouve dans le crédit agricole de nouveaux éléments d'affaires, soit qu'elle escompte directement le papier de quelques caisses locales, soit qu'elle réescompte celui des caisses régionales.

Mise à même de prendre contact avec le public agricole, elle atteint une nouvelle couche de capitalistes qui peut éventuellement accroître le nombre de ses déposants, de ses clients pour les opérations de bourse, les placements d'emprunt, etc.

Ne pense-t-on pas qu'il y a là pour la banque locale de province une voie intéressante où elle peut s'engager, sans évidemment qu'elle croie y trouver le remède à tous les maux dont elle souffre. Ce n'est qu'une division de plus d'une branche que nous lui indiquons comme exploitable.

Enfin, n'oublions pas qu'il s'en est fallu de peu, toujours lors du renouvellement du privilège en 1897, qu'on n'obligeât la Banque à accepter le papier de commerce à deux signatures, ce qui fut heureusement repoussé.

Mais en sera-t-il de même une autre fois ? Les petites banques vivent de cette troisième signature imposée. Il est facile de se rendre compte dans ces conditions du résultat qu'amènerait sa suppression (1).

(1) A raison de la garantie solide qui s'attache aux warrants, la loi de 1858 (article 11), a permis aux établissements publics de crédit de les recevoir comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts. Aussi

Nous venons de parler de la concurrence de la Banque de France. Il va nous falloir parler de celle des établissements de crédit.

A vrai dire, nous l'avons déjà montrée, et nous avons indiqué quels ont été ses effets.

Les sociétés de crédit fondées avec de gros capitaux, en recueillant d'autres à bon marché, ont vu leur prospérité grandir, grâce surtout à ce mouvement très fort et très récent qui a poussé l'épargne vers les valeurs mobilières.

Cette épargne qui dormait chez les banquiers locaux s'est subitement réveillée et a émigré par l'intermédiaire de ces sociétés.

Les banques locales brusquement surprises ne sont pas encore remises de cette chaude alerte.

Nous ne voulons pas établir ici un parallèle entre les sociétés de crédit et les banques locales. Sans même nous laisser aller à faire œuvre de polémique, nous sortirions des cadres que nous avons assignés à cette étude.

Nous avons montré ces deux organismes en lutte chaque fois que nous l'avons cru nécessaire.

Nous n'y reviendrons pas.

Il est bien certain que, comme le dit M. Saurel dans son étude « *Sociétés de crédit contre banques locales* »,

la Banque de France les escompte, revêtus de deux signatures seulement.

(La même faveur s'applique aux warrants agricoles. Art. 8, loi du 18 juillet 1898).

« les grandes banques ne travaillent pas à moindres frais que les petites, mais elles travaillent davantage et avec plus de profits ».

On a donc cherché, pour sauver les banques de province, les moyens pour elles de faire plus de profits. Nous verrons plus loin quels sont les remèdes que l'on peut proposer.

De toute façon, je crois qu'il sera difficile de rendre aux petites banques leur prospérité.

Les remèdes que nous indiquerons ne pourront guère être appliqués qu'à des banques déjà d'une certaine importance et justifiant d'un capital assez élevé, soit que le chef de la maison ait une grosse fortune, soit que la banque soit constituée en société anonyme à capital assez élevé.

Ces banques devront d'ailleurs changer leurs méthodes et lutter sur le même terrain que les sociétés de crédit, mais dans des conditions que nous indiquerons plus loin et qui ne les mettront pas en rivalité.

Nous ne croyons pas inutile, avant de terminer ce chapitre, d'indiquer que bien des banques locales auxquelles les opérations courantes de banque ne paraissent pas suffire, se sont adjoint un portefeuille de compagnies d'assurances, dont elles tirent un certain bénéfice variable suivant l'importance de la compagnie, la valeur du portefeuille et l'activité de l'agent, en l'espèce le banquier.

Il est certain que plusieurs banques ont trouvé dans cette gérance une compensation à la diminution des

bénéfices qui s'observait dans d'autres branches.

En outre, plusieurs banquiers de province se font les gérants des immeubles de leurs clients, soit que ces derniers soient éloignés, soit qu'ils ne veuillent ou ne puissent s'occuper eux-mêmes de leurs intérêts immobiliers.

De ces différentes fonctions, les petits banquiers retirent souvent d'assez beaux bénéfices, mais il est évident qu'ils sont exceptionnels et ne peuvent être considérés comme normalement susceptibles d'être obtenus par toute autre banque.

Il était bon, néanmoins, à ce que nous croyons, de signaler ces opérations qui peuvent expliquer dans quelques cas le maintien de banques qui, par ailleurs, ont vu leur chiffre d'affaires décroître sensiblement.

Il nous reste enfin à parler de la concurrence que font aux banquiers les trésoriers-payeurs généraux.

Indépendamment, en effet, des services d'ordre administratif qu rendent ces fonctionnaires en tant que tels, il existe également chez eux un service privé.

Ce dernier comprend notamment : les achats, ventes, conversions, renouvellement, transferts, mutations de valeurs françaises, le paiement de coupons de valeurs diverses, les dépôts en comptes courants, les négociations des obligations de la Ville de Paris et du Crédit Foncier, les achats et ventes des Fonds d'Etat français.

Il est évident que l'achat et la vente au comptant de valeurs françaises et le paiement des coupons des titres négociables par eux donnent aux trésoriers-payeurs

généraux un bénéfice qui, quelque minime qu'il soit, est enlevé aux banquiers.

D'autre part, ils peuvent au même titre que les établissements de crédit ou banquiers, recevoir des fonds en dépôt, auxquels ils bonifient un certain intérêt, inférieur à celui que le Trésor leur alloue, la différence entre les deux taux formant le bénéfice du trésorier-payeur.

Sans doute, ce dernier ne peut négocier d'effets de commerce, sans doute encore, il ne peut effectuer d'opérations qu'au *comptant*, sur des *valeurs françaises*, ne peut participer, à moins d'une autorisation spéciale, à aucune émission de valeurs, en dehors des obligations de la Ville de Paris et du Crédit Foncier.

Sans doute encore, les sommes provenant de dépôts particuliers ne peuvent être employées en achats de valeurs, en opérations d'escompte, et le montant en est limité chaque année, mais il n'en reste pas moins que les trésoriers-payeurs font œuvre de banquiers, et, par suite, concurrencent ces derniers.

Dans un article paru dans la *France Economique* (1), M. Parisy prétendait d'ailleurs qu'il y a là « un état de choses contestable en droit et regrettable en fait ».

Il nous faut mentionner la concurrence que les Monts-de-Piété peuvent faire aux banques locales grâce à la faculté qu'elles ont de faire des avances sur titres jusqu'à un certain chiffre qu'il est d'ailleurs actuellement question d'élever.

(1) Numéro du 7 septembre 1907.

CHAPITRE VIII

Evolution des banques locales. — Concentration. — Etude de quelques banques.

Nous verrons plus loin ce qu'ont fait ou ce que pourraient faire les banques locales pour se mettre en mesure de résister aux dangers qui les menacent.

Nous allons voir, dès maintenant, l'évolution qu'elles poursuivent et qui, comme en Allemagne, tend à la concentration, mais parfois sous des modalités différentes (1).

C'est ainsi que nous voyons, par exemple, la maison Gaillard, à Ercusble, acquise par le Crédit Lyonnais, et les maisons Lafargue et C^{ie}, à Bordeaux (1890), J. Fourgassié aîné, à Mazamet (1893), Ozanne, à Toulouse (1893), la Banque Rouennaise, à Rouen (1895) — qui avait déjà absorbé elle-même la maison Salles, Duval et Cⁱ, en 1886 — Deliziner, à Cognac (1897), Smith, à Monte-Carlo (1903), Merillion, à Pau et Vignes, à Troyes (1904), toutes absorbées par le Comptoir National d'Escompte.

(1) La concentration est régionale en France; elle tend vers les banques berlinoises en Allemagne.

Cela s'explique par ce fait que le Comptoir d'Es-compte a été le dernier venu des grands établissements de crédit, à un moment surtout où déjà concurrencées par le Crédit Lyonnais et la Société Générale, les banques locales ou tout au moins certaines d'entre elles, hésitaient à lutter plus longtemps.

D'autres fois aussi, il arrive qu'une banque locale importante, parvenue à un certain degré de prospérité, cherche à devenir régionale d'influence, et absorbe de petites banques dont elle fait ses succursales ou ses agences.

Ce furent les cas de :

La *Société Nancéenne* de Crédit Industriel et de Dépôts qui a absorbé en 1906 les banques Greff, à Pont-à-Mousson, et Fordoxel, à Longuyon.

Elle a de plus ouvert le 1^{er} novembre 1907, un nouveau bureau à Conflans.

En 1907, elle a acquis la Banque de Meurthe-et-Moselle (H. Thomas et C^{ie}), à Nancy et cette session a eu lieu le 1^{er} janvier 1908.

La *Banque de Bordeaux* a absorbé plusieurs petites banques de la région du Sud-Ouest et s'est ainsi créé des agences à Angoulême (1907) (1), Bergerac (1905), Blaye, Libourne (1^{er} mai 1907), Royan (1906), Sarlat (1906), Sainte-Foy-la-Grande (1905).

La Banque de Bordeaux n'est elle-même que l'an-

(1) Par l'absorption de la maison Durandean, à Angoulême.

cienne maison Soula de Trincaud la Tour et C^o, transformée en société anonyme.

Elle possède une agence à Paris.

Le *Comptoir d'Escompte de Mulhouse* a, en 1907, pris la suite de la maison de banque Parisot et C^{ie}, à Plombières, laquelle possédait des bureaux à Bains, au Val-d'Ajol, à Xertigny et à Saint-Loup.

De plus, poursuivant le développement de son réseau d'agences, il a, en novembre 1907, créé une succursale à Remiremont.

Il avait auparavant, en avril, installé une succursale au Havre, et en mai 1906, une autre à Belfort, et possède des agences à Besançon, Colmar, Troyes et Saint-Dié.

Nous pourrions citer ainsi bien d'autres cas de concentration, la plupart d'ailleurs assez récents.

Nous ne pourrions guère donner par contre, d'exemples de banques (1) qui se soient créées de toutes pièces dans une localité ou dans une région sans prendre la suite d'une maison.

Citons cependant la Banque du Sud-Est, à Nice, fondée en 1905, au capital de 1 million, et sa filiale, la Banque Courdesse, à Monaco ; la Banque de Barcelonnette, fondée en 1895, au capital de un million.

(1) Nous ne parlons naturellement que de banques sérieuses, car il se fonde à tout instant aux quatre coins du territoire, des banques fort peu recommandables et qui disparaissent d'ailleurs aussi vite qu'apparues, mais en emportant souvent l'argent à elles confié par des clients trop peu prudents.

Parmi les banques de province qui se sont acquis une influence régionale, il nous faut mentionner également la Société Marseillaise qui possède une succursale à Paris; la Caisse de Crédit de Nice (1), qui a une agence à Gênes (Italie), et des succursales à Draguignan, Grasse et Port-Maurice (Italie); la Banque Privée, de Lyon, avec ses succursales de Marseille, Grenoble, Saint-Etienne, Villefranche, Tarare et de Paris, ou pour mieux dire, ses *trente-deux* agences ou sous-agences.

Citons aussi les maisons Arnaud-Gaidan et C^{ie} (Nîmes, Béziers, Alais, Avignon); la Banque de Mulhouse (Mulhouse, Belfort, Epinal, Colmar); la Banque du Nord (Lille, Amiens, Cambrai); Chalus frères (Clermont-Ferrand, Ambert, Issoire, Riom); le Comptoir d'Escompte de Mulhouse (cité plus haut); Herbulot et C^{ie} (Charleville, Rethel, Attigny), et la Banque Lilloise (Ed. Riondel), (Lille, Valenciennes, Abbeville, Charleville, Saint-Quentin, Paris).

Les banques de province ne se sont pas contentées d'accroître leur influence par la création de succursales ou d'agences.

Elles ont en général augmenté leur capital afin de répondre aux exigences des affaires qu'elles entrepre-

(1) La Caisse de Crédit de Nice présente ce caractère particulier qu'elle est la seule banque française qui possède, par la vertu des traités, le droit d'avoir des succursales en Italie. Elle existait en effet avant 1860, époque de l'annexion du comté de Nice à la France.

naient et cela prouve de leur part une activité que M. Saurel (1) ne remarquait pas encore en 1901.

C'est ainsi que dans ces trois ou quatre dernières années et souvent dans la seule année 1907, nous voyons :

1. Le Comptoir d'Escompte de Mulhouse porter son capital de 8.125.000 francs à 10 millions en juin 1906, puis à 15 millions en septembre 1907.

2. La Caisse de Crédit de Nice de 5 à 10 millions (juin 1907).

3 La Société Marseillaise, de 30 à 50 millions (juin 1906).

4. La Banque de Bordeaux porter le sien à 16 millions.

5. La Société Nancéienne, de 30 millions à 60 millions (1908). Il faut noter que sur les 30 millions, 22 millions 500.000 francs n'ont pas été appelés.

6. La Banque de Nancy a décidé le 22 novembre 1907, une nouvelle élévation de son capital, qui, déjà, avait été élevé à 2 millions de francs en mai 1907.

7. La Banque Privée de Lyon, de 10 à 20 millions en 1907.

8. La Banque de Strasbourg, de 6 millions à 8 millions en 1906 — etc., etc.

Cette augmentation de capital dans de nombreuses banques qui se poursuit actuellement, est une des formes de la concentration.

Elle prouve de la part des banques une activité, et en

(1) SAUREL, *op. cit.*

même temps, une capacité d'utilisation des ressources nouvelles ainsi obtenues par l'apport de nouveaux capitaux.

Cette utilisation ne peut être faite d'ailleurs que par les maisons qui ont compris qu'il fallait à des temps nouveaux des méthodes nouvelles et qui ont fait preuve d'initiative. Il est certain que bon nombre de banques locales sont obligées de faire preuve de grande prudence lorsqu'elles voient leurs opérations d'escompte stationnaire ou parfois en diminution; tandis que les opérations de crédit (avances, comptes débiteurs), augmentent sans cesse.

Il y a alors des risques d'immobilisation des capitaux qui ne sont pas sans inquiéter. M. Saurel les relevait en 1901, et force nous est de les relever à notre tour.

Nous avons pu en effet constater dans les bilans des 12 à 15 grandes banques locales, que l'on cite couramment, que bien souvent le montant des comptes débiteurs tendait à s'accroître, tandis que le portefeuille restait stationnaire ou diminuait, situation qui n'avait d'ailleurs rien d'accidentel.

Ainsi, à telle banque de la région du Sud-Est, tandis que le portefeuille oscille stationnaire entre 45 et 55 millions, les comptes débiteurs montent de 60 à 75 millions. Dans telle autre de la région de l'Est, l'écart entre le portefeuille et les comptes débiteurs est encore plus grand en proportion.

Nous devons cependant reconnaître que d'autres, telle la Société Lyonnaise, ont un portefeuille de beaucoup

plus important que leurs comptes débiteurs et qu'elles le maintiennent et l'accroissent même.

Mais la tendance générale serait à une exagération des comptes débiteurs dans les banques locales, tandis que l'escompte n'augmenterait que médiocrement .

Ces avances, ce n'est pas elles que nous critiquons, il s'en faut de beaucoup. Nous avons, au contraire, indiqué que c'était par elles que nos banques locales avaient souvent soutenu le commerce et l'industrie. Ce que nous blâmons, c'est leur exagération, leur disproportion par rapport au capital et au portefeuille. Ce sont des immobilisations que des comptes débiteurs et les banques pourraient, en cas de crise, s'en apercevoir à leur grand dommage.

Dans les chapitres que nous avons consacrés aux banques locales allemandes, nous avons déjà, par des tableaux, montré quelle était leur situation.

On a pu se rendre compte que chez elles où il n'y a pas de démarcation entre celles qui reçoivent des impôts et celles qui font des affaires, il existe parfois une forte disproportion entre leurs propres capitaux et ceux qui leur sont confiés.

Nous avons essayé de condenser en un tableau la situation de quelques-unes de nos banques locales françaises afin de permettre au lecteur de se faire une opinion.

Il n'est pas toujours facile de s'aventurer sur un sujet aussi brûlant que celui de la critique de la gestion d'une banque. Aussi préférons-nous laisser à ceux qui par-

DATES	BANQUES	CAPITAL nominal	CAPITAL non versé	RÉSERVES diverses
1905	Crédit du Nord.....	30.000.000	18.000.000	1.400.000
1906	—	30.000.000	18.000.000	1.900.000
1905	Société Marseillaise.....	30.000.000	5.600.000	8.000.000
1906	—	30.000.000	5.412.500	10.000.000
1905	Société Nancéienne.....	30.000.000	22.500.000	4.400.000
1906	—	30.000.000	22.500.000	»
1905	Comptoir des Ardennes...	25.000.000	12.500.000	650.587
1906	—	25.000.000	12.500.000	796.127
1904	Société Lyonnaise.....	30.000.000	22.500.000	3.700.000
1905	—	30.000.000	22.500.000	3.750.000
1905	Banque Privée.....	10.000.000	»	1.000.000
1906	—	20.000.000	6.977.250	1.100.000
1905	Banque de Bordeaux.....	16.000.000	1.000.000	1.370.000
1906	—	16.000.000	»	1.500.000
1905-06	Compt. d'Esc. de Nancy..	5.000.000	»	137.500
1906-07	—	5.000.000	»	185.000
1905	Crédit Havrais.....	8.000.000	4.800.000	841.000
1906	—	8.000.000	»	1.085.000
1904	Caisse de Crédit de Nice..	5.000.000	»	1.000.000
31 janv. 05	—	5.000.000	»	1.000.000
31 oct. 07	—	10.000.000	»	2.000.000
1904-05	Banque de Nancy	1.000.000	»	8.000
1905-06	—	1.000.000	»	23.000
1906-07	—	2.000.000	»	30.000
1905-06	Compt. d'Esc. Fougères..	1.000.000	700.000	234.000
1906-07	—	1.000.000	700.000	260.000
1905-06	Banque Renault, Nancy..	5.000.000	1.658.000	734.550
1906-07	—	10.000.000	4.067.000	838.377
1905	Compt. Esc. de la Sarthe..	1.000.000	»	269.936
1905	Banque Strasbourg <i>Marks</i>	6.000.000	»	880.000
1906	—	8.000.000	»	1.282.000
1906	Compt. d'Esc. Mulhouse..	8.125.000	»	1.800.000
1905	Banque Barcelonnette (1).	1.000.000	»	240.000
1904	Caisse Lécuyer.....	12.000.000	6.000.000	245.000
1905	—	12.000.000	6.000.000	302.000

(1) Nous avons donné un état aussi complet que possible de cette Banque depuis sa fondation, page 13.

PORTE- FEUILLE (effets)	COMPTES débiteurs (clients)	AVANCES sur titres ou garanties	DÉPOTS ET COMPTES créditeurs (clients)	BONS à échéance	DIVIDENDE
47.648.117	14.931.276	18.144.717	22.601.249 + 50.547.951	»	6 %
38.051.054	16.503.932	25.401.531	21.132.302 + 44.767.182	»	7 %
54.328.424	39.918.000	21.778.000	75.495.000 + 7.416.000	»	»
49.777.632	45.539.974	31.464.581	69.598.230 + 7.191.441	»	»
8.183.354	22.921.293	24.873.088	10.396.000 + 36.890.956	»	»
8.070.459	22.144.176	27.443.458	11.249.883 + 45.179.380	»	10 %
»	»	»	»	»	7.75 %
45.804.000	12.000.000	»	1.766.000 + 49.000.000	»	7.65 %
40.803.635	4.433.113	9.463.657	43.751.000	»	»
43.279.905	3.628.961	6.551.967	44.354.935	»	»
15.401.353	10.674.267	3.500.000	28.265.717	1.760.386	»
22.355.734	9.873.154	4.520.000	35.928.842	2.510.185	5 %
12.717.838	8.860.188	»	12.144.590	148.294	5.50 %
12.190.707	9.656.066	»	14.089.906	90.994	»
2.651.870	5.025.393	»	? + 4.802.510	»	5.50 %
3.116.000	5.076.033	»	? + 5.267.878	»	»
10.500.000 (1)	»	»	4.763.000 + 2.815.000	»	6 %
13.000.000 (2)	»	»	5.401.375 + 2.247.000	»	»
11.260.842	9.000.000	568.000	13.000.000	4.233.567	»
10.900.000	8.500.000	450.000	9.500.000	3.645.000	»
7.000.000	8.610.000	1.369.000	12.800.000	2.688.000	»
»	»	»	»	»	5 %
372.442	999.367	»	? - 999.367	»	5 %
579.679	1.496.178	»	? - 1.496.178	1.712.500	»
2.203.700	1.077.344	»	780.000 + 1.010.441	1.805.000	8 %
1.995.692	1.087.250	»	543.800 + 1.259.377	»	9 %
3.910.985	10.193.756	»	9.988.790	»	6 1/4 %
5.925.435	11.277.475	»	11.012.463	»	6 1/4 %
»	»	»	»	»	8 %
5.883.174	18.729.980	»	16.508.247	»	»
7.715.161	18.382.149	»	14.927.784	»	»
15.495.000	»	»	17.537.924	2.892.556	8 %
175.645	»	»	84.920.150	»	4 %
10.031.323	23.494.000	»	4.872.000 + 23.350.000	»	»
12.082.589	26.464.000	»	5.079.531 + 27.820.000	»	»

(1) Dont 5.753.000 de warrants.

(2) Dont 4.114.000 de warrants.

courent ces tableaux, le soin de voir les points faibles et de les noter.

Notre relevé ne sera pas aussi complet que pour l'Allemagne et si la raison en est que le temps nous a manqué pour le rendre complet, il faut dire également à notre décharge, que les banques privées sont encore à l'heure actuelle en France plus nombreuses que les banques par actions (contrairement à ce qu'il en est en Allemagne), et que ces banques privées ne livrent pas volontiers le relevé de leurs opérations, ni ne publient leurs bilans même annuels.

Nous espérons cependant que les indications que nous donnons sur le capital, les réserves, le portefeuille, le dividende, paraîtront intéressants et de nature à éclairer quelque peu le problème à l'étude duquel nous avons consacré ce travail.

Ce tableau, à lui seul, permettrait de se rendre compte de la situation d'un certain nombre de nos banques locales.

A vrai dire, des établissements comme la Société Marseillaise, voire même le Crédit du Nord et la Banque Privée de Lyon, ont quelque peu perdu leur caractère autrefois marqué de banques locales.

Tant par le chiffre de leur capital que par le nombre de leurs agences ou encore par la nature des opérations auxquelles elles se livrent, elles ont acquis le caractère d'établissements de crédit provinciaux secondaires, surtout depuis que ces établissements ont un siège à Paris.

Cependant, nous les considérons ici encore comme

banques locales à raison de leur influence régionale en province et de l'appui qu'elles donnent parfois à l'industrie et au commerce de leur région.

En ce qui concerne le Crédit Havrais, il est à remarquer la place importante que prend dans son portefeuille la partie warrants.

C'est un fait à signaler, d'ailleurs, que l'activité des banques locales de la place du Havre en ce qui concerne les warrants.

Pour les banques de l'Est, Banque de Nancy, Banque Renault, Société Nancéienne, il ne faut point s'étonner de voir les comptes débiteurs de beaucoup supérieurs au portefeuille. Ce sont des banques d'affaires qui jouent un rôle très appréciable, très utile et très rémunérateur, dans une région industrielle que de nouvelles découvertes dans le domaine minier vont encore développer davantage.

Ayant ainsi permis d'apprécier quelle avait été la gestion de quelques-unes de nos banques locales, nous aurions pu nous en tenir là.

Cependant, nous avons pensé qu'une étude brève consacrée aux quelques banques dont nous avons parlé, illustrerait utilement cette partie de l'ouvrage.

Il sera ainsi plus aisé encore de voir que certaines banques se sont adonnées à la branche titres, que d'autres ont surtout commandité les affaires industrielles, que la plupart, enfin, ont vu leur chiffre d'affaires augmenter.

On pourra un jour juger avec le recul du temps, l'in-

fluence que la concentration d'une part, le groupement en syndicat d'autre part, ont pu avoir sur les méthodes suivies par nos banques locales.

Il semble bien en tous cas que depuis la création du Syndicat des Banques de Province, la branche titres a été organisée ou mieux développée dans beaucoup de nos banques locales en même temps qu'elles disposaient de renseignements plus sûrs et plus nombreux sur la plupart des affaires dont les titres se négocient.

I. — *Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts*

Cette banque, qui, en réalité, ne peut presque plus être considérée comme une banque locale, a été fondée en 1865 et a procédé depuis à des augmentations de capital qui ont porté ce dernier à 30 millions.

Ses opérations ont pris, dans ces dix dernières années un très grand développement que ni la guerre russo-japonaise, ni les grèves de Marseille n'ont affecté.

A la fin de 1903, bilan total : 107 1/2 millions — fin 1904, 128 3/4 millions — fin 1905, 154 3/4 millions — fin 1906, 165 millions 1/4.

Le chiffre moyen des effets en portefeuille de fin 1903 à fin 1906, a augmenté de 33 1/2 à 45 millions; le montant moyen des comptes de dépôts de 43 1/2 à 65 millions.

L'importance des dépôts était en 1896 de 30 millions, à la fin de 1903, de 43 millions, à la fin de 1904, de 56

millions, fin 1905, de 75 millions 1/2, fin 1906, de 69 millions 1/2.

Les avances sur titres, les comptes courants ont également progressé dans d'importantes proportions. Les avances sur titres et les reports ne s'élevaient encore qu'à moins de 11 millions fin 1901. Le total de ces deux comptes a atteint 31 millions 1/2 fin juin 1906; les comptes courants et crédits sur garanties ont passé de 22 millions en 1899 à 45 millions 1/2 fin 1906.

En tant que la Société Marseillaise a conservé son caractère de banque locale, elle a pour les opérations de banque proprement dites, son champ principal d'activité à Marseille et dans la région marseillaise.

Mais par sa succursale de Paris, elle est en relations suivies avec les groupes financiers importants de la capitale et participe à toutes les grandes opérations financières sur cette place.

Il en a été ainsi en 1904 et voici au moins les principales des opérations auxquelles la Société Marseillaise a participé cette année-là.

Emissions d'actions : Priorité Messageries Maritimes et Compagnie Générale Transatlantique, Banque de Salonique, Banque Nationale de Cuba, Compagnie Galiciéenne des Mines. Emission d'obligations : Ville de Paris 1904; Chemins de fer helléniques 4 p. 100; 5 p. 100 Bulgare 1904; Energie électrique, 5 p. 100; Maroc, 5 p. 100; Cuba, 5 p. 100; Suédois, 5 p. 100, etc.

Elle a concouru en 1905 à créer avec la Banque de l'Union Parisienne et deux maisons étrangères, la So-

ciété Privilégiée pour favoriser la Production et le Commerce du raisin de Corinthe.

On peut ainsi se rendre compte que la Société Marseillaise est devenue en quelque sorte un établissement de crédit en même temps qu'elle perdait de son caractère de banque locale.

La Société a su profiter de l'activité économique de l'année 1906, laquelle a notamment favorisé la place de Marseille, dont le trafic maritime a atteint un chiffre jusqu'alors inconnu et qui, par le succès de son exposition coloniale, a heureusement manifesté la puissance de son commerce et de son industrie.

II. — *Banque de Bordeaux*

Cette société qui a repris la suite de la maison de banque Soula de Trincaud Latour, est au capital de 16 millions et possède plusieurs succursales ou agences dans la région bordelaise.

En 1902-03, la crise commerciale et financière avait eu une influence sur les bénéfices de la Banque, d'autant plus que la catastrophe de la Martinique avait fait perdre près d'une centaine de mille francs à la Banque de Bordeaux. Depuis, la situation s'est fort améliorée.

Un mouvement total des affaires a été de 1.739.010.255 francs en 1906, contre 1.016.000.000 en 1905.

Le chiffre d'effets entrés en portefeuille (703.630), en 1906, est le plus important qui ait été atteint depuis la fondation de la Société. Le rapport du conseil d'admi-

nistration constatait que les affaires commerciales de la région bordelaise, sauf dans la branche vinicole avaient été très actives en 1906.

La Banque de Bordeaux s'est en outre intéressée à un certain nombre d'opérations financières dans lesquelles elle a obtenu des participations qui toutes, lui ont laissé des bénéfices appréciables et dont le succès auprès de sa clientèle a eu pour conséquence le développement du service des titres.

Elle a participé notamment à la création à Valence (Espagne) du Banco Commercial Espanol auquel elle a cédé son agence de Jerez.

Elle vient de procéder à l'émission des actions de la Société Anonyme des Eaux de Bidas (Landes).

Par ses agences d'Angoulême, Bergerac, Blaye, Libourne, Royan, Sarlat et Sainte-Foy-la-Grande, elle tend de plus en plus à réaliser son programme qui est de devenir une banque régionale.

Disons enfin que la Banque de Bordeaux avait été chargée de la partie financière de l'Exposition maritime de Bordeaux en 1907. Elle possède une agence à Paris.

Il est à remarquer que parmi les administrateurs de la Banque se trouve M. M. Baeyens, administrateur de la Banque de l'Union Parisienne, de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits, gouverneur de la Société Générale de Bruxelles.

D'autre part, les actions de la Banque de Bordeaux sont cotées à Bruxelles et se trouvent dans maints portefeuilles de sociétés belges. Il y a là une situation inté-

ressante et un exemple « à l'allemande » de participations financières qui, à notre avis, se développeront en France.

III. — *Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts*

Cette banque au capital de 30 millions, dont la *Circulaire Renauld* disait qu'elle est une forteressè puissante dans le camp des banques locales indique par le seul énoncé de son titre la branche particulière des opérations auxquelles elle se livre de préférence; située dans une région industrielle dont le développement est remarquable, elle a participé à de nombreuses émissions de valeurs régionales et locales dont, notamment en 1906 :

Constitution de la société « La Mécanique moderne », et de la société « Le Gravet »; augmentation du capital de la société des Hôtels réunis de Vittel; émission d'obligations de la Brasserie l'Union, de la société Marchéville-Daguin, de la société générale des Eaux minérales de Vittel, de la société des Anciens établissements Dietrich (de Lunéville), etc., etc.

Ces diverses opérations ont eu un plein succès et n'ont pour la plupart pas laissé d'immobilisation même momentanée.

La Société est intervenue également dans de grandes émissions étrangères à la région nancéienne et notamment en prêtant son concours à la constitution de la

société des Chemins de fer des Alpes Bernoises (1), elle a conscience, dit le rapport du conseil d'administration « d'avoir coopéré à une œuvre de grande envergure qui sert bien les intérêts français et ceux de notre contrée en particulier ».

La Société Nancéienne possède un réseau d'agences et a décidé l'augmentation progressive de son capital à 60 millions, en raison surtout de la reprise, à partir du 1^{er} janvier 1908, de la Banque de Meurthe-et-Moselle.

Il est à noter que parmi les administrateurs de la Société Nancéienne, se trouvent MM. Thomas, gérant sortant de la Banque de Meurthe-et-Moselle et M. de Saintignon, président du Comptoir métallurgique.

IV. — *Banque Privée Industrielle, Commerciale, Coloniale, Lyon-Marseille*

Cette banque a élevé en 1906 son capital de 10 à 20 millions de francs pour faire face au développement de ses affaires qui s'est traduit d'une part dans l'augmentation de ses affaires de banque par l'accroissement des comptes de dépôts et des comptes d'escompte (Voir notre tableau), d'autre part, dans l'augmentation de ses affaires financières, par l'élargissement du cercle de ses rapports avec les autres maisons et la création de relations nouvelles pouvant la faire participer aux opérations internationales. Dans ce dernier ordre d'idées, la

(1) Emission faite par les soins de la Caisse centrale du Syndicat des Banques de Province.

Banque n'a pas hésité à donner aux principales maisons étrangères qui se sont jointes à elles, une représentation effective dans son conseil, par la nomination de nouveaux administrateurs.

Voici donc un nouvel exemple de cette coopération, de ces co-participations financières de banques — système allemand — telles que nous prévoyons les voir s'acclimater en France.

Le total du bilan de la Banque Privée est passé en 1906, de 46 à 70 millions de francs; l'augmentation du mouvement de la caisse s'est élevé à 100 millions, celle du mouvement du portefeuille à plus de 200 millions; le chiffre des dépôts de 28 à 36 millions. La progression affaires sociales a été favorisée par la création de nouvelles agences et sous-agences, dont le nombre est maintenant de trente-deux; d'autre part, le bureau de Paris a été transformée en succursale.

Les affaires financières ont également apporté leur contingent à l'exercice 1906.

La Banque Privée a participé à la plupart des grandes opérations de l'année : conversion de la Rente italienne, Emprunt russe, Emprunt suédois, Emprunt de l'Etat de Berne et de celui de Zurich.

Elle a également prêté son concours à diverses émissions d'obligations telles que celles du Chemin de fer de Saint-Etienne-Firminy, Rive-de-Gier, du port de Para, des Alpes bernoises.

Elle a coopéré enfin à l'augmentation de capital de la

société Electro-Métallurgique de Froges, de la société Bergougnan et de la Compagnie agricole du Nil.

V. — *Crédit du Nord*

Le Crédit du Nord, installé à Lille, Roubaix et Paris, et dont le capital est de 30 millions de francs, dont 18 millions non versés, a distribué en 1906 un dividende de 7 p. 100 brut contre 6 p. 100 net, en 1905 (1).

L'augmentation des affaires sociales peut s'apprécier par comparaison.

C'est ainsi que les paiements de caisse ont passé de 551.680.637 fr. en 1896 à 1.451.108.250 fr. en 1906.

Les entrées de portefeuille, qui atteignaient 411.388.939 francs en 1896, ont plus que doublé (cependant le poste du portefeuille au 31 décembre 1906, n'est que de 38 millions, contre 47 millions 1/2 au 31 décembre 1905); le mouvement général des comptes est trois fois plus important qu'en 1896 où il représentait 969.465.665 fr. ; même progression pour le montant des titres en dépôt, de 94.738 en 1896, de 236.836 en 1906, et pour leur valeur de 52.044.445, il y a dix ans, maintenant presque triplée.

Nous ne connaissons pas la nature des titres en porte-

(1) La Société avait, jusqu'en 1905, payé directement l'impôt sur le revenu, mais, à l'exemple de la plupart des sociétés similaires et dans l'intérêt des actionnaires, elle a cru devoir rompre avec cette tradition.

feuille de la Banque, ni la nature de ses participations, mais le poste est insignifiant au bilan.

Le Crédit du Nord a participé en décembre 1907, à l'émission d'obligations 4 1/2 p. 100 de la société l'Energie électrique du Nord.

VI. — *Comptoir d'Escompte de Nancy*

Cette banque dont le capital est de 5 millions, dont 2.385.000 non versés, a distribué un dividende de 5.70 p. 100 en 1907.

DIVIDENDES

1903-04	Fr. 20 »
1904-05	26 »
1905-06	27 50
1906-07	28 50

C'est l'ancienne maison Levy Mees et C^{ie} qui a été transformée en société anonyme.

Au 31 mars 1907, la société avait pour 58.625 francs de titres en portefeuille contre 49.862 francs en 1906. Son portefeuille (effets) avait augmenté de 2.561.000 fr. à 3.416.000 fr. Ses bénéfices marquent une progression constante, régulière et de bon aloi.

Il va sans dire que pour les postes de bilan que nous n'étudions pas, nous renvoyons aux situations établies dans notre tableau.

VII. — *Banque Renauld et C^{ie}, à Nancy*

Cette banque représente le modèle-type de la banque active d'une région industrielle. Son capital élevé en

1906 à 10 millions (dont 4.067.000 non versés), va lui permettre d'accroître sa puissance et son activité.

Elle a émis en décembre 1907 les titres des Forges et aciéries du Chili, après avoir procédé à l'émission de nombreux titres des sociétés industrielles de la région du Nord-Est.

	Chiffres d'affaires	Bénéfices bruts
1902-03.....	408.008.933	453.375
1903-04.....	405.758.068	477.606
1904-05.....	440.686.000	502.848
1905-06.....	476.899.000	545.747
1906-07.....	607.183.000	684.326

Le total du bilan a passé de 16.270.000 francs en 1905-1906, à 22 millions et demi en 1906-07.

Le portefeuille est en augmentation de un million; les réserves sont prudemment dotées.

La Banque Renauld n'a pas hésité à quitter un local qu'elle considérait comme inconmode pour transférer ses bureaux dans un immeuble qui sera mieux approprié aux exigences modernes de la Banque et plus en harmonie avec le développement de ses affaires.

VIII. — *Banque de Nancy*

Le capital de un million en 1905-06, élevé en 1906 à deux millions, doit être porté en plusieurs fois et par tranches, à cinq millions. Cette mesure est justifiée à la fois par le développement continu et l'augmentation progressive des affaires et par le transfert prochain des bureaux dans un nouvel immeuble acquis par la Banque.

Le dividende est de 5 p. 100; le chiffre d'affaires de 1906-07 s'est élevé à près de 70 millions contre 52 millions et demi en 1905-06, et 40 millions environ en 1904-1905. Le bilan total est monté de 2 millions en 1905-06 à 3 millions et demi en 1906-07.

Les bénéfices sont en progression régulière et constante, les réserves sont très bien dotées par rapport au capital versé.

Cette banque est destinée, comme la Banque Renault, la Société Nancéienne et le Comptoir de Nancy, à profiter du développement industriel de la région (1).

IX. — *Société Lyonnaise de Dépôts de Comptes-Courants et de Crédit industriel*

Le capital en est de 30 millions, dont 22 millions et demi non versés. Les réserves s'élèvent à 3.750.000 fr. Les bénéfices sont en augmentation, le portefeuille-effets aussi.

X. — *Crédit Havrais*

Capital : 8 millions, dont 4.800.000 fr. non versés. — Réserves de plus d'un million, dividende de 6 p. 100. Le

(1) Les banques de la région lorraine sont si actives qu'on a calculé que dans la Meurthe-et-Moselle seule, le chiffre d'affaires réalisé en 1904 par les banques locales de ce département se totalise par 2 milliards 800 millions, tandis que le chiffre d'affaires des agences de sociétés de crédit étrangères au département n'atteignait que 900 millions, soit une différence des deux tiers en faveur des banques locales (Cf. *France Economique*, 19 décembre 1905, p. 1148).

Crédit Havrais est une des nombreuses banques qui ont installé un système de coffres-forts et qui, d'ailleurs, amortissent immédiatement.

Le mouvement général des opérations en 1905 s'est élevé à plus d'un million.

Il faut remarquer la part que prennent les warrants dans le portefeuille-effets de cette banque. Sur 10.500.000 francs de portefeuille au 31 décembre 1905, 5.753.000 francs représentent des warrants.

Sur 13.000.000 au 31 décembre 1906, 4.114.000 francs en warrants.

XI. — *Comptoir d'Escompte de Fougères*

Maison Heude, Vitu et C^{ie}

Le capital est de 1.000.000, dont 700.000 francs non appelés, soit seulement 300.000 francs de capital et, d'autre part, 260.000 francs environ de réserves.

La situation de cette banque est des meilleures.

La Banque possède en portefeuille titres, 43.000 francs de Rente Hellénique et 6.500 francs d'obligations à court terme du Trésor français. Son portefeuille-effets se tient aux environs de 2 millions. Les bénéfices sont en augmentation de seulement 300.000 francs. Le dividende est de 8,66 p. 100 au capital versé.

XII. — *Banque de Barcelonnette*

Cette banque d'un capital de un million fait preuve d'une activité remarquable, perdue qu'elle est dans un pays de peu de ressources et où les banques sont rares, faute d'affaires.

Il est vrai qu'un certain nombre de familles de cette région — après fortune faite au Mexique — sont revenues s'établir dans leur pays natal et y font fructifier leurs capitaux par l'intermédiaire de la banque de Barcelonnette.

Nous voyons en effet que les dépôts en 1904-05 s'élevaient à 850.000 francs et les intérêts dus sur dépôts à 19.000 francs, soit une moyenne de 2.24 p. 100.

Les titres en portefeuille étaient de 863.070 francs, chiffre élevé qui représente d'ailleurs, dit le rapport des valeurs de tout repos et d'une négociation courante : actions et obligations de chemins de fer français et actions d'établissements financiers de premier ordre.

La situation très intéressante à étudier de cette banque nous a amené à donner un état assez complet de ses opérations au début de cet ouvrage.

Nous y renvoyons donc.

XIII. — *Comptoir des Ardennes*

Capital de 25 millions, dont la moitié seulement de versés.

C'est la maison Claude Lafontaine, Martinet et C^{ie}, désignée sous le nom de Comptoir des Ardennés, qui est installée à Charleville et à Paris.

Ses réserves sont de 800.000 francs, son dividende de 7.65 p. 100 pour 1906, son bilan total s'élève à 77 millions.

XIV. — *Banque de Strasbourg*
(Ch. Stæhling, L. Valentin et C^{ie})

XV. — *Comptoir d'Escompte de Mulhouse*

Ces banques devenues allemandes depuis 1870-71, sont cependant restées françaises, tant par leurs relations avec l'ancienne patrie attestées par les agences qu'elles y ont gardées et les affaires qu'elles y font que par la composition française de leurs conseils d'administration.

C'est pourquoi elles paraissent dans notre tableau de banques locales françaises, après avoir paru parmi les banques allemandes.

Le chiffre d'affaires de la *Banque de Strasbourg* s'est élevé en 1906 à 725 millions de marks contre 676 millions en 1905. Son capital est de 8 millions, contre 6 en 1905.

Son portefeuille-effets est passé de 5 millions trois-quarts à 7 millions trois-quarts en 1906; ses actions et parts industrielles se maintiennent autour de 1.500.000 marks.

Le chiffre d'affaires du *Comptoir d'Escompte de Mul-*

house s'est élevé en 1905 à 1.505.183.676 francs contre 1.321.442.619 francs en 1904 et seulement 171 millions en 1887.

Le Comptoir possède en France un certain nombre de succursales dont le nombre vient de s'augmenter cette année même par l'absorption de la maison de banque Parisot et C^{ie}, à Plombières.

Il a en outre en décembre 1907 constitué une agence à Tonnerre (Yonne) en reprenant la maison établie par M. Sappin banquier à Auxerre; cette agence dépendra de la succursale de Troyes.

Il distribue régulièrement 8 p. 100 de dividende depuis 1887. La Société a environ 2 millions de réserves, soit 20 p. 100 du capital.

XVI. — *Banque de Mulhouse*

Cette maison qui a des succursales à Belfort, Epinal et Colmar, a distribué 8 p. 100 de dividende en 1905.

Ce dernier exercice cependant n'a pas été particulièrement favorable aux affaires de la société qui a pu cependant maintenir ses bénéfices à peu de chose près. La méfiance causée par les incertitudes politiques a amené surtout pendant les huit premiers mois, une accumulation énorme de capitaux dont il a été impossible de tirer avantage, les industries, vu la cherté des matières premières, ne s'étant approvisionnées qu'avec une extrême prudence et, par suite, n'ayant eu recours à la banque que dans une mesure plus restreinte que par le passé.

Cette banque a émis en décembre 1907 les actions de la Société Laitière de Belfort.

XVII. — *Comptoir de la Sarthe*

Cette société, d'un capital de un million de francs, possède des réserves s'élevant à plus de 270.000 francs, et a distribué, en 1905, un dividende de 8 p. 100.

Ayant ainsi étudié la situation générale des banques locales et l'état particulier d'un certain nombre d'entre elles, nous aurons, pensons-nous, donné des indications suffisantes pour se faire une opinion sur leur évolution véritable.

Il leur faut beaucoup de prudence dans leur gestion, et ce qu'il leur faut surtout, c'est ne pas s'enliser dans la pratique de vieilles méthodes qui seraient un anachronisme aujourd'hui.

Beaucoup l'ont compris, toutes peut-être, parmi celles que nous avons étudiées.

Les autres suivront, car un bon exemple finit toujours par être suivi : la tâche seule de donner l'exemple est parfois malaisée.

Il nous faut indiquer maintenant quelles sont les deux voies principales où l'on a souhaité voir les banques françaises s'engager, afin de pouvoir lutter avantageusement.

Ces deux voies : le placement des valeurs mobilières et le groupement fédératif, la majorité s'est mise depuis peu à les suivre, et en examinant plus loin de quelle façon, nous aurons l'occasion de constater que, jusqu'ici, elles n'ont pas eu l'occasion de s'en plaindre.

CHAPITRE IX

Les Remèdes

Le placement des valeurs mobilières

Il est une chose digne de remarque, c'est que, une fois sur trois, lorsque vous parlez de valeurs mobilières à un banquier de province, il évite toute discussion et pour cause. Il n'entend rien à tout ce qui touche la branche titres.

Et là réside pour nous une des principales causes d'infériorité du petit banquier.

Ce dernier connaît bien notre fonds national du 3 p. 100 et les actions ou obligations de nos grandes compagnies de Chemins de fer, il n'ignore pas les principaux fonds étrangers, Russe ou Italien, mais sortez-le de ces quelques valeurs, et vous serez frappé de son ignorance ou de son indifférence.

Il semble que le placement des valeurs mobilières ne relève pas de la banque.

Il y a là une erreur d'autant plus grande que bien des banquiers blâment ceux qui ont abandonné ces er-

rements et les accusent, épousant ainsi ces préjugés du public, de « spéculer à la Bourse ».

Il est des gens qui n'ont pas encore voulu comprendre que le fait d'acheter comptant une valeur de placement, alors même qu'on escompte sa hausse en Bourse, n'est pas de la spéculation, mais au contraire, une opération parfaitement régulière, intelligente et ne comportant pas plus de risques que n'en comportent bien d'autres opérations qu'on se garde bien de critiquer.

Le public est aujourd'hui habitué aux valeurs mobilières. Il ne les méprise plus comme autrefois et il est heureux de se constituer un portefeuille.

La diffusion s'est opérée : Quel n'est pas le petit rentier, le petit capitaliste, le fonctionnaire, dont le faible capital nécessite un emploi particulièrement intelligent, qui n'ait pas rêvé de s'acheter plus tard, au fur et à mesure de ses économies, quelques titres d'un revenu moyen — et mobilisables ?

Toute cette clientèle s'est adressée aux établissements de crédit, parce qu'eux seuls lui offraient ces placements.

Et en effet, les banquiers de province ont adressé leurs clients à leurs concurrents ou tout au moins aux agents de change, ce qui impliquait ainsi pour eux deux comptes distincts, deux banques pour ainsi dire, et embrouillait par conséquent la tenue de leurs comptes et l'encaissement de leurs revenus.

C'était livrer leur clientèle aux établissements de crédit qui leur offraient toutes facilités pour les place-

ments de titres et l'encaissement des coupons et achevaient de les attirer par une réclame habile, par une installation et un confort parfait, l'encaissement gratuit des coupons et l'aménagement de coffres-forts installés.

Mais cette organisation pêche par un côté qu'il sera facile aux banquiers d'exploiter et dont il faut bien qu'ils se persuadent, pour prendre conscience de leur force, c'est le manque d'individualité.

Le capitaliste n'aime pas le changement. Il est désorienté de ne pas rencontrer aux guichets des titres toujours le même employé, mais au contraire un nouveau, auquel il sera obligé de donner à nouveau des indications sur son portefeuille et sa fortune en général.

N'est-il pas probable infiniment que si les banquiers locaux, amis des capitalistes de la région avec lesquels ils sont en rapports constants s'étaient mis eux aussi à faire du titre, ces derniers et la petite clientèle dont nous parlions tantôt, se seraient adressés à eux, qu'ils étaient à même de connaître, plutôt qu'aux grands établissements et ne voit-on pas les bénéfices que les petites banques auraient pu retirer de l'addition à leurs opérations primitives, d'une nouvelle branche plus fructueuse et comportant quoique l'on dise, moins d'aléa.

Un client passe un ordre de bourse, un achat par exemple. Il est amené à se faire ouvrir un compte de dépôt, auquel il verse la couverture de l'achat. Il se passera au moins cinq jours, souvent bien plus, surtout si l'ordre est « limité » quant au prix, avant que l'argent

de change soit réglé. Durant tout ce temps, l'argent déposé travaille, et au profit de qui ? au profit de la Banque. Ce n'est pas tout. Les titres une fois achetés, sont laissés en dépôt à la Banque. Dans ce cas, le montant des coupons détachés vient grossir le compte de dépôt. Si la somme n'est pas employée pour le client, la Banque la fait travailler à son profit, dans le cas contraire, c'est-à-dire si la somme est employée en titres mobiliers, le banquier touchera une commission variable, mais qui n'en sera pas moins un bénéfice appréciable.

Il est aisé de voir tout de suite quels bénéfices les banques privées abandonnent aux grands établissements de crédit, en renonçant à « faire du titre ».

Et que l'on ne croie point qu'il soit impossible aux banques locales de lutter sur ce terrain avec les grands établissements.

Nous avons dit plus haut qu'il nous paraissait tout indiqué aux petites banques de faciliter la transformation en sociétés d'entreprises industrielles et commerciales et d'en placer les titres parmi leur clientèle. Il est certain que sur ce terrain, elles n'auraient pas de concurrence à craindre.

D'autre part, il se peut bien que les petites banques soient trop faibles pour entreprendre le placement de gros emprunts émis par des Etats étrangers ou de grosses entreprises, mais ne paraît-il pas qu'elles pourraient soit seules, soit par collaboration entre elles, par l'in-

termédiaire de leur groupement, émettre des titres d'emprunts plus modestes.

Il semble bien que là encore les établissements de crédit ne les concurrenceraient pas, étant donné que ces affaires excellentes pour de petites banques, à cause de la modestie même du chiffre de leur emprunt, ne conviendraient pas exactement pour la même raison à de grandes banques.

Il n'y a qu'à examiner les bilans des principaux établissements de dépôts, Caisse d'épargne, Banque de France, grands établissements de crédit, pour se rendre compte des sommes énormes que le public accumule, sans retirer parfois un intérêt suffisant.

Voici, par exemple, quel était le montant des dépôts faits dans les grands établissements de crédit français, à des dates récentes .

Comptes courants, dépôts et bons à vue.

	31 janvier 1907	1 ^{er} août 1907
Banque de France.....	565.000.000	513.000.000
	30 juin 1906	30 juin 1907
Crédit Lyonnais.....	1.824.000.000	1.625.000.000
Société générale.....	436.000.000	485.000.000
Comptoir National d'Es-		
compte	1.031.000.000	968.000.000
Crédit Industriel	228.000.000	199.000.000

Nous avons choisi ces deux dates, parce qu'elles nous permettent à un autre point de vue, de faire remarquer

la diminution des dépôts consécutive aux menaces d'impôt sur le revenu — ou peut-être aussi dans une moindre mesure, au réveil des affaires et partant, au resserrement du marché monétaire.

Quoi qu'il en soit, le tableau ci-dessus montre clairement de quelle importance étaient les capitaux déposés dans les établissements de crédit.

Or, il nous paraît évident que si on offrait au public quelques bons placements en évitant de le solliciter, comme ces derniers temps, pour des affaires ou scandaleusement majorées, ou sans aucun fonds solide, ce dernier retirerait une partie de ses fonds pour les employer plus fructueusement et aussi plus avantageusement pour notre pays.

Sous l'influence de menaces politiques souvent immodérées, les petits capitalistes français se sont jetés sans réflexion sur des titres étrangers mal choisis et qui ne leur ont procuré que des déboires.

M. Leroy-Beaulieu estime que de 1881 à 1891, plus de 400 millions en revenus et 2 milliards en capitaux ont été perdus par les capitalistes français, par suite des subterfuges, des tracasseries et des dénis de justice des gouvernements étrangers.

Malgré les imprudences trop de fois commises, les capitaux n'ont point cessé cependant de s'accumuler dans nos établissements de crédit.

Par ailleurs, l'importance des nouveaux placements en valeurs mobilières effectués en France, reste tou-

jours aussi considérable, ainsi que le font ressortir les admissions à la Cote officielle de la Bourse de Paris.

Le capital nominal des valeurs tant françaises qu'étrangères admises s'est élevé :

Durant le premier semestre 1905 à 1.159 millions frs.

Durant le second semestre 1905 à 1.462 millions frs.

Durant le premier semestre 1906 à 1.879 millions frs.

Il faudrait, d'ailleurs, ajouter encore à ces chiffres, le montant des émissions en banque, qui ne manque pas d'importance.

D'autre part, il ne faut point oublier que la France est créancière de l'étranger pour des sommes considérables, représentant près de trente milliards de francs qui nous rapportent plus de un milliard par an.

Sans doute, nous nous en servons pour combler le déficit de notre balance commerciale et... pour vivre, mais le Français est économe par nature et il trouve encore à économiser sur ses revenus.

Ce sont ces économies qui, chaque année, accroissent le montant des sommes que nous pouvons employer en placements et par conséquent beaucoup en valeurs mobilières.

Les disponibilités monétaires sont très fortes en France. Les dépôts considérables dont nous parlons plus haut en sont la preuve.

La guerre russo-japonaise, la crise un moment inquiétante causée par l'affaire du Maroc, les troubles de Russie, les menaces de l'impôt sur le revenu et du vote

de certaines lois insuffisamment étudiées, ont apeuré les capitaux.

Mais le calme revenu, ces capitaux demanderont à être employés. Les banquiers locaux comprendront-ils qu'ils ont intérêt à entrer eux-aussi dans le mouvement.

Les émissions ont été peut-être moins nombreuses ces dernières années.

Le tableau ci-dessous le montre. Les disponibilités n'en sont que plus fortes et si l'on se résigne pendant quelque temps à toucher un petit intérêt par inquiétude de la situation internationale, un moment vient où la situation change.

Le montant total des émissions effectuées, tant en Europe qu'en Amérique et en Asie, au cours de l'année 1904, s'est élevé à 14 milliards 430 millions, contre 18 milliards 438 millions en 1903; soit une diminution de *quatre milliards* en chiffres ronds. Mais ce chiffre global ne donne encore qu'une idée imparfaite de la situation réelle : car les Etats-Unis où l'activité ne s'est en rien ralentie, y figurent pour plus de trois milliards, en augmentation de quelque deux cents millions sur l'année précédente; et la Russie, le Japon, du chef de leurs emprunts de guerre qui se sont élevés à 2 milliards et demi, ont émis notablement plus de titres en 1904 qu'en 1903.

La diminution totale ci-dessus constatée porte donc tout entière sur les pays européens situés « hors de la ligne de tir », puisque cette situation résulte de la guerre russo-japonaise.

Ainsi, en France, le montant total des émissions n'a pas même atteint 600 millions dont 213 pour emprunts de colonies ou de villes, ce qui réduit à 480 millions, *seulement, les sommes affectées aux diverses entreprises industrielles, commerciales et financières* du pays. C'est insignifiant, ce n'est rien, moins que rien, pourrait-on dire. Car un tel chiffre compense à peine les remboursements opérés sur les emprunts placés en France (rien que par la sortie aux tirages des obligations de nos six grandes Compagnies de chemins de fer, 153 millions de francs sont rentrés dans la circulation cette même année 1904). Les émissions françaises n'ont donc fourni en réalité aucun débouché aux capitaux accumulés dans le pays.

Ces capitaux sont considérables. Pour s'en faire une idée, il suffit de rappeler que la balance commerciale s'équilibre aujourd'hui à très peu près : contrairement à ce qui se passe par exemple, chez nos voisins d'outre-Manche, nous n'achetons guère à l'étranger plus que nous ne lui vendons. Par conséquent, la totalité des espèces que l'étranger nous doit pour intérêts d'emprunts, pour dividendes dans les entreprises où nos compatriotes sont intéressés, viennent, chaque année, grossir notre épargne et faire la boule de neige.

Que sont devenus ces capitaux d'épargne, puisque, nous venons de le constater, ils n'ont pu trouver à s'employer dans notre propre pays ? Une partie, sans doute, est retournée se placer à l'étranger, en Russie notamment ; la France est devenue le banquier du monde en-

tier et il ne faut pas nous en plaindre, loin de là. Mais nous disons une partie, et non certainement la plus grosse, car nous l'avons constaté aussi, le total des émissions en Europe a, tout compte fait, considérablement diminué.

Il semble que bientôt, les capitaux se réveilleront et tout fait prévoir que les disponibilités amassées vont s'employer.

Le relevé des émissions faites en Angleterre et en Allemagne, pendant le premier semestre de l'année 1905, confirme cette observation.

En Angleterre, le montant total des titres (fonds d'Etat, fonds coloniaux, valeurs industrielles ou minières), émis du 1^{er} janvier au 30 juin, dépasse 104.000 livres sterling, soit 2 milliards 600 millions de francs, contre 70.000 livres sterling seulement pendant la même période de l'année 1904.

En Allemagne, le chiffre absolu de cette année est à peu près aussi élevé qu'en Angleterre : 2.031 millions de marks, soit plus de 2 milliards et demi de francs; mais la progression est encore plus forte : en 1904, les émissions n'avaient, en effet, pas tout à fait atteint 875 millions de marks. L'augmentation est donc de plus du double.

Or, il ne faut pas perdre de vue qu'aujourd'hui la situation financière de la France, au moins sous le rapport des disponibilités immédiates, est incontestablement bien meilleure que celle de l'Allemagne et même de l'Angleterre.

Aucun pays, à aucun époque, n'a possédé, dans sa banque d'Etat, une encaisse métallique aussi formidable que celle de la Banque de France à l'heure actuelle : quatre milliards de francs, dont près de trois en or.

Il est donc à prévoir que les émissions qui avaient été renvoyées à une époque plus favorable vont avoir lieu. Les banquiers locaux ne réclameront-ils pas leur part?

Ceci nous amène à consacrer quelques lignes au régime fiscal auxquelles sont soumises les valeurs étrangères en France.

Comme nous l'avons dit plus haut, il est évident que la première tâche des petites banques serait, si elles font du titre, et elles devront en faire, de placer de préférence dans leur clientèle de bonnes valeurs françaises.

Mais le nombre des titres dont notre marché dispose n'est plus en rapport avec nos ressources et cela nous oblige à faire nos placements à un taux d'intérêt de plus en plus réduit, d'autant que nous devons obéir au principe de la division des risques.

Nous trouvons donc bien en France quelques valeurs qui se capitalisent à 4 p. 100 et 5 p. 100 même, mais pas en nombre suffisant pour que nous ne cherchions et trouvions facilement à l'étranger des valeurs nous rapportant 4 et 5 p. 100.

Aussi faudrait-il que nous augmentions le nombre des bonnes valeurs étrangères qui se négocient sur notre marché. Il y a malheureusement à cela un obstacle, c'est

le régime fiscal des valeurs étrangères, tel que l'a organisé la loi du 13 avril 1898.

On espérait entraver l'introduction en France des valeurs étrangères, et c'est le résultat contraire qu'on a justement obtenu.

Les lanceurs de mauvaises affaires n'hésitent pas en effet à se soumettre aux exigences du fisc, mais les bonnes valeurs s'y refusent et restent sur les marchés étrangers. Il en résulte une insuffisance dans le nombre des valeurs bonnes qui s'offrent à nos placements et d'autre part, l'émigration de nos capitaux, tout cela au détriment de notre marché et du fisc, ainsi frustré d'une partie des droits.

Pour être admises sur le marché français, les valeurs étrangères doivent payer, on le sait, tous les impôts français : timbre, taxe sur le revenu, droit de mutation. En principe, elles ne doivent les supporter que pour la quantité des titres circulant en France. Mais la loi leur impose un minimum de perception : elles doivent payer l'impôt sur 10 p. 100 au moins de leurs titres s'il s'agit d'actions, sur 20 p. 100, s'il s'agit d'obligations.

Il sera aisé de concevoir qu'une société importante ayant émis par exemple 100.000 obligations, se proposant d'en introduire 10.000 sur le marché français et trouvant déjà nos impôts excessifs, n'aura même pas l'idée de donner suite à cette opération si elle doit acquitter les 20.000 titres, c'est-à-dire payer le double desdits impôts.

Depuis longtemps, on pense à remédier à ces incon-

vénients souvent signalés et différentes solutions ont été indiquées. Nous ne nous appesantirons pas plus sur cette question qui ne rentre pas dans le cadre de cette étude.

Nous avons voulu seulement indiquer que ce sont justement les valeurs étrangères que pourraient placer les petits banquiers qui, par suite d'un protectionnisme mal compris, sont tenues à l'écart de notre marché.

Il est évident au contraire que les valeurs placées par les grands établissements sont facilement introduites, étant donné le grand nombre de titres qui sont placés par eux en France et par conséquent, l'intérêt qu'il y a à se soumettre à la loi. Nous verrons plus loin que si la loi était rectifiée, les banques unies dans un syndicat, pourraient elles aussi et à leur tour, placer ou émettre des emprunts de valeurs étrangères avec plus de facilités qu'aujourd'hui et aussi avec plus de profits.

CHAPITRE X

Les Réformes dans les Banques locales

Nous venons de voir l'intérêt qu'il y aurait pour les petites banques à sortir de l'ornière où elles se sont enlisées et à ne plus se laisser hypnotiser par l'escompte, par exemple, où elles sont brillamment concurrencées, pour se livrer également à d'autres opérations comme les opérations de bourse.

Les banques privées de province ont une place qui leur est due, de par la notoriété de leurs directeurs et l'importance des capitaux qu'elles représentent et de par le rôle économique qu'elles ont à jouer dans la vie financière du pays.

Elles ne peuvent abdiquer ce rôle, car leur abstention viendrait jeter une profonde perturbation dans le commerce et l'industrie du pays. Elles ont leur raison d'être essentielle en dehors des groupes puissants de la capitale surtout aujourd'hui que les attributions des trésoriers-payeurs et de receveurs des finances ont été sensiblement réduites.

Mais si elles veulent tenir leur rang et résister aux assauts nombreux qui leur sont sans cesse livrés, elles

devront bien se pénétrer des conditions nouvelles de leur existence.

Vouloir, comme par le passé, ne faire uniquement que des opérations d'escompte, c'est limiter son champ d'action et se placer sur un terrain où la concurrence ne peut que restreindre chaque jour le bénéfice des efforts faits et la rémunération juste du capital employé.

Elles doivent, au contraire, chercher à élargir sans cesse le cadre de leurs opérations pour être à même de satisfaire les désirs de leur clientèle. En le faisant, elles réalisent un nouveau profit; elles se créeront tout d'abord une source nouvelle et fructueuse de bénéfices qui viendront compenser dans une large mesure ceux qu'elles perdent par le fait des conditions de plus en plus difficiles dans lesquelles elles pratiquent l'escompte par suite de la concurrence.

Puis, et c'est là un avantage capital, ainsi que nous croyons l'avoir déjà démontré, elles pourront plus facilement conserver leurs clients qui, trouvant dans les banques locales, toutes les facilités dont ils peuvent avoir besoin, non seulement au point de vue escompte, mais encore à celui du placement de leurs capitaux, de la garde de leurs titres, du paiement de leurs coupons, etc... — comme nous allons l'indiquer — n'auront plus aucune raison d'aller demander ailleurs ces services et resteront fidèles à leurs banquiers qui leur éviteront ainsi toute occasion de contracter avec leurs concurrents.

C'est alors qu'interviendra, comme nous le montrons tout à l'heure, le Syndicat des Banques de Province pour faciliter à ses membres ce genre d'opérations toutes nouvelles pour beaucoup d'entre eux.

Car il va sans dire que cette transformation ne pourrait s'accomplir radicalement du jour au lendemain sans que quelques modifications interviennent auparavant dans le fonctionnement de l'organisme.

Il conviendrait tout d'abord que les banquiers apprennent à diriger la branche titres, ce que la moitié d'entre eux ignore aujourd'hui.

Il semble d'ailleurs qu'un courant s'établisse dans ce sens et beaucoup de banques locales possèdent maintenant un spécialiste dont l'apprentissage s'est effectué dans les succursales des sociétés de crédit.

Il importe en outre que les banques s'appliquent à être en mesure d'organiser dans ce cas des services de garde des titres et de location de coffres-forts.

Ce sont là des dépenses onéreuses, on ne doit pas se le dissimuler, mais qui pour les banques de moyenne importance, peuvent être une source sérieuse et peu négligeable de profits.

Il faut que la banque locale, sans sortir pour cela de son rôle propre, rende tous les services que les clients pourraient avoir à lui demander, c'est-à-dire l'escompte des effets et warrants, paiement et émission de lettres de change et de chèques, change de monnaie, renseignements commerciaux, dépôts d'espèces à vue et sur-

tout à échéance fixe, opérations de bourse, prêts sur titres, garde de titres, etc., etc. Quelques banques l'ont compris et ont déjà organisé ces services. Elles n'ont pas eu lieu de le regretter.

Nous ajouterons que lorsque les banques locales placent dans leur clientèle des valeurs locales, elles se préparent une autre source de bénéfices provenant des transactions qui s'établiront entre les porteurs de ces titres qui s'adresseront sans aucun doute plus volontiers à la banque locale qu'à la Société de crédit pour toutes questions les concernant.

La succursale de la Société de Crédit est en effet neuf fois sur dix inférieure à la Banque locale comme renseignements sur une valeur de la région et occupée au placement d'autres valeurs néglige celles qui intéressent particulièrement les personnes indiquées.

Nous connaissons beaucoup de banques qui ont retiré de ces transactions de valeurs locales des profits que bien des établissements de crédit n'auraient point dédaignés.

Il est juste cependant de dire que ces opérations ne peuvent guère être vraiment fructueuses que dans les villes où il existe un lot sérieux de valeurs locales, et où une bourse des valeurs n'existe pas. On sait qu'il existe des Bourses notamment à Lille, Lyon, Marseille, Toulouse, etc. (1).

(1) Remarquons à ce propos qu'en 1904, les valeurs propres, exclusivement cotées à la Bourse de Lyon, représentaient un capital nominal (au pair) de plus de 753 millions; celles de la Bourse de Lille, un capital de 320 millions, pour la Bourse de Marseille, le capital nominal des valeurs qui lui sont

Mais ce n'est point tout : le public aime la propreté, voire même le luxe. La petite clientèle est flattée d'aller faire des opérations dans des établissements vastes, luxueux et grandioses.

Sans doute, nous ne pouvons demander aux petites ou moyennes banques de province de chercher à égaler le faste déployé par les sociétés de crédit et à engloutir ainsi en installations et frais généraux le plus clair de leurs bénéfices.

Mais ne semble-t-il pas que les moyennes banques surtout, celles dont le capital est supérieur à deux millions, par exemple, pourraient offrir des façades moins sombres, un accès plus aisé, un air moins vieillot enfin(1).

Les banques de province, il faut bien le dire, sont, la plupart du temps, situées dans les rues les plus vieilles,

propres était de 209 millions; il ne monte plus qu'à 44 millions pour la Bourse de Bordeaux, atteignait 125 millions pour celle de Nantes et était de 24 millions seulement pour la Bourse de Toulouse; c'est donc un total de 1.475 millions, chiffres digne d'attention, car il représente des valeurs ayant un caractère régional et se rattachant à un centre financier provincial.

(1) Une des banques les plus actives de la région de l'Est et bien connue par l'appui intelligent et « prudemment audacieux » qu'elle donne aux entreprises industrielles a fort bien compris cette exigence et dans son rapport à l'assemblée générale en juillet 1907 annonçait « le transfert de ses bureaux dans un local mieux approprié aux exigences de la banque et plus en harmonie avec le développement de ses affaires ».

D'autres banques, dans la région lyonnaise, marseillaise et du sud-est ont agi de même.

étroites, installées dans des bâtiments misérables, aux locaux peu éclairés.

Enfin, on a souvent les plus grandes difficultés à avoir un entretien avec les banquiers qui n'aiment ni la publicité, ni le bruit. Leur individualisme paraît un peu excessif à cette époque d'association.

La clientèle serait certainement sensible à des améliorations dans cette voie.

Enfin, et nous avons jusqu'ici réservé cette question,, il nous a paru qu'un sérieux remède à cet affaiblissement des valeurs locales pourrait être donné par ces temps de syndicats, par l'organisation fédérative des petites banques.

M. Théry, reconnaissant comme nous la nécessité pour les banquiers d'une union ferme et simple tout à la fois qui les unisse sans les enchaîner, disait : « Que doivent faire les banques locales ? S'organiser et appliquer le système de la mutualité que nos agriculteurs aujourd'hui comprennent à merveille.

Isolées les unes des autres, les banques locales ne peuvent rien ; syndiquées, elles verront leur influence renaître et leurs ressources grandir. Le jour où elles auront constitué une vaste agglomération, elles pourront vivre...

« Mais elles auront cessé d'être des banques locales dans le sens que nous donnons aujourd'hui à ces établissements : il y aura simplement une grande société de crédit de plus et rien ne sera changé. »

Nous ne pouvons, quant à nous, envisager ainsi les choses.

Si une fédération des banques de province devait supprimer des organes de décentralisation pour créer au contraire une vaste et puissante centralisation, nous aurions manqué le but que nous voulions atteindre.

Mais nous n'entendons aucunement qu'un pareil syndicat aliène la liberté de chacun et qu'au lieu d'être un instrument de liberté et de force, il en devienne un d'asservissement et de faiblesse.

Il ne s'agit pas pour les banquiers de renoncer à leur activité propre, avec leurs méthodes, au profit d'un pouvoir central tout-puissant et qui, quelle que soit sa direction, quelques loyaux et honnêtes que soient ses dirigeants, serait une tyrannie.

Non, nous croyons qu'il y a mieux à faire et autre chose à tenter.

Peut-être a-t-on trop vite envisagé cette organisation comme devant assurer le salut des petites banques.

Quoiqu'il en soit, le Syndicat des Banques de Province, fondé il y a quelque temps à peine, a donné déjà, tant par le nombre de banques qu'il a groupées, que par les résultats pécuniaires qu'il a obtenus, des résultats tout à fait encourageants et réellement appréciables.

Nous espérons quant à nous qu'il comprendra qu'il ne doit pas se cantonner dans les opérations auxquelles il s'est livré jusqu'à présent et qu'il se doit, qu'il doit à ceux qui s'intéressent aux banques locales, en raison des services qu'elles rendent au commerce et à l'indus-

trie de notre pays, de soutenir ces derniers de ses capitaux.

Nous allons maintenant étudier son fonctionnement et examiner quels services il peut rendre.

Nous verrons ensuite ceux qu'il a déjà rendus.

CHAPITRE XI

Le Syndicat des Banques de province

Parmi les remèdes souvent indiqués comme pouvant apporter une atténuation à la crise dont souffrent les banques locales, on a cité un groupement fédératif de ces banques. Si un effort avait déjà été tenté dans ce sens, ce n'est, en réalité, que très récemment que nous avons vu un syndicat sérieux s'organiser, préciser son but et consacrer toute son activité à l'atteindre. Il existait bien depuis quelque temps un « *Syndicat d'Emission des Banques de province* », mais ce groupement qui devait présenter à ses adhérents des affaires locales, surtout industrielles, se vit par cela même, très vite condamné à végéter. Les banquiers de la région du Nord qui apportaient des offres d'affaires industrielles voyaient ces dernières refusées par les banques du Midi.

Ce groupement tomba vite dans l'inaction, frappé qu'il était d'impuissance.

D'autre part, il existe bien une « *Union des Banquiers des Départements* », mais ce n'est là qu'une association professionnelle se réunissant à des intervalles assez lointains et qui a uniquement pour but d'étudier toutes

les questions juridiques ou contentieuses concernant la profession de banquier.

Disons enfin que le *Crédit Industriel et Commercial* qui, comme on sait, n'a pas d'agences en province est le correspondant à Paris de certains banquiers, l'organe central, si l'on préfère, du *Syndicat des Banquiers des Départements*.

Mais, en réalité, aucun des groupements que nous venons d'énumérer n'a pu et ne pouvait apporter aux banques locales l'appui qui leur était nécessaire.

C'est alors qu'en 1899, un membre du *Syndicat d'Emission des Banques des Départements*, émit l'opinion qu'on présentât aux banquiers des affaires d'intérêt général et non plus d'intérêt exclusivement local.

Ce groupement se transforma et devint le *Syndicat des Banques de Province*, qui eut comme premiers fondateurs des membres de l'*Union des Banquiers des Départements*, groupement professionnel, ainsi que nous l'avons dit.

Que se proposait ce syndicat ?

Ses statuts nous l'indiquent.

Le syndicat a pour but :

1° De communiquer à ses adhérents, tous renseignements financiers parvenus à la connaissance du Comité;

2° D'étudier toutes affaires financières, commerciales, industrielles, susceptibles de les intéresser.

3° De faciliter leur participation à la formation de

sociétés par la prise ferme ou à option de toutes valeurs à émettre;

4° D'obtenir pour ses adhérents les meilleures conditions possibles pour leur participation aux émissions de titres.

Ainsi qu'on le voit, ce que voulait faire le Syndicat était clairement exposé et nous verrons que ce développement, parfois cette création de la branche titres qu'il désirait pour les Banques de Province allait donner d'excellents résultats.

Les dirigeants du Syndicat devant l'extension qu'il prenait furent amenés à créer à côté du Syndicat, un être moral ayant une personnalité juridique incontestable qui devait, pour se conformer à la loi, revêtir la forme de Société anonyme.

Son rôle essentiel et unique devait être de traiter exclusivement au nom et pour le compte du Syndicat des Banques de province, dont il serait l'organe représentatif et exécutif.

Que l'on remarque bien, et nous croyons devoir insister à ce sujet, qu'il ne s'agissait pas de la création d'une Maison de Banque devant se livrer à toutes les opérations qui en découlent, mais d'une Société à but parfaitement déterminé et que voici .

Faire directement ou en participation pour elle-même ou pour le compte des membres du Syndicat des Banques de Province, en France ou à l'étranger, toutes opérations financières avec tous états, villes, départements,

sociétés, banquiers et administrations publiques ou privées, c'est-à-dire :

Toutes souscriptions, toutes soumissions, tous achats et ventes de titres de rente, effets publics, actions, obligations de sociétés industrielles, financières, civiles ou commerciales.

Tous placements de titres et toutes participations dans tous syndicats de garantie constitués pour des émissions publiques ou autres et dans toutes conditions de sociétés.

Et généralement dans toutes opérations s'y rattachant directement ou indirectement.

En dehors du but général exposé ci-dessus, cette Société qui porte le nom de *Société centrale du Syndicat des Banques de Province*, lequel indique bien les liens qui le rattachent au syndicat lui-même, allait avec les ressources dont elle dispose par l'effet même de la combinaison qui présida à sa fondation, des parts souscrites par les banquiers adhérents, pouvoir s'installer dans un local convenable et offrir aux banquiers de province, de passage à Paris, des avantages appréciables sous différentes formes, salle de correspondance, lieu de rendez-vous, coffre-forts, service d'archives, etc., etc.

Nous venons de voir ce que se proposait le Syndicat des Banques de Province.

Encore que sa création soit récente, a-t-il donné des résultats, sinon superbes, du moins appréciables et de nature à faire envisager l'avenir avec optimisme.

Certes, et sans que nous ayons l'intention de dire

par le menu ce qu'il a fait, nous ne pouvons manquer d'être impressionné par ce fait qu'il a groupé depuis six ans seulement, environ 278 banquiers (1) de province, alors que le nombre susceptible de se syndiquer s'élève peut-être de 350 à 400; que, d'autre part, ces 278 banquiers représentent plus de 400 maisons, si l'on compte les succursales ou agences de ces banques souvent, d'ailleurs, plus importantes que la maison-mère, si l'on peut ainsi s'exprimer (2).

L'importance des opérations du Syndicat a suivi une marche des plus satisfaisantes et le montant des participations très élevé déjà atteint chaque année un chiffre supérieur à celui de l'année précédente.

D'autre part, on a obtenu des participations importantes dans des syndicats de garantie qui ont laissé un bénéfice appréciable.

Enfin, des placements non moins importants ont été opérés par l'intermédiaire du syndicat.

Tout cela constitue une œuvre qui témoigne par elle-même de l'utilité du Syndicat des Banques de Province, et des résultats qu'on peut en attendre au fur et à mesure que son importance et son influence grandiront.

L'importance du capital social représenté par l'ensemble des membres du Syndicat s'élève à plus d'un milliard; c'est là un chiffre significatif et de nature à mettre en évidence la place déjà prise par ce groupement en

(1) Au 15 décembre 1907 contre 220 en 1905.

(2) M. Paul Beauregard estimait en 1902 à 800 maisons le nombre des banques locales, avec un capital de 1200 millions.

mettant en pratique la maxime une fois de plus vérifiée par les faits : « L'Union fait la Force ».

Certes, il ne faut pas demander à pareille organisation ce qu'elle ne peut donner. Mais ce qu'elle offre et offrira de plus en plus est suffisant, largement suffisant, pour qu'on ait foi dans l'avenir.

Elle a une belle tâche d'éducation financière à remplir auprès de beaucoup de nos banquiers, en ce qui concerne la branche titres.

Elle saura certainement la remplir sans que ces derniers en soient le moins du monde froissés : ils seront les premiers à en tirer un bénéfice, mieux, dirons-nous, peut-être à lui devoir de ne pas mourir.

Le syndicat indique aux banquiers les valeurs sérieuses pouvant constituer des placements de tout repos, leur offre des participations avec une marge suffisamment rémunératrice, en leur fournissant en même temps tous les renseignements nécessaires sur les valeurs proposées.

Il leur permet également de s'intéresser aux grandes émissions publiques, soit sous la forme de participation dans les syndicats de garantie, soit sous la forme de prise ferme avec attribution d'un certain nombre de titres irréductibles.

Le rôle du syndicat, à ce point de vue, peut donc se résumer comme suit :

Rechercher les affaires. — En préparer et en suivre la négociation. — Les indiquer à ses membres en déterminant les conditions et les avantages. — Et enfin,

en faciliter l'exécution par la centralisation des fonds et des titres.

Parmi ces opérations, celles qui offrent de beaucoup le plus d'intérêt sont sans contredit, les participations dans les syndicats de garantie constitués lors des grandes émissions publiques, car les risques sont loin d'être proportionnés aux avantages qui en découlent généralement.

Aussi tous les efforts du syndicat doivent-ils tendre et tendent-ils en fait, à obtenir pour ses membres des participations de cette nature.

Il y arrive peu à peu, car ceux qui contractent les Emprunts commencent à reconnaître l'utilité de ce concours au point de vue du placement réel du titre.

La clientèle des Banques de Province est en effet une clientèle de capitalites et non de spéculateurs, qui gardent le titre en portefeuille, ce qui évite un retour presque immédiat sur le marché.

Nous en avons assez dit pour que l'œuvre à accomplir du syndicat des Banques de Province ait apparu comme importante et digne d'éloges.

Il semble bien qu'il y ait là un remède très sérieux à la crise des Banques privées.

Souhaitons que les banquiers profitent de cette organisation, des facilités qu'elle leur offre et puisent des enseignements dans son fonctionnement.

Ce jour-là — et peut-être est-il plus proche qu'on ne pense — il y aura quelque chose de changé dans la situation des banques locales.

Qu'il nous soit cependant permis, avant de clore ce chapitre, de faire une réserve qui a son importance.

Il nous paraît évident que si le Syndicat a parfaitement agi en prenant à ses débuts la voie qu'il a suivi et suit aujourd'hui encore et cela surtout parce qu'il importe de ne subir dans les commencements aucun échec qui pourrait être fatal à la vie du syndicat, il faudra bien cependant que quelque jour, lorsqu'il aura assuré ses destinées, il revienne aux bonnes affaires locales françaises. Celles-ci pourront parfois donner des mécomptes, mais l'appui qui leur sera donné justifiera encore plus s'il est possible, les affirmations de ceux qui désirent le maintien des banques locales dans l'intérêt du commerce et de l'industrie de la France.

D'autre part, il nous paraît que ce Syndicat aura par la suite d'autres rôles — et non des moins utiles — à remplir, que d'être presque exclusivement un guichet central de débit de titres.

Il convient qu'il ait chez lui un bureau sérieux d'études financières analogue à celui qui fonctionne dans la plupart des établissements de crédit et notamment au Crédit Lyonnais (1).

Un groupe d'hommes compétents étudierait les affaires avec impartialité et désintéressement, établirait en quelque sorte des dossiers sur les valeurs intéressantes et communiquerait son avis aux membres du syndicat par la voie d'un bulletin plus ou moins fréquent ou sur la demande des banquiers qui auraient d'ailleurs la pos-

(1) Ce bureau existe depuis deux ans.

sibilité de faire étudier gratuitement par ce bureau d'études les affaires qui leur seraient soumises et qui leur paraîtraient intéressantes.

Pourquoi ne serait-il pas également envoyé chaque jour une circulaire quotidienne aux syndiqués qui leur donnerait l'état du marché, les renseignements confidentiels qui peuvent leur être utiles, une cote hors banque des principaux centres financiers ou commerciaux (Lyon, Marseille, Le Havre, Toulouse, Montpellier, etc.).

Et, à ce point de vue, le syndicat pourrait être une sorte de Clearing-House des banquiers de province.

Enfin, il convient de noter ici qu'on a quelquefois parlé de constituer un organe central qui recueillerait les fonds trop abondants de telle banque pour les déverser dans telle autre qui en manquerait.

Il est évident qu'un pareil système assurerait une mobilité des capitaux analogues à celle qui fait la force des établissements de crédit et de leur succursale.

Il y a là une idée évidemment séduisante, mais dont la mise en pratique serait tellement délicate que nous n'osons, pour l'instant, du moins, la présenter comme un des remèdes à la crise des banques locales (1).

(1) En vue de permettre aux banquiers d'échanger au moins une fois par an leurs vues sur les questions financières qui les intéressent, le Syndicat des Banques de Province a eu l'idée, il y a quatre ans, d'organiser annuellement un Congrès régional de Banquiers. Ce congrès a déjà tenu ses assises à Bordeaux, Nancy, Marseille et, en 1907, à Royat. Il y a eu là une initiative qui a déjà porté ses fruits et qui a permis de rapprocher les uns des autres pour l'étude de leurs communs intérêts, les banquiers de province.

*L'œuvre passée du Syndicat. — Ses participations. —
Emissions faites par ses soins.*

Ce n'est point tout d'indiquer quels services peuvent rendre la Société Centrale du Syndicat des Banques de Province et le Syndicat lui-même.

Il faut aussi examiner leurs actes depuis qu'ils existent.

Ce sera l'objet de ce chapitre.

La Société Centrale fut créée parce que le Syndicat avait vu s'augmenter dans une telle proportion le nombre de ses membres et surtout tellement s'accroître l'importance de ses opérations qu'il se trouvait dans la nécessité de compléter son organisation, afin de pouvoir mettre son fonctionnement en rapport avec les exigences de la loi et le développement nouveau que l'on pensait lui voir prendre.

De fait, les opérations ont pris depuis lors un essor considérable. L'ensemble des participations dans différentes affaires s'est élevé en 1905 à un chiffre presque quadruple de celui de 1904 et l'importance des placements réellement effectués a presque doublé.

La Société Centrale a participé en effet aux grandes émissions publiques faites en France en 1905: Emprunt ottoman 1901-05, Obligations Crédit Foncier Egyptien, Conversion roumaine, Emprunt Indo-Chine 3 1/2 p. 100, Emprunt japonais, 4 p. 100.

Elle s'est également intéressée à diverses valeurs (Emprunts d'états, de villes et grandes entreprises industriel-

les et foncières), dont le placement n'a pas donné lieu à émission publique. Dans plusieurs de ces affaires, la Société Centrale a obtenu des participations importantes dans les syndicats de garantie dont elle a fait bénéficier les membres du syndicat.

En 1906, elle a également participé aux diverses grandes émissions publiques faites en France :

Emprunt russe. Conversion des obligations ottomanes 1890. Conversion de la Rente italienne 5 p. 100. Conversion des Obligations communales 1880.

De plus, elle a procédé directement à l'émission d'obligations et actions du Chemin de fer des Alpes bernoises, puis a traité directement en nom avec l'Etat de Berne pour la conclusion d'un emprunt 3 1/2 p. 100. En outre, dans les premiers mois de l'année 1906, elle avait procédé à l'émission d'un lot très important d'obligations 4 p. 100 « Caisse Hypothécaire d'Egypte ».

Enfin, la Société Centrale a cherché, comme il était désirable, à orienter dans une certaine mesure les efforts de ses membres et les capitaux de leurs clients vers les affaires industrielles locales.

Elle a pu en mettre deux sur pied et un nombre relativement important de banques ont participé à ces affaires.

Les membres du Syndicat lui ont d'ailleurs donné dans cette voie de nombreux encouragements qui l'y feront persévérer tout en recherchant, parmi les affaires proposées, celles qui offriront le moins d'aléas.

La Société Centrale retrocède dans la plus large me-

sure possible aux membres de son groupement les avantages qui lui sont accordés. Son but, en effet, n'est pas tant de rapporter de gros dividendes à ses actionnaires — ce qui n'aurait, du reste, pas grand intérêt, étant donnée la participation volontairement limitée que chacun d'eux a dans la Société — que de procurer le plus d'avantages possible de toute nature aux adhérents du Syndicat, son désir tendant à ce que les qualités d'adhérent et d'actionnaire se confondent en une seule personne (1).

Dans cet ordre d'idées, la Société Centrale n'a pas hésité, tout récemment encore, à augmenter très sensiblement ses frais généraux, afin d'être à même de rendre gratuitement aux membres du Syndicat, les services pour lesquels leur éloignement de Paris les obligerait de recourir à un correspondant dans cette ville.

La Société Centrale s'occupe des dépôts de titres en vue des assemblées, représentation aux assemblées, souscriptions et de toutes opérations concernant la régularisation des titres, telles que : transferts, conversions, renouvellement de feuilles de coupons, encaissement d'arrérages et intérêts sur titres nominatifs, échange des titres provisoires, remboursement des titres amortis, etc.

En outre, elle a constitué un service d'archives et de renseignements qu'elle s'efforce d'améliorer et auquel les membres du Syndicat ont déjà fréquemment recours.

(1) Rapport à l'assemblée de 1906.

Enfin, elle a organisé en 1905, un service d'études financières et techniques chargé d'examiner toutes les affaires qui lui sont présentées et auquel les membres du Syndicat peuvent recourir pour les affaires qui leur seraient proposées directement.

Malgré l'augmentation de ses charges, la part des bénéfices revenant à la Société Centrale n'a pas moins atteint en 1905 (pour onze mois), environ 20 p. 100 et en 1906, 25 p. 100 du capital versé.

L'œuvre déjà accomplie par le Syndicat et la Société Centrale est donc tout à fait de nature à encourager les espérances de ceux qui comptent sur eux pour insuffler un peu d'activité et de courage aux banquiers de province.

CHAPITRE XII

Le terme et ses dangers.— Le Borsengesetz en Allemagne

Nous avons exprimé le souhait que les banquiers ajoutent aux opérations de banque pure, la branche titres, et nous avons développé longuement cette partie de notre étude.

Mais il va sans dire que nous avons voulu uniquement parler soit d'ordres de bourse au comptant, soit de placement aux guichets de titres achetés au comptant par des capitalistes.

Nous tenons en effet à bien indiquer que nous ne saurions recommander aux banquiers de province de faire du terme.

Certes, nous n'avons nullement à l'idée de le leur interdire. Mais qu'ils n'oublient point les dangers qu'offre une pareille pratique.

C'est là un jeu dangereux qui ne convient qu'à certains clients, doués d'un caractère à la fois prudent et audacieux, possédant une certaine fortune.

Ce sera le devoir du banquier de déconseiller le terme aux personnes qu'il jugera incapables de pouvoir en faire dans de trop mauvaises conditions.

Et s'il ne peut arriver à convaincre ces clients qu'il dégage sa responsabilité et qu'il exige les couvertures suffisantes.

Les bénéfices résultant du terme ne doivent jamais être pour lui qu'un accessoire, et non un profit normal.

Ce sont les banquiers qui se sont livrés uniquement au terme — méritent-ils dans ce cas le nom de banquiers ? — qui ont, par les ruines qu'ils ont accumulées, porté tort à leurs confrères sérieux et prudents.

Le terme est un jeu. Que les banquiers ne l'oublient pas. Eux et leurs clients se trouveront bien de s'en souvenir.

Est-il besoin de dire que dès qu'une maison de banque passe en province pour faire du terme d'une manière continue, elle est tenue en suspicion et la clientèle sérieuse, celle dans le portefeuille de laquelle se classent les titres, s'en éloigne au plus vite.

En Allemagne, on a voulu prendre des mesures et organiser les marchés à terme par le *Borsengesetz*, loi du 22 juin 1896.

Il est d'ailleurs à remarquer que cette loi a eu pour effet de hâter la concentration des banques et d'enlever une grosse source de bénéfices aux petites banques.

Qu'innovait en effet le *Borsengesetz* ? Il créait un *registre de bourse* par son article 54 ainsi conçu :

« Il sera ouvert dans chaque tribunal compétent pour la tenue du registre de commerce, un registre de bourse pour les marchandises et pour les valeurs. »

L'article 55 le complétait ainsi :

« On inscrira sur le registre de bourse les noms, prénoms, professions et domiciles des personnes qui désireront faire des affaires à terme sur les marchandises ou sur le titre. »

Enfin, l'article 66 disait :

« N'est pas reconnue comme constituant une dette valable, toute opération de bourse à terme, concernant une branche d'affaires pour laquelle les deux parties n'étaient pas inscrites sur un registre de bourse, au moment de la conclusion du marché. »

Ce fut surtout ce dernier article qui eut pour effet de diminuer grandement les affaires à terme des petits banquiers et banquiers de province.

En effet, les particuliers n'ayant pas osé se faire inscrire de peur de se faire connaître ainsi comme spéculateurs et partant d'affaiblir leur crédit, les petits banquiers ne se firent point inscrire, puisqu'il faut, pour éviter l'exception de jeu, que les deux parties soient inscrites.

De là une forte diminution de l'autorité des petits banquiers au profit des grandes banques qui n'étaient pas aussi atteintes par la loi.

L'article 58 du Borsengesetz disait :

« Le marché à terme de bourse des parts d'entreprises minières ou industrielles est interdit », — et surtout l'article 50 venait encore aggraver cette interdiction en énonçant : « Le marché à terme de bourse sur les parts d'autres sociétés, ne peut être permis que si le capital de ces sociétés s'élève au moins à 20 millions de marks ».

Les grandes banques, elles, s'étaient fait inscrire sur le registre de bourse de terme et attirèrent ainsi tout une clientèle qui abandonna les petites banques (1).

Depuis 1896, date de promulgation du *Borsengesetz*, ses diverses dispositions n'ont cessé d'être fort critiquées dans la presse financière allemande et encore récemment au Congrès des Banquiers allemands de Hambourg (1907).

Aussi un projet de loi nouveau modifiant certaines des dispositions du texte de 1896, a été élaboré et nous en connaissons les lignes générales d'après un article de la *Norddeutschen Allgemeinen Zeitung* de novembre 1907 (2).

Le projet de réforme de la loi sur les opérations de Bourse réglerait de la façon suivante les marchés de Bourse à terme.

On reste fidèle à l'objet de la loi de 1896 qui était de mettre un frein à l'abus des marchés à terme, sans porter préjudice aux intérêts légitimes, mais on supprime les dispositions qui ont été reconnues nuisibles et contraires à cet objet.

Le projet ne prévoit plus pour la distinction des marchés réels de ceux qui sont fictifs, l'emploi de procédés mécaniques du répertoire de Bourse, mais il cherche,

(1) Cf. Depitre, *op. cit.* p. 92.

(2) Cf. *Munchner Neueste Nachrichten*, 25 novembre 1907.

Le libellé des nouveaux articles et des articles modifiés se trouve dans le *Kolner Zeitung* du 26 novembre 1907.

au contraire à déterminer dans la loi elle-même des critères généraux et particuliers.

Le projet s'abstient de définir le marché de Bourse à terme et il laisse à la jurisprudence une liberté d'appréciation absolue.

L'interdiction des marchés à terme relative aux céréales, à la farine et aux laines peignées est maintenue. Les marchés conclus en contravention à la loi sont déclarés nuls et de nul effet.

L'interdiction des marchés à terme sur les exploitations minières (art. 48), a été supprimée dans le projet.

Il n'admet pas non plus les demandes en nullité des marchés de Bourse à terme reconnus réels pour lesquels on argue d'un motif de spéculation.

Cette législation plus libérale, si elle est adoptée, diminuera dans une large mesure la valeur et la portée des critiques que la loi de 1896 a suscitées.

Il sera en tout cas fort intéressant de voir dans la suite quelle influence pourront avoir les nouvelles dispositions proposées sur les marchés de valeurs et sur le volume des transactions qui s'y font.

En ce qui concerne la France, il serait trop long d'étudier ici notre législation en ce qui concerne le terme (1).

(1) MM. Carnaud et Gouzy, députés, ont déposé en novembre 1907 à la Chambre des Députés, un amendement à la loi de Finances modifiant le droit de timbre appliqué aux opérations de bourse pour l'achat ou la vente à terme, des valeurs de toute nature, cet amendement élevant dans la proportion du double, les droits actuellement appliqués — sauf sur la Rente Française — a été adopté et est devenu un article de la Loi de Finances de 1908.

De récents jugements ont encore rendu la question plus délicate.

Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'en province les banquiers sérieux qui laissent faire à leurs clients des opérations à terme, sont en général couverts de leurs risques et agissent prudemment. Les autres, les banquiers dont les courtages à terme sont la plus claire des ressources, exagèrent parfois aussi leurs commissions d'escompte et ne sont guère intéressants.

Ce sont eux seuls qui paraissent dans les annonces judiciaires sous la rubrique : Faillites.

Aussi sont-ils fort craints des honnêtes banquiers qui regrettent que le premier venu puisse s'installer sans honorabilité ni crédit et se dire banquier.

Le public peut parfois croire que les banquiers font faillite à leurs engagements alors que ce sont des chevaliers d'industrie bien souvent qui peuvent s'écrier : « Enfin, nous avons fait faillite ! »

On ne peut donc qu'encourager les vrais banquiers dignes de ce nom, à éviter toutes les opérations ayant un caractère de jeu.

CHAPITRE XIII

Le mécanisme des émissions. — La réglementation des banquiers. — Le contrôle des banques

Après les idées que nous avons émises sur la question du placement de titres par les banques locales, nous ne croyons pas inutile de venir signaler un abus sérieux de nature s'il subsistait dans toute sa gravité, à empêcher les banques de province d'obtenir dans les émissions la part à laquelle elles et leurs clients ont droit. On sait qu'en dehors de la vente de gré à gré aux guichets des banques qui s'opère surtout pour les valeurs non cotées et les valeurs locales, lorsqu'il n'existe pas de Bourse, le placement de titres peut encore se réaliser de deux façons : *l'introduction en Bourse* et *l'émission publique*.

Le premier système a donné et donne encore tous les jours lieu à des manœuvres absolument condamnables, mais somme toute, cela n'intéresse qu'indirectement les banques des départements qui ne sont pas lésées d'ordinaire par ces pratiques.

Mais le système de l'émission publique a donné récemment lieu à des abus d'autant plus graves qu'on s'en méfie moins, frappé que l'on est par ce titre d'émission *publique*.

En réalité, elle le devient de moins en moins et la sincérité des émissions n'existe plus. Aussi y aurait-il long à dire sur la façon dont se pratiquent les émissions dites publiques.

Que se passe-t-il en effet ?

Dès qu'un emprunt est annoncé, qui selon toutes prévisions fera facilement prime en bourse, les établissements de crédit émetteurs s'en partagent à titre irrédactable, la plus grande partie qu'ils attribuent à leurs amis.

Il ne reste donc à l'émission qu'une quantité infime de titres qui, vu le grand nombre des souscripteurs, sont soumis à une réduction parfois déconcertante.

C'est le petit capitaliste client des banques locales qui est la plupart du temps, lésé et gravement.

Il a dû, en effet, très souvent se créer des disponibilités qui restent inemployées si la répartition est dérisoire ou, si prévoyant une faible répartition, il a souscrit à un nombre de titres supérieur à celui qu'il pouvait réellement absorber, il se trouve alors exposé à des mécomptes parfois désastreux.

C'est donc le client en quête d'un placement qui est lésé au profit du spéculateur lequel ne vise qu'à revendre immédiatement avec quelques francs de prime et à faire revenir ainsi le titre sur le marché.

De pareilles pratiques sont condamnables; elles faussent le mécanisme des émissions et par contre-coup les prix cotés en bourse.

Nous tenions à les signaler ici.

Cependant en ce qui concerne les émissions, les Syn-

dicats et la Haute Banque n'ont jamais douté que le classement réel des titres dût en réalité et en fin de compte, être opéré par les banques locales, mais ils ont feint — et pour cause — de l'ignorer et ont seulement avisé les banquiers par lettres spéciales qu'une commission — eh ! pas bien élevée — leur serait allouée par titre placé. Eh bien ! il convient qu'en échange des services que rend la Banque locale dans le placement des titres — dans leur classement, surtout — une commission plus équitable lui soit allouée ou sinon il sera juste qu'elle prélève elle-même cette commission en s'entendant directement avec ses confrères.

Nous avons déjà vu plus haut dans un paragraphe spécial, que le Syndicat des Banquiers de Province s'est attaché à obtenir des résultats de ce côté — et en fait en a obtenu d'appréciables.

Il nous faut maintenant dire un mot des attaques auxquelles on s'est livré à l'égard des banquiers locaux. On les a trop facilement assimilés quelquefois aux agents d'affaires véreux qui, à Paris surtout, fondent un jour une banque (ils ont malheureusement le droit d'appeler ainsi leur officine), attirent les gogos par d'alléchantes annonces promettant des intérêts de 10 p. 100, voire plus, et le jour où ils ont entre leurs mains des dépôts importants de clients, filent en Belgique ou ailleurs. Ce serait une erreur grossière de croire les banquiers locaux de province malhonnêtes. La grande généralité sont, en réalité, des plus consciencieux, et s'il arrive que de ci de là on entende parler d'une faillite, d'une fuite,

d'une banqueroute c'est cas exceptionnel. Il y a des brebis galeuses partout et ne voyons-nous pas le même cas se présenter dans toutes les professions, que ce soit un notaire qui disparaisse en laissant un gros passif, ou un commerçant qui fasse banqueroute frauduleuse.

N'oublions pas que le banquier de province est connu dans sa région et que le crédit qu'on lui accorde est autant personnel que réel.

Depuis de longues années reviennent sur l'eau par périodes, des projets de réglementation des banquiers.

En réalité, ce sont des affaires retentissantes, comme celles de Boulaine, de Mary Raynaud et de Rodrigues qui rendent à la question son actualité.

D'ailleurs, il en est constamment ainsi en France.

Dès qu'un fait anormal, scandaleux, préjudiciable se produit, la France entière ou du moins ceux qui font profession de laisser croire qu'ils parlent en son nom, se tournent vers les pouvoirs publics et leur demandent d'intervenir par une loi ou une réglementation.

C'est là une pratique courante en France aujourd'hui, mais combien déplorable.

Il y a deux ans environ, le journal l'*Action* réclamait une réglementation pour les banquiers, et M. Emmanuel Vidal y répondait dans la *Cote de la Bourse et de la Banque* (1).

Nous ne reprendrons pas ici cette polémique, mais il

(1) 26 juillet 1905.

nous paraît difficile, inutile et dangereux de faire de la réglementation en cette matière.

Tout le mal provient de ce que quiconque tient une maison où se passent quelques opérations de bourse, peut s'intituler banquier.

Il y a là certes un grand inconvénient, mais ce ne sera pas une réglementation qui le fera disparaître. Pourquoi, d'ailleurs, ne se sert-on pas des armes déjà actuellement existantes et lorsqu'une plainte est déposée contre un individu dont les annonces de journaux indiquent bien la nature illicite d'opérations, pourquoi le Parquet lésite-t-il à poursuivre ?

Au reste, supposons un instant que les aventuriers qui installent une maison ne puissent plus se dire banquiers.

Croit-on qu'il cessera d'exister des dupes pour cela ?

Le public, attiré par les mirifiques promesses de gros intérêts ira là où en définitive il sera volé, et le jour où le voleur sera sous les verrous, vous verrez comme dans bien des affaires récentes, les dupes réclamer presque la mise en liberté de l'escroqueur, certaines qu'elles se disent qu'il leur rendra l'argent ! !

D'ailleurs, ces faits-là ne peuvent guère se passer qu'à Paris et dans les très grandes villes où existe une population flottante, dans laquelle se rencontrent des aigrefins.

Dans la province, les banquiers sont connus de longue date et un nouveau venu est regardé d'un œil méfiant.

Il nous semble donc que c'est au public qui en a les

moyens à se renseigner et à éviter de s'adresser aux filous.

Ceux qui ne le feront pas, on peut nous croire, seront la plupart du temps peu intéressants et peu dignes d'être plaints.

Une réglementation ne les aurait pas sauvés (1).

Ce sera là notre conclusion.

Si la réglementation des banquiers n'est pas désirable, quelques inconvénients qu'offre la situation actuelle, le contrôle des banques dont il a été question tout récemment, serait un « présent » non moins dangereux.

Si nous abordons en passant cette question, c'est que, encore que le projet Caillaux soit sans doute enterré, nous riquons avec tout nouveau projet d'impôt sur le revenu, de voir réapparaître ce contrôle.

M. Caillaux exposant à la Chambre, le 20 juillet 1907 dans quelles conditions on se rendrait compte de la fortune mobilière des capitalistes expliquait qu'on demanderait trois choses aux banques.

Tout d'abord les banquiers devraient tenir un registre sur lequel seraient inscrits les coupons de valeurs étrangères qu'ils paieraient — registre analogue à celui

(1) Les banquiers français honnêtes, quelque tort que leur fassent certaines officines de banque, ne demandant à leur encontre que l'application des lois et repoussent les réglementations vexatoires qu'on voudrait leur imposer.

Il est à remarquer que les banquiers allemands ne sont pas moins unanimes et énergiques à s'opposer à toute réglementation nouvelle et on a eu les échos de cette opinion au Congrès des Banquiers de Hambourg (septembre 1907).

que tiennent déjà tous les banquiers pour l'inscription des ordres de bourse. Ce n'était pas là une obligation bien grave de conséquences qui étaient demandée aux banques.

Mais M. Caillaux demandait en outre le droit d'exercer une certaine surveillance sur les succursales des établissements de crédit à l'étranger et en troisième lieu, il voulait « que les simples particuliers qui tiennent des maisons de banque soient soumis au contrôle de l'administration de l'Enregistrement dans les conditions où il pèse sur les sociétés de crédit. « Il n'échappe pas en effet à la Chambre, disait le ministre, que le contrôle de l'administration de l'Enregistrement s'étend sur toutes les sociétés anonymes se livrant à des opérations de banque, alors que les simples particuliers exerçant le même négoce en sont affranchis. »

Et comme pour consoler les banquiers de ces mesures qui allaient les atteindre directement, M. Caillaux ajoutait :

« Je serais cependant désolé que l'on pût croire que cette mesure, qui est un peu plus que les précédentes, m'a été dictée par une pensée d'hostilité quelconque vis-à-vis des banques privées. Tout au contraire, je considère le maintien de ces banques comme d'autant plus désirable qu'elles me paraissent constituer un contre-poids utile au regard des sociétés de crédit dont je disais récemment qu'elles étaient les grands magasins financiers ; mais véritablement, quelque favorable qu'il puisse être au maintien ou à l'extension des banques

privées, le ministre des finances ne peut pas aller jusqu'à leur conserver ou à leur impartir des privilèges de fiscalité qui puissent mettre les intérêts du Trésor en péril ».

Nous avons tenu à donner in extenso quelques passages du discours du ministre des finances, pour montrer l'étendue des sacrifices qu'il demanderait aux banquiers privés et aussi pour attirer l'attention sur les conséquences graves qui pourraient résulter de l'établissement d'un pareil contrôle.

Il est hors de doute qu'outre les résultats qui seraient une évasion plus forte encore de nos capitaux à l'étranger, nos banques, par contre-coup, seraient fort atteintes et qui sait si beaucoup d'entre elles ne disparaîtraient pas successivement et rapidement.

Il est fort juste de vouloir imposer les valeurs étrangères qui circulent en France libres de tous droits, mais en quelque domaine que ce soit, tout le monde sait quelles difficultés suscite la répression de la fraude.

Il ne faut pas que pour empêcher cette dernière, le gouvernement risque d'atteindre nos banques privées, déjà si fortement concurrencées.

Il est donc à souhaiter que de pareilles mesures n'aient été exposées que pour en démontrer le danger.

CONCLUSION

Nous sommes parvenus à la fin de cette étude et le moment est arrivé de formuler quelques conclusions fermes. Nous espérons, d'ailleurs, que le lecteur les aura déjà tirées de lui-même, n'ayant jamais cherché à déguiser notre opinion au cours de ce travail.

La Banque locale de province pourra-t-elle vivre, malgré les conditions économiques nouvelles et en dépit de la concurrence qu'elle rencontre ?

— Oui, mais à certaines conditions.

Nous avons déjà fait remarquer que certaines petites banques étaient fatalement condamnées au suicide ou à la mort. Abandonnons-les à leur malheureux sort.

Les autres, les plus nombreuses et en même temps les seules intéressantes, pourront vivre, mais pour cela devront se modifier.

Elles devront abandonner les pratiques surannées qui ne conviennent plus pour s'adonner aux opérations que nous avons énumérées et étudiées : Avances au commerce et à l'industrie, transformation des entreprises

en sociétés anonymes, transactions sur les valeurs locales, placement de titres, etc., etc.

Sans doute, toutes les banques ne sont pas dès maintenant prêtes à subir ces modifications. Elles devront s'y préparer, changer leur constitution, parfois se transformer en sociétés anonymes. Le fait que bon nombre d'entre elles l'ont fait et n'ont pas eu à s'en repentir, semble bien indiquer que la voie est bonne.

Au surplus, le groupement des banques de province, à condition qu'on n'exige pas de lui ce qu'il ne peut donner, facilitera aux banques les modifications auxquelles il faut qu'elles se résignent.

Il ne s'agit point au reste, que les banques de province perdent leur qualité de banques locales qui est en somme leur raison d'être. Si nous désirons pour elles qu'elles créent un service des titres, par exemple, ce n'est point pour les voir devenir des imitations de sociétés de crédit.

Mais elles pourront ainsi conserver plus facilement des clients désireux de placer leurs capitaux en valeurs mobilières et du même coup se créer une source nouvelle de bénéfices. Nous pourrions citer plusieurs banques très connues qui, au cours de ces dernières années, se sont lancées dans la voie que nous venons d'indiquer.

En 1899, une maison de Lyon que l'on reconnaîtra facilement à travers ces lignes, se transformait en société anonyme, portait son capital de 6 à 10 millions, et écrivait dans son programme : « Joindre aux opérations normales de banque et d'escompte, une spécialité qui

donne de très beaux résultats chez nos voisins, particulièrement en Belgique et qui n'a été que peu ou mal exploitée en France, c'est-à-dire la création et la commande d'affaires industrielles et commerciales. »

Il est encore des banques locales que nous pourrions citer comme modèles : les maisons Verley, Decroix et C^o, Lille; les Dupont et C^o, à Douai; les Aynard et Fils, à Lyon; les Negre, Bergeren et Bruneton, les Arnaud, Gaidan et C^{ie}, de Nîmes, etc., etc.

Ces maisons et d'autres encore vieilles déjà ont su faire montre d'esprit de progrès et elles accroissent une prospérité et une réputation déjà anciennes.

Nous souhaitons que les banques locales, organe admirable de décentralisation financière, continuent à vivre.

Elles ne le pourront évidemment pas là où le capital employé ne sera plus ou pas suffisamment rémunéré, ainsi dans les petits centres locaux des départements du Sud-Est ou de la région des Pyrénées, par exemple, où l'émigration a supprimé la clientèle en même temps que l'activité des affaires, mais elles pourront au contraire continuer à vivre dans les centres commerciaux et industriels où elles sont susceptibles de rendre des services et à condition qu'elles modifient leur programme.

Elles vivront côte à côte avec les succursales des Etablissements de crédit qui seront alors en réalité pour elles un stimulant bien plus que des concurrents.

Les banques locales en un mot, peuvent vivre, à con-

dition qu'il se trouve des « banquiers » pour savoir les diriger.

Quant aux banques allemandes, nous estimons quant à nous que si leur évolution vers une concentration a été si rapide, c'est qu'ayant senti combien précaire pour elles serait en cas de crise l'appui de la Reichsbank, elles ont voulu par elles-mêmes se constituer un appui mutuel — alors qu'en France l'expérience du passé a habitué nos banques à compter sur la vigilance et la prudente politique de la Banque de France, en même temps que sur son concours quand besoin en est.

Tandis qu'en Allemagne, le vrai mouvement de concentration date déjà de 1901, en France, il s'annonce beaucoup plus qu'il ne peut se constater et encore les modalités ne seront-elles pas les mêmes.

Si nous voulions résumer les tendances de l'évolution concentrative des banques locales en France et en Allemagne, nous pourrions dire, quant aux principes :

Il y a en France et en Allemagne, tendance à la concentration des banques.

Quant aux modes :

1° En France, les banques locales privées ont tendance soit à disparaître, soit à se transformer en sociétés anonymes, ou à devenir agences ou succursales d'établissements de crédit ou de banques plus importantes.

En Allemagne, les banques privées ont tendance à entrer dans la *sphère d'influence* d'un établissement plus puissant, en général, d'une des six grandes banques her-

linoises, soit qu'elles en deviennent succursale ou filiale, soit qu'elles lui accordent une participation ou une part d'intérêt.

2° Il y a en France organisation fédérative des Banques locales sans entente financière.

Il y a en Allemagne six groupes de grandes banques toutes intéressées, sous des modalités différentes à la moitié des autres banques allemandes.

FIN

Vu :

Le Président de la Thèse,
SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

